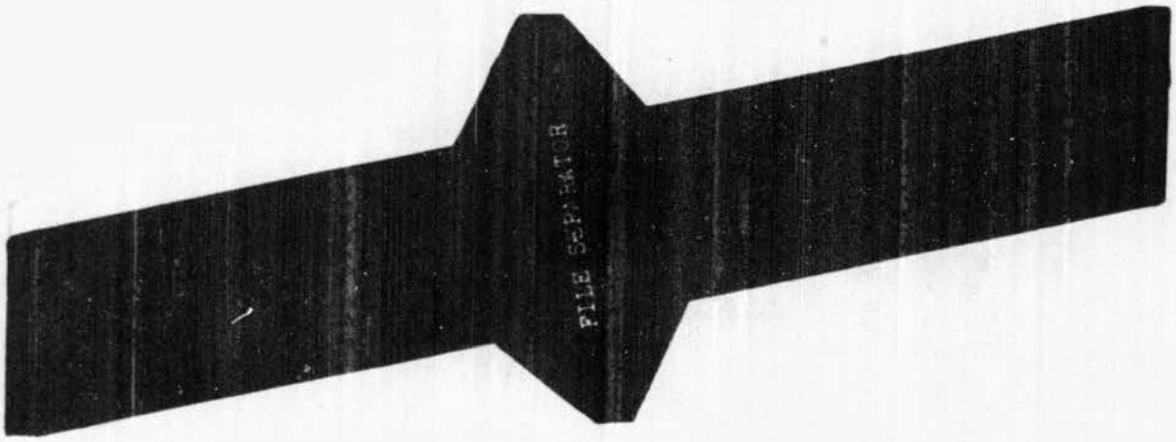
MINUTES OF MEETINGS
TRIPARTITE COMMITTEE ON REFUGEES 276 VOLII.



Form NICOG - 299
(29 Sept 50)

246

C O N F I D E N T I E L

11 Mars 1950 HICOM/P(50)46

CONSEIL

DE LA

HAUTE COMMISSION ALLIEE

PROJET DE LOI SUR LE STATUT JURIDIQUE DES PERSONNES DEPLACEES ET DES REFUGIES

(Note du Secrétariat)

1. - Le document ci-joint a été préparé par le Comité Juridique conformément à la demande faite par l'Organisation Internationale des Réfugiés aux trois Gouverneurs Militaires en Août 1949.

2. - Le memorandum de l'Organisation Internationale des Réfugiés avait été renvoyé au Comité Juridique pour étude et rapport, le 2 Septembre 1949.

3. - Ce projet de Loi régularise la situation juridique des Personnes Déplacées et des Réfugiés vis-à-vis de la Loi allemande (par exemple validation des mariages). Il a été soumis au Ministre Fédéral de la Justice et quelques modifications y ont été apportées pour tenir compte des recommandations faites par ce dernier.

4. - Le Délégué Américain au Comité Juridique proposé que le texte suivant soit substitué au texte actuel de l'Article 8 -

"Lorsque l'une des parties à un mariage dont il est fait mention à l'Article 6 de cette Loi a, dans la suite, mais avant l'inscription au registre de l'Etat-Civil d'un tel mariage, contracté un nouveau mariage avec une troisième personne conformément aux Articles 11 à 15 (a) de la Loi No 16 du Conseil de Contrôle, l'inscription au registre d'Etat-Civil du premier mariage conformément aux Articles 6 et 7 validera ce mariage seulement jusqu'à la date de conclusion du second mariage, et le mariage religieux sera considéré comme ayant été dissous à la date à laquelle le second mariage a été conclu".

16/3/50 AA ..../ CIK 9905

15 MAR 1950 CTB

C O N F I D E N T I E L

24 Février 1950

C O N F I D E N T I E L

POL/RDP/SEC(50)11

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : Dr Hans LUKASCHEK, Ministre Fédéral pour les questions de Réfugiés
198 Rheingaustrasse
BONN

O b j e t : Admission de ressortissants allemands au Canada.

Lors de sa huitième réunion tenue le 21 Février 1950 le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées de la Haute-Commission Alliée en Allemagne a examiné un document soumis par le Délégué Britannique et relatif à l'admission de ressortissants Allemands en qualité d'immigrants au Canada. Après discussion,

LE SOUS-COMITE

"Prend note du document Britannique sur l'admission de ressortissants Allemands au Canada et décide de communiquer cette information au Ministère Fédéral des Réfugiés."

En raison de la décision qui précède, les renseignements ci-joints vous sont soumis pour information. En liaison avec cette transmission je me réfère aux renseignements antérieurement fournis au Ministère Fédéral des Réfugiés par le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées en conformité avec une décision prise lors de sa troisième réunion le 2 Décembre 1949.

Edward W. LAWRENCE

Secrétaire en Exercice

P.J : au destinataire seulement

CIN 9527
16 MAR 1950
CTB

C O N F I D E N T I E L

249

C O N F I D E N T I E L

27 Février 1950

AGSEC/STATS/Sec (50) 80

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

SECRETARIAT GENERAL ALLIE

Bureau Central des Statistiques - Bonn-Pétersberg

Destinataire : Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées (Secrétaire en Exercice)

O b j e t : Utilisation du Recensement Allemand de 1950 pour rechercher, en Allemagne, des enfants Alliés non accompagnés.

I. - Réf. POL/RDP/SEC(50) 6

2. - Cet Office a maintenant étudié le point de vue technique des propositions faites par le Service International de Recherches et voudrait exprimer les commentaires suivants :

a)- les renseignements contenus sur des formulaires de recensement individuel sont considérés par les autorités allemandes comme confidentiels et ne devant être utilisés que pour l'établissement de tableaux statistiques.

b)- le recensement de la population est de la compétence du Gouvernement Fédéral.

c)- le recensement aura lieu le 13 Septembre 1950. Un temps considérable sera nécessaire pour dresser le tableau des résultats et il est peu probable que des données numériques du genre de celles requises par le S.I.R. seraient disponibles avant plusieurs mois après la date du recensement.

d)- La proposition contenue dans le paragraphe 7 de POL/RDP/Sec(50) 5 concernant l'adjonction d'un formulaire additionnel au questionnaire de recensement devant être rempli par les parents nourriciers est considérée comme impraticable. Quelque 15 millions de tels formulaires seraient à imprimer et distribuer avec le formulaire de recensement dans l'espoir de localiser environ 20.000 enfants alliés. Les renseignements requis au sujet des noms, adresses, etc... sur le formulaire supplémentaire porteraient préjudice au caractère confidentiel des renseignements que les gens sont appelés à donner sur le questionnaire de recensement, et ainsi la valeur de tous les résultats de recensement se trouverait diminuée.

3.- Les propositions faites par le SIR dans le but précité sont considérées comme techniquement faisables mais impraticables..

C O N F I D E N T I E L

4.
CIN 9934
16 MAR 1950
CTB

250

C O N F I D E N T I E L

14 MARS 1950 POL/RDP/SEC(50) 20

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. le Directeur du Service International des Recherches (Branche des Recherches d'enfants)
ESSLINGEN / NECKAR
Fabrikstrasse N°38

Objet : Utilisation du recensement Allemand de 1950 pour rechercher en Allemagne des enfants Alliés non accompagnés.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées, lors de sa 9ème réunion en date du 7 Mars 1950, a examiné à nouveau la question de l'utilisation du recensement allemand de 1950 pour rechercher en Allemagne des enfants Alliés non accompagnés.

Je suis chargé, en qualité de secrétaire en exercice de vous envoyer copie de la lettre qui est adressée à M. le Chef du Bureau Central Allié des Statistiques sur cette question.

F. H E N N I N

Secrétaire en Exercice

P-J : 1 (POL/RDP/SEC(50)19)

C O N F I D E N T I E L

16 MAR 1950
CTB

C O N F I D E N T I E L

Le 8 Mars 1950 POL/RDP/SEC(50)12

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. le Président du Comité des Affaires Politiques
(à l'attention du Secrétaire en exercice)

O b j e t : Projet de Mémorandum au Gouvernement Fédéral sur l'admission en Allemagne Occidentale de réfugiés politiques non Allemands.

1.- Lors de sa 9ème réunion en date du 7 Mars 1950 le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné, amendé, et approuvé le document POL/RDP/P(50)2 Projet de "Mémorandum au Gouvernement Fédéral sur l'admission en Allemagne Occidentale de réfugiés non-allemands".

2.- Le Sous-Comité (POL/RDP/M(50)5 Décision (67) a) ii) -) a chargé le secrétaire en exercice de transmettre au Comité des Affaires Politiques, pour examen et approbation, ce document, en indiquant que ce projet représente un compromis entre les points de vue des délégués.

François HENNIN

Secrétaire en Exercice

C/N 9928
16 MAR 1950
CTB

C O N F I D E N T I E L

256

8th March, 1950 RESTRICTED POL/RDP/SEC(50)13

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES

AND DISPLACED PERSONS

To: The Chairman, Political Affairs Committee
(for the attention of the Duty Secretary)

Subject: Functions of the CRX as Opposed to the Terms of Reference of the CTB.

1. At the 10th Meeting of the Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons on 7th March, 1950, there were present Mr. Armstrong (US) and Mr. Gilligan (UK) representing CTB, to discuss a letter defining precisely the functions of the Combined Repatriation Executive and the Combined Travel Board as related to the terms of reference of the Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons.

2. The difficulties that have arisen on this subject are contained in the following documents - POL/RDP/SEC(49)2 - POL/RDP/SEC(50)1 - POL/P(50)5 and decision POL/M(50)1, (175) a) b) c) - submitted as POL/SEC(50)7.

3. In accordance with instructions received from your Committee I am instructed by the Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons to submit to you, for examination and approval, the text of the agreement reached at these discussions.

(Sgd.) FRANÇOIS HENNIN

Duty Secretary 1

Copy to: Combined Travel Board
(attention of the Secretariat)

CTB

Noted

27 March

Seen

23/3

RESTRICTED

Refugee and Displaced Persons Branch,
Office of the U.K. High Commissioner,
WAHNERHEIDE. BAOR. 19.

Tel: WAHNERHEIDE 332

25th March 1950

To: Office of the Manpower Adviser, Wahn
Office of the Public Health Adviser, Bad Salzuflen
Office of the Educational Adviser, Bielefeld
Office of the Religious Affairs Adviser, Bunde

Subject: Sub-Committee for Refugees and DPs

Attached for your information is a copy of POL/RDP/M(50)5.

for Director
Refugee and DP Branch

Copies to:
G.A. Deane Esq., Zonal Statistical Office, Minden
Manpower Division, Housing Branch, Lemgo
Combined Travel Board, Herford
Miss R. Ostermann, Women's Affairs, GFB., Berlin
Office of the Land Governmental Officer, HQ. Dusseldorf, NR/W
" " " " " " HQ. Hannover, N/S
" " " " " " HQ. Kiel, S/H
" " " " " " HQ. Hansestadt Hamburg
Central Registry, Wahnerheide
Office of the Chief of Staff, Lubbecke
U.K. Secretary, Political Affairs Committee, Petersberg
Registrar, AGSEC, Petersberg.

265

RESTRICTED

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

28 March 1950 POL/Sec(50)88

To: Combined Travel Board
Refugees and Displaced Persons Sub-Committee

(Attention: Duty Secretaries)

Subject: Decisions of the Nineteenth Meeting of the Political Affairs Committee

Your attention is drawn to the following decisions of the Political Affairs Committee, reached at its Nineteenth Meeting held on 22 March 1950. These decisions are recorded in POL/ (50)9 and are for your information or implementation as indicated.

(a) Combined Travel Board

For Action: Conclusions 366(iii), 370(b)(c), 371(a)(b)
For Information: Conclusions 366(i)(ii)(iv)(v), 367(a)(b), 370(a)(d), 372, 383

(b) Refugees and Displaced Persons Sub-Committee

For Action: Conclusions 376
For Information: Conclusions 373, 386

J.G. JONES

Duty Secretary

RESTRICTED

10 MARS 1950

CONFIDENTIEL

POL/RDP/SEC(50)17

269

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : Comité des Affaires Politiques
(à l'attention du Secrétaire en Exercice)

Objet : Rapport sur les Allemands à rapatrier d'ITALIE.

1.- Par lettres en date du 26.II.1949 (3503/0063/49) et du 14.12 1949 (3509/SALOW/49) le Ministerialdirigent BLANKENHORN, au nom du Chancelier Fédéral, a saisi la Haute-Commission Alliée de deux cas particuliers d'Allemands (M. Günther KRAUSE et Mme Gerda SALOW) internés en Italie. Par une troisième lettre, le 12.12.1949 il a soulevé le cas général de tous les Allemands sans ressources rassemblés par les Autorités Italiennes dans des camps d'internement ou d'accueil, et demandé l'intervention de la Haute-Commission Alliée pour organiser leur rapatriement.

2.- Par lettres en date du 23.12.1949 et du 6.II.1950 la Mission Italienne a répondu sur le cas particulier de M. KRAUSE. Par lettres N°0155 du 13.I.1950, 0518 du 2.II.1950 et 0570 du 13.II.1950, la Mission Italienne exprimait le désir de son Gouvernement de voir régler, dans son ensemble, la question des Allemands en Italie désireux d'être rapatriés sur l'Allemagne, fournissait une premiere liste provisoire de 165 noms, et préparait en accord avec l'Officier des permis de voyage de ROME une procédure simplifiée pour la délivrance des documents de voyage.

3.- Par les documents AGSEC (49) 320 - 330 - et 348 - AGSEC (50) 45 - 87 - 285 - 307 - 308 - 317 - le Secrétariat Général Allié a retransmis les lettres de la Chancellerie Fédérale et de la Mission Italienne ou en a accusé réception.

4.- Saisi de la question, le Comité des Affaires Politiques en a délibéré les 6 Janvier 1950 (POL/M(50)1 conclusion 183) 3 Février 1950 (POL/M(50)4, Conclusion 247) 10 Février 1950 (POL/M(50)5, conclusion 271 ix) et 17 Février 1950 (POL/M(50) 6 Conclusion 298)

5./

CONFIDENTIEL

10 Mars 1950

C O N F I D E N T I E L

POL/ADP/SEC(50)16

271

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. le Chef de la Mission Italienne

Objet : Allemands à rapatrier d'Italie

Monsieur le Ministre,

1. Faisant suite à la lettre AGSEC(50)307 du 17.II.1950, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Comité des Affaires Politiques a chargé le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées d'étudier la question des Allemands à rapatrier d'Italie, faisant l'objet de vos lettres 0155 du 13 Janvier 1950, 0518 du 2 Février 1950 et 0570 du 13 Février 1950, et de prendre toutes mesures nécessaires.

2. Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées m'a invité, en qualité de Secrétaire en Exercice, à vous informer que des instructions avaient été données à l'O.T.C./CTB et au CRX de préparer, en liaison avec la Mission Italienne, le rapatriement collectif des 120 personnes figurant sur la première liste comme ayant un domicile en Allemagne Occidentale et désireuses d'y être rapatriées.

3. Je dois, en outre vous proposer de soumettre au membre Soviétique du CRX (Office Interallié du Rapatriement) afin d'obtenir son concours en vue de leur rapatriement, les noms des 16 personnes qui figurent sur cette même liste comme ayant un domicile en zone soviétique et exprimeraient le désir d'y être rapatriées.

4. J'ai reçu enfin pour instruction de vous prier de bien vouloir nous fournir de plus amples renseignements sur l'adresse en Allemagne des 23 personnes pour le rapatriement desquelles l'absence de ce renseignement ne permet de prendre aucune décision.

5. Il vous est, par ailleurs, conseillé de prendre contact avec les Autorités autrichiennes appropriées en vue du rapatriement de la personne destinée à ce pays (FLEISCHER Anton)

6./Le

C O N F I D E N T I E L

272

C O N F I D E N T I E L

9 Mars 1950

POL/RDP/SEC(50)15

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : CRX (Office Interallié du Rapatriement
(Combined Repatriation Executive

Objet : Allemands à rapatrier d'ITALIE

Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées après avoir étudié le résultat du dépouillement par votre service de la première liste d'Allemands en Italie désireux d'être rapatriés en Allemagne, a décidé de charger le secrétaire en exercice de vous donner pour instructions :

- de transmettre à l'OTC/CTB la liste de 120 personnes actuellement en Italie, volontaires pour le rapatriement et résidant auparavant en Allemagne occidentale, et de préparer leur repatriement collectif.

F. HENNIN

Secrétaire en Exercice

Copie au Comité des Affaires Politiques (Secrétariat)

C O N F I D E N T I E L

243

C O N F I D E N T I E L

le 9 Mars 1950 POL/RDP/SEC(10)14

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : Office Tripartite de la Circulation

Objet : Allemands à rapatrier d'Italie.

1.- A sa neuvière réunion tenue le 7 Mars 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné selon les instructions du Comité des Affaires Politiques le compte-rendu du dépouillement par le CRX d'une première liste d'Allemands en Italie désireux d'être rapatriés en Allemagne.

2.- Le Sous-Comité a décidé (POL/RDP/M(50)5 -(68) f) i) -) "d'informer l'Office Tripartite de la Circulation qu'il es-"time devoir rapatrier en Allemagne Occidentale les 120 per-"sonnes volontaires pour le rapatriement et résidant aupa-"ravant en Allemagne occidentale."

3.- Cette première liste de 120 noms vous est transmise ci-jointe en vous priant de prendre les dispositions appropriées pour que leur rapatriement collectif puisse être organisé à une date rapprochée, conformément à la demande du Gouvernement Fédéral et de la Mission Italienne et en accord avec le Bureau des Permis Militaires de Rome et le CRX qui prendra avec vous les liaisons nécessaires.

François HENNIN
Secrétaire en Exercice

P-J : au destinataire seulement.

Copie au Comité des Affaires Politiques
(Secrétariat)

non jointe

C O N F I D E N T I E L

281 280

Refugees and Displaced Persons Branch,
Office of the United Kingdom High Commissioner,
Wahnerheide,
B.A.O.R. 19.

Tel: Wahnerheide 172

3rd April, 1950.

To: Office of the Manpower Adviser, Wahnerheide.
Office of the Public Health Adviser, Bad Salzuflen.
Office of the Educational Adviser, Bielefeld.
Office of the Religious Affairs Adviser, Bunde.

SUBJECT: Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons

Attached for your information is a copy of POL/RDP/M(50)6.

for Director
Refugees and DP Branch

Copies to:
G.A.Deane Esq., Zonal Statistical Office, Minden.
Manpower Division, Housing Branch, Detmold.
Combined Travel Board, Herford.
Miss R. Ostermann, Women's Affairs, GFB., Berlin.
Office of the Land Governmental Officer, HQ. Dusseldorf, NR/W
" " " " " HQ. Hannover, N/S
" " " " " HQ. Kiel, S/H
" " " " " HQ. Hansestadt Hamburg
Central Registry, Wahnerheide.
Office of the Chief of Staff, Lubbecke.
U.K. Secretary, Political Affairs Committee, Petersberg.
Registrar, AGSEC, Petersberg.

280

22 March 1950 POL/RDP/M(50)6

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES

of the

Tenth Meeting

held at Petersberg at 11.00 hours
on Wednesday, 22 March 1950

Present:

Dr. Meillon, France (Chairman)
Mr. Logan Gray, U.K.
Mr. Swope, U.S.

Others Present:

France	U.K.	U.S.
M. Klein	Miss Lacey	Mr. Lawrence
M. Hemain		

Decisions 78 - 86

282

CONFIDENTIEL

28 Mars 1950 PCL/SEC(50)88

HAUTE COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

Secrétariat

DESTINATAIRES : M. le Directeur Général de l'Office Tripartite de la Circulation

M. le Président du Sous-Comité des Réfugies et Personnes Déplacées.

(à l'attention des Secrétaires en Exercice)

OBJET : Décisions prises par le Comité des Affaires Politiques

Votre attention est attirée sur les décisions prises par le Comité des Affaires Politiques lors de sa 19ème Réunion, en date du 22 Mars 1950. Certaines des conclusions consignées dans le document PCL/M(50)9 sont portées à votre connaissance pour information, d'autres pour application.

OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

pour application : Conclusions 366 (iii) - 370 (b) (c) - 371 (a) (b)

pour information : Conclusions 366 (i) (ii) (iv) (v) - 367 (a) (b) - 370 (a) (d) - 372 - 383

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

pour application : Conclusion 376

pour information : Conclusions 373 - 386.

J.G. JOOS

Secrétaire en Exercice

C/INTGT 3 APR 1950 CTB

CONFIDENTIEL

Semi permanent [illegible]
✓ Policy Files 284

le 12 Mars 1950 — CONFIDENTIEL — POL/RDP/SEC(50)18

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. le Président du Comité des Affaires Politiques (à l'attention du Secrétaire en Exercice)

Objet : Conditions requises et directives générales pour les personnes de nationalité non-allemande désirant résider à titre permanent ou semi-permanent sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne et dans les Secteurs Occidentaux de BERLIN.

I.- Lors de sa 9ème réunion en date du 7 Mars 1950 le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a étudié les paragraphes 2 g) et 5 du document POL/P(50)17.

2.- Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50) 5 - décision 58 i) a chargé le Secrétaire en exercice d'informer le Comité des Affaires Politiques :

i)- qu'il estime que le document aurait besoin d'être clarifié sur plusieurs points qui entrent dans les attributions du présent Sous-Comité.

ii)- qu'il décide, sur le point particulier 2 g) d'une "immigration normale" de non-Allemands en Allemagne Occidentale, qu'il est en principe hostile à une immigration de non-allemands, en raison :

- de la situation existante en ce qui concerne les Réfugiés et les Personnes Déplacées en Allemagne.
- de l'afflux continuel de nouveaux réfugiés politiques et de persécutés raciaux ou religieux.
- des conditions générales de surpeuplement qui en résultent.

iii)- qu'il décide de charger le Président en exercice de s'informer, officieusement, des vues allemandes dans de domaine.

F. HENNIN

Secrétaire en Exercice

Noted [illegible]

CONFIDENTIEL

Translation.

283

CONFIDENTIAL

12th.March,1950 POL/RDP/SEC(50)18

ALLIED HIGH COMMISSION -

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE
SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES
AND DISPLACED PERSONS -

TO:The Chairman of the Political Affairs Committee,
(for the attention of the Duty Secretary.)

SUBJECT:Necessary conditions and general regulations concerning non-German nationals who wish to take up permanent or semi-permanent residence in the territory of the German Federal Republic and in the Western Sectors of Berlin.

1. At its Ninth Meeting on 7th.March,1950,the Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons studied paragraphs 2 g) and 5 of the paper POL/P(50)17.(Item 68 i)

2. The Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons (POL/RDP/M(50)5 - decision 68 i) instructed the Duty Secretary to inform the Political Affairs Committee:

i) - that it considers that the paper required clarification on several points which are within the scope of this Sub-Committee.

ii)- that,on the specified point 2g) concerning "normal immigration" of non-German nationals to Germany,it is opposed to the principle of immigration of non-German nationals on account of:

- the present situation as regards Refugees and Displaced Persons in Germany.
- the constant influx of new political Refugees and racial or religious persecutees.
- the resulting general state of over-population.

iii)-that it has decided to instruct the Duty Secretary to inform himself inofficially as to German opinions in this sphere.

F.HENNIN
Duty Secretary.

Noted RDA

CONFIDENTIAL

288

COPY

Office of the United Kingdom High Commissioner,
Wahnerheide,
B.A.O.R. 19.

RESTRICTED

No. 1.
(117/4/65/50)

11th April, 1950.

To: Land Commissioners,

Land Schleswig-Holstein
Land Niedersachsen,
Land North Rhine/Westphalia
Hansestadt Hamburg.

Sir,

I refer to the statement made at the 26th RECO Conference of 27th July 1949 which was circulated to all concerned under HQ/8211/Sec and HQ/8261/Sec dated 21 July 1949, and also to the letter from the Deputy High Commissioner addressed to Land Commissioners, POW/742/125/49 dated 16th November 1949.

The position with regard to the continuance of IRO operations in Western Germany has now been clarified and a decision has been taken by the I.R.O. General Council to continue operations in Western Germany on a modified scale until 31st March 1951. I.R.O.'s activities during this extended period will be almost exclusively devoted to the work of resettlement, and all those Displaced Persons who are not in the process of resettlement by the 30th June 1950 will become the responsibility, both administratively and financially, of the Federal Government. The Allied High Commission therefore communicated officially to the Federal Government the results of this decision in a letter AGSEC(50)240 dated 9 February 1950. Since then at the recent Session of the I.R.O. General Council in Geneva which was held between 14th and 24th March 1950, discussions took place on the interpretation which should be placed on the words "in the process of resettlement", and some Delegations were in favour of including all Displaced Persons "with limited opportunities for resettlement" as being 'in the process of resettlement'. The U.K. Delegation was not in favour of this proposal, and after discussion, it was finally agreed that in the British Zone of Western Germany at least we should carry on with our original plan of handing over all "hard core" Displaced Persons to the Federal Government on or before 30th June 1950.

It is difficult to give an accurate estimate of the numbers of Displaced Persons to be handed over as the rate of resettlement may be speeded up in the interval between now and the 30th June 1950, but in the light of past experience, it is considered that a figure of between 50,000 and 60,000 will be handed over. These Displaced Persons are divided into two categories:-

(a) Institutional Cases

Such cases include people suffering from chronic tuberculosis, mental cases, blind - either totally or partially - and people suffering from other chronic diseases. Arrangements are being made for these people to be accepted into suitable German institutions, or alternatively, into institutions which have been established by us and which will be handed over to the German Authorities as going concerns. It is probable that the people in this category will require to remain in Germany permanently although there are possibilities that certain countries may decide to give asylum to some of these people.

(b) Non-Institutional Cases

Included in this category are many people who have been found unacceptable to the various Resettlement Missions on the grounds of physical fitness, and

although

although they cannot be categorised as Institutional Cases, many of them are unable to look after themselves. Others of them have limited prospects of resettlement, particularly if the receiving countries will lower their standards of physical eligibility. It should be remembered that the fact that those people are being handed over to the German Government does not deprive them of the right of resettlement should opportunities present themselves later, nor does it deprive them of the right of repatriation should they voluntarily opt for this. I.R.O. will continue its resettlement and repatriation activities until 31st March 1951 and will make every endeavour to find homes for those people in countries overseas or in other European countries.

Negotiations between Displaced Persons Division and the staffs of Land Commissioners and the Laender Governments in the British Zone have been in progress for some time past with a view to the formulation of a phased plan for the transference of responsibility for these Displaced Persons to the German Authorities, and one camp in North Rhine/westphalia has already been handed over. It is hoped that the handing over of camps containing the "hard core" Displaced Persons will be completed by 30th June 1950. It is not my intention in the British Zone to inject these "hard core" Displaced Persons arbitrarily into the German economy. They will be handed over to the German Authorities in the camps in which they are now living and the process of assimilation into German life and economy will take place gradually over a period and will depend on the particular circumstances of individuals and family units. I intend to keep Displaced Persons Division in being on a reduced establishment until 31st March 1951 in order to supervise and assist in the final and humane disposal of these people and in their successful assimilation into German life and economy. Displaced Persons Division will also continue to control and administer the camps required by I.R.O. as Processing and Embarkation Centres.

It is in connection with the integration of these Displaced Persons into the German economy that the assistance and cooperation of Land Commissioners will be necessary. It is my view that we should aim at full integration into the German economy, but this will only become possible gradually. Owing to the housing shortage, these Displaced Persons will almost certainly have to remain in the accommodation they now occupy, and their prospects of becoming fully self-supporting citizens may not be realised for some time after the handing over takes place. Conditions in the various Laender vary considerably particularly with regard to the availability of housing and the opportunities for suitable employment. As a result of this, the German Authorities may find it necessary to carry out a redistribution of these people as among the various Laender. While it is not my intention to interfere unnecessarily with the arrangements made for the disposal of the "hard core" Displaced Persons by the German Authorities, it should be clearly understood that we have a definite responsibility for ensuring that such arrangements do not offend against our conception of humanitarian principles. It is my opinion that any interference, which might be interpreted as implying a lack of trust in German capacity or goodwill to deal with this problem, would defeat its object. On the other hand, I believe that the Federal and Land Governments will no doubt request our advice and assistance, and we should be ready at all times to render this and to cooperate with the German Authorities in overcoming any difficulties which they may encounter.

It is my opinion that the Federal Government realises its obligations towards these "hard core" Displaced Persons and that it will conscientiously endeavour to fulfil these obligations. Further, several religious dignitaries in Germany have spontaneously and publicly announced that in their opinion the German people have very definite spiritual and moral obligations towards the Displaced Persons in Germany and that they would use all their influence to ensure that the members of their Churches fulfil these obligations. It is hoped that the German Charitable Organisations such as Caritasverband and the Evangelische Hilfswerke, will interest themselves in these Displaced Persons, and in general

/it is considered

it is considered more suitable that German voluntary organisations should undertake the necessary welfare work amongst the "hard core" Displaced Persons after responsibility has passed to the Federal Government. It is, however, not improbable that signs of discrimination against these Displaced Persons may become apparent at lower levels after the handover has been completed. It is the attitude of the local Burgermeister and his officials, the Churches and the Trades Unions which will affect the well-being of the individual Displaced Person, and it is here that local prejudices may become most evident. I therefore wish the Land Commissioners to issue instructions to the British Resident Officers in their Lands to take a real interest in this problem and to use all their influence with the local German Authorities to ensure that the individual Displaced Person gets a fair deal. There is already in existence legislation, both Allied and German, to guard against any tendency to discrimination which may make its appearance later on, and it may be useful to recapitulate here the various laws and measures affecting the general status of Displaced Persons in Western Germany which are already effective or are in the process of being made so.

(a) Jurisdiction of German Courts over Displaced Persons

Under Allied High Commission Law No. 13, German Courts have now criminal and civil jurisdiction over Displaced Persons, but in Article VII of this Law, there exist adequate safeguards by which the Occupation Authorities can prevent any discrimination against Displaced Persons by German Courts in virtue of the powers reserved to the Occupation Authorities under para. 2 (d) of the Occupation Statute. It is our intention and that of the French Element, that the German Courts should be allowed to exercise jurisdiction, subject to our interference by withdrawal or suspension in any case requiring such action. The American Element, however, intend to limit the criminal jurisdiction of German Courts to cases punishable by a fine of DM 150 or six weeks' detention, and to confer on the U.S. High Commission Courts much wider powers of interference than is contemplated in the British and French Zones.

(b) Personal Legal Status of Displaced Persons

The Allied High Commission has recently approved Law No. 23 which defines the personal legal status of Displaced Persons and confers on German Courts competence to adjudicate in all such matters.

(c) Occupation Statute

Para 2 (d) of the Occupation Statute reserves to the Occupation Authorities "powers in the field of Displaced Persons". We are therefore able to interfere to protect them if and when necessary.

(d) Responsibilities of the Federal Government

The Allied High Commission recently addressed a letter to the Federal Government (AGSEX(50)240 dated 9 February 1950) informing it of the efforts of the approaching curtailment of the responsibilities of I.R.O. for Displaced Persons in Germany eligible for care and assistance under the Constitution of that Organisation. In this letter the Allied High Commission requested the Federal Government to undertake the enactment of suitable legislation which would define the legal, political, social and economic status to be accorded to Displaced Persons within the territory of the Federal Republic. It is understood that the Federal Government is now studying a draft Law on this subject which it is hoped will be passed in the near future.

/(e)....

285

(e) International Convention of 1933 relating to the International Status of Refugees.

It was originally suggested by I.R.O. that the Federal Government should accede to the International Convention of 1933 which relates the International Status of Refugees. This proposal has been studied by the Legal Advisers to the Allied High Commission and it has been decided that it would not be appropriate for the Federal Government to accede to this Convention. An alternative proposal is now being considered, i.e. that the President of the Federal Republic, with the authority of the Bundestag and ratification by the Allied High Commission, should make a Declaration acknowledging his obligations towards the Displaced Persons and Refugees within the territory of the Federal Republic. The terms of this Declaration are now being studied tripartitely, and it is hoped that the Federal Government will agree to making such a Declaration.

I would like to reiterate that we all have definite responsibilities towards these unfortunate people, and I feel sure that Land Commissioners and their staffs will make every endeavour to ensure that the future of such Displaced Persons and Refugees as have to remain for the time being in Germany will be the best possible in the circumstances.

I am, Sir,

Your obedient Servant,

(for the United Kingdom High Commissioner)

(signed) CHRISTOPHER STEEL

Copies for information to.-

PS to the High Commissioner
Office of the Chief of Staff, Lubbecke. (3)
Economic Adviser, Wahnerheide (2)
Financial Adviser, Wahnerheide (2)
Manpower Adviser, Wahnerheide (2)
Legal Adviser, Wahnerheide (2)
Information Services Division, Wahnerheide (2)
Principal Intelligence Officer, Wahnerheide (2)
Central Registry, Wahnerheide (2)
Displaced Persons Division, Bonn. (20)
Educational Adviser, Bielefeld. (1)
Public Health Adviser, Bielefeld (1)
Religious Affairs Adviser, Bielefeld (1)
Intelligence Division, Herford. (2)
Combined Travel Board (British Element), Herford. (2)
Public Safety, Bonn (1)
Office of Political Adviser to C.O.C., Berlin (British Sector) (2)
Hq. Mil Gov. Berlin (2)
Allied Liaison Branch, Bad Salzuflen. (1)
Frontier Inspection Service, Cuxhaven (1)

Noted!

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
GENERALE

E/1618 *
E/AC.32/5
17 février 1950

ORIGINAL: FRANCAIS-ANGLAIS

289

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

RAPPORT DU COMITE SPECIAL DE L'APATRIDIE ET DES PROBLEMES CONNEXES

Lake Success, New-York

16 janvier au 16 février 1950

CHAPITRE	TABLE DES MATIERES	PARAGRAPHES
I	Organisation du Comité	1 - 12
II	Ordre du jour et organisation des travaux	13 - 18
III	Textes proposés pour un projet de Convention relative au statut des réfugiés et pour un Protocole relatif au statut des apatrides, annexe à ladite Convention	19 - 21
IV	Projet de résolution du Conseil économique et social (relative à la suppression de l'apatridie)	22 - 27
V	Adoption du rapport	28
ANNEXE I	Texte du projet de Convention relative au statut des réfugiés	
ANNEXE II	Observations sur le projet de Convention	
ANNEXE III	Texte du projet de Protocole relatif au statut des apatrides	
ANNEXE IV	Observations sur le projet de Protocole	
ANNEXE V	Proposition du représentant du Danemark	

---

* Les corrections apportées par le document anglais E/1618/Corr.1 - E/AC.32/5/Corr.1 ont été incorporées dans le présent document.

UNITED NATIONS
ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

GENERAL
E/1618
E/AC.32/5
17 February 1950
ORIGINAL: ENGLISH-FRENCH

290

REPORT OF THE AD HOC COMMITTEE ON STATELESSNESS AND RELATED PROBLEMS

Lake Success, New York
16 January to 16 February 1950

Chapter	Contents	Paragraphs
I	Organization of the Committee	1 - 12
II	Agenda and method of work	13 - 18
III	Proposed draft convention relating to the status of refugees and the protocol thereto relating to the status of stateless persons	19 - 21
IV	Draft resolution for the Economic and Social Council concerning the elimination of statelessness	22 - 27
V	Consideration of the report	28
ANNEX I	Text of proposed draft Convention Relating to the Status of Refugees	
ANNEX II	Comments on the draft convention	
ANNEX III	Text of the draft Protocol Relating to the Status of Stateless Persons	
ANNEX IV	Comments on the draft Protocol	
ANNEX V	Proposal of the representative of Denmark	

/CHAPTER I

INTERNATIONAL REFUGEE ORGANIZATION

291

Bonn Enclave
~~U. S. ZONE~~

GERMANY

Telephone: 8936
Cable Address: INOREFUG-BONN

65 Friedrich Ebert Allee,
Bonn.
BAOR 19.

Date: 22nd May 1950.
Reference:

To: Combined Travel Board,
H e r f o r d,
BAOR 15.

Attention: External Affairs Directorate

Subject: Draft ECOSOC Convention on Refugees

Attached for your information are copies in English and French of the Report of the ECOSOC Ad Hoc Committee on Statelessness and Related Problems, which contains the text of the draft Convention.

Your attention is drawn particularly to Articles 1, 20 - 28 inclusive, 31, 32 and to the schedule and annexe.

John R. Kelly

J.D.R. KELLY,
Liaison Officer
to Allied High Commission.

M.I.
M. Olivier Martin
M. Rubey
I think it will interest you to read this paper
[illegible]
1 June 50

Enclosure

396 IRO - 7.49 - 100 000

292

May 22, 1950 POL/RDP/SEC(50)33

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

TO: Secretariat
Combined Travel Board
Herford, BAOR 15

276

SUBJECT: Netherlands Refugees from the Soviet Zone

At its 12th Meeting on May 15, 1950, the Sub-Committee for Refugees and Displaced Persons considered OTC/CTB/MEMO(50)9 concerning Netherlands refugees from the Soviet Zone.

The Memorandum in question concerns itself with two categories of Netherlands nationals entering Western Germany from the Soviet Zone of Occupation; those desiring repatriation to the Netherlands and those wishing to remain permanently in Germany. As you point out in your Memorandum, the Netherlands nationals desiring to be repatriated present no real problem providing they fulfil the qualifications for re-entry demanded by the Netherlands Authorities. Those Netherlands nationals who wish to take up permanent residence in Western Germany, however, should be accorded the same treatment as those German nationals from the Soviet Zone desiring to take up permanent residence in Western Germany. It is suggested that the Netherlands Consul should be so informed and requested that, in the event of any Netherlands national of partial ethnic origin experiencing difficulties with the German Authorities, the matter should be referred to the Sub-Committee by the Netherlands Mission.

EDWARD W. LAWRENCE
Duty Secretary

The action copy left on file 827.
1 held on 276

295

17 Mai 1950

C O N F I D E N T I E L

POL/RDP/SEC(50)32

- PROJET DE REPONSE à M. Charles de JENNER, Chef de la DELEGATION INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE POUR l'ALLEMAGNE -

---

Je dois vous informer que votre lettre 18993/B8/AII 10 en date du 3 avril 1950 adressée au Haut-Commissaire du Royaume-Uni a été examinée lors de la réunion du Conseil de la Haute-Commission Alliée qui s'est tenue le 14 Décembre 1949. J'ai reçu pour instructions de vous transmettre la réponse suivante aux diverses questions soulevées dans votre lettre.

Le Conseil de la Haute-Commission Alliée considère qu'il ne serait pas inopportun de rappeler par ordre chronologique les évènements qui ont amené la situation actuelle en ce qui concerne la réception en Allemagne Occidentale de réfugiés allemands en provenance de Pologne et des territoires administrés par la Pologne.

Le 26 Octobre 1949 le Gouvernement Fédéral a demandé à la Haute-Commission Alliée de donner son accord pour le transfert en Zone Britannique d'Allemagne de quelques 25.000 Réfugiés Allemands en provenance de Pologne et des territoires administrés par la Pologne. Ces 25.000 Réfugiés Allemands appartiennent à ce que l'on appelle la catégorie des Réfugiés "A" c'est-à-dire ayant de proches parents résidant en Zone Britannique, lesquels sont d'accord et en mesure de les héberger et de s'occuper d'eux. Les réfugiés en question compris dans la liste des 25.000 en raison de leur éloignement géographique en Pologne et dans les territoires administrés par la Pologne, d'une part, de leur dénuement, d'autre part, n'étaient pas en mesure de se soumettre à la procédure normale pour l'obtention de permis d'entrée dans la zone Britannique.

Le 28 Novembre 1949, la Haute-Commission Alliée donna son accord pour ce transfert et donna des instructions afin que les arrangements de détail indispensables pour le mouvement soient achevés le plus tôt possible. Comme vous vous en souviendrez ces arrangements ont été discutés à une réunion tenue le 14.12.1949 entre les représentants Allemands et ceux de la Haute-Commission ; Le Comité International de la Croix-Rouge était également présent à cette réunion.

CIN 1645
25 MAI 1950
CTB

C O N F I D E N T I E L

296

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

19 Mai 1950 POL/RDP/SEC(50)33

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :

Monsieur le Président
Directeur Général de l'Office
Tripartite de la Circulation
(Elément Francais)
HERFORD

OBJET : Réfugiés Néerlandais venant de Zone Soviétique

A sa 13ème Réunion tenue le 15 Mai 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a étudié la note OTC/CTB/MEMO/(50)9 concernant les réfugiés néerlandais en provenance de la Zone Soviétique.

Ce Mémorandum traite de deux catégories de Néerlandais pénétrant en Allemagne Occidentale en provenance de la Zone Soviétique d'Occupation : ceux désireux d'être rapatriés aux Pays Bas et ceux désirant demeurer à titre permanent en Allemagne.

Comme vous le soulignez dans votre mémorandum, les ressortissants néerlandais désireux d'être rapatriés ne présentent aucun problème réel, à condition de remplir les conditions exigées pour leur ré-admission par les Autorités Néerlandaises.

Ceux, toutefois, des ressortissants hollandais qui désirent établir leur résidence permanente en Allemagne Occidentale devraient se voir accorder le même traitement que les ressortissants allemands de Zone Soviétique; désireux d'établir leur résidence permanente en Allemagne Occidentale.

Il est suggéré d'informer de ce fait les autorités consulaires néerlandaises et de prier la mission Néerlandaise, au cas ou des ressortissants néerlandais d'origine ethnique mitigée rencontreraient des difficultés avec les autorités allemandes, d'en référer au présent Sous-Comité

T. LAWRENCE
Secrétaire en Exercice

CIN 2644 23 MAY 1950 CTB

298

22 MAI 1950 — C O N F I D E N T I E L — POL/ADP/P(50)AK

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

- Projet Britannique -

D e s t i n a t a i r e : M. le Président de l'Office Tripartite de la Circulation (Elément Français)

O b j e t : Rapatriements individuels de ressortissants Allemands.

Je dois vous informer que votre document OTC/CTB MEMO(50)7 du 12 Avril 1950 a été examiné par le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées lors de sa réunion tenue le 15 Mai 1950 au Petersberg.

Le Sous-Comité m'a prié d'attirer votre attention sur la lettre adressée par le Président Britannique du Sous-Comité dans le courant du mois d'Avril à l'Elément Britannique de vos Services (POL/I75/4/I3/56) en date du 20 Avril 1950, et de vous faire connaître qu'il ne voit aucune raison pour modifier le point de vue développé dans cette lettre.

Le Sous-Comité partage votre désir d'une libération d'ensemble de la politique actuelle en ce qui concerne l'entrée en Allemagne de ressortissants Allemands mais il ne considère pas le moment actuel comme opportun. Le Sous-Comité estime qu'avec l'établissement imminent de Consulats Allemands dans les principaux pays du monde, et avec la dévolution croissante des fonctions de vos Services au Gouvernement Fédéral, le problème est de nature à se résoudre de lui-même en temps opportun. A ce sujet, le Sous-Comité considère comme s'appliquant ici le paragraphe 4 (d) du document POL/MEMO(50)11 en date du 19 Avril 1950 relatif au transfert au Gouvernement Fédéral des responsabilités afférentes au contrôle des frontières et à l'établissement des titres de voyage.

CIN 2646
25 MAY 1950
CTB

Le ./..

C O N F I D E N T I E L

306

C O N F I D E N T I E L

16 Mai 1950 POL/RDP/M(50)8

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

PROCES-VERBAL

de la

DOUZIEME REUNION

qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG, le Lundi 15 Mai 1950

à 11h.00

Etaient Présents :

Mr. SWOPE (Etats-Unis) Président

Dr. MEILLON (France)

Mr. LOGAN-GRAY (Grande-Bretagne)

Autres personnes Présentes :

Etats-Unis	France	Grande-Bretagne
Mr. LAWRENCE	M. KLEIN	Miss LACEY
	M. GRUAU	

Décisions 94 à 107

C O N F I D E N T I E L

CIN 1641
25 MAY 1950
CTB

30 Mai 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/P(50)30

(309)

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

276

Destinataire : Secrétaire en Exercice
Comité des Affaires Politiques
Objet : Besoins en statistiques du Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées;-

Le Document ci-joint, "Besoins en statistiques du Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées" a été approuvé par le Sous-Comite des Réfugiés et Personnes Déplacées lors de sa 12 ème séance et modifie les besoins en statistiques précédemment indiqués dans le document POL/RDP/SEC(50)3- (Amendement)

E.W. LAWRENCE
Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

C/N 1114
6 JUIN 1950
CTB

(307)

22 Mai 1950

C O N F I D E N T I E L

POL/DP/SEC(50)29

HAUTE COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

276

Destinataire : M. J.DR.KELLY
Officier de Liaison de l'OIR
65 Friedrich Ebert Allee
BONN

Au cours de sa 12ème séance en date du 15 Mai 1950 le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a chargé le Secrétaire en exercice de vous accuser réception de votre lettre du 1er Mai 1950 concernant la Loi sur les revendications des victimes du Nazisme.

Le Sous-Comité a chargé en outre le Secrétaire en exercice de vous adresser, pour information, une copie du document AGSEC(50)906 ayant trait à la même question.

EDWARD W. LAWRENCE
Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

23 Mai 1950 POL/RDP/Sec(50) 31

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

Destinataire :
Secrétaire en Exercice
du Comité des Affaires politiques

OBJET : Dévolution des Archives du Service International de Recherches.

Au cours de sa douzième Réunion le 15-5-1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le document POL/SEC(50)108, concernant la dévolution des archives du Service International de Recherches.

Après discussion,

le Sous-Comité,

charge le Secrétaire en Exercice de préparer une réponse au Comité des Affaires Politiques indiquant le développement récent de cette affaire en rapport avec l'avenir du Service International de Recherches. Ce document doit inclure un projet de réponse au Chancelier Fédéral l'informant de la décision prise par le Conseil Général de l'OIR au sujet de la dévolution des archives du S.I.R.. Il devra également faire remarquer que l'avenir du Service International de Recherches est actuellement à l'étude de la Haute-Commission Alliée et mentionner que la Haute-Commission Alliée apprécie l'intérêt apporté par les Autorités Allemandes à la conservation de ces archives.

Un projet de réponse à la lettre du Chancelier Fédéral, ci-inclus, est soumise pour approbation.

T.LAWRENCE
Secrétaire en Exercice

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

CTB

313

19 Mai 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/SEC(50)24

HAUTE-COMMISSION ALLIEE
COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES
SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

276

Destinataire : M. J.D.R. KELLY
Officier de Liaison
de l'O.I.R.
BONN

Lors de sa 12ème séance le 15 Mai 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a décidé d'adresser des lettres des "Représentants des Comités Nationaux de Réfugiés et Personnes Déplacées en Allemagne" à l'Organisation Internationale des Réfugiés, en sa qualité d'organisme représentatif de Personnes Déplacées auprès de la Haute-Commission Alliée.

Il recommande que toutes les communications de ce genre soient adressées à l'avenir à la Haute-Commission Alliée par le canal de ce Service.

E. LAWRENCE
Secrétaire en Exercice

Vu : folio 307 to 313

C O N F I D E N T I E L

CIN 1110
6 JUN 1950
CTB

322

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

POL/RDP/M(50)9

31 Mai 1950

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

PROCES-VERBAL

de la

TREIZIEME REUNION

qui s'est tenue à BONN-PETERSBERG, le mercredi 31 Mai 1950 à 11h.00

Etaient Présents :

M. SWOPE (Etats-Unis) Président
Dr. MEILLON (France)
Mr. LOGAN-GRAY (Grande Bretagne)

Autres personnes Présentes :

Etats-Unis	France	Grande Bretagne
Mr. LAWRENCE	M. KLEIN	Miss LACEY
	M. GRUAU	

Décisions N. 108 à 118

C_O_N_F_I_D_E_N_T_I_E_L

6 Juin 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/Agenda(50)10

325

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES

- ORDRE du JOUR -

de la quatorzième Réunion qui

aura lieu le Vendredi 9 Juin 1950 à Bonn-Petersberg à 11h.

-:-

I.- CONFIRMATION ET SIGNATURE DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION PRECEDENTE(POL/RDP/M(50)9 -

2.- POINTS RESULTANT DES SEANCES PRECEDENTES.-

a)- Projet de déclaration à faire par le Gouvernement Fédéral sur le Statut des Personnes Déplacées et Réfugiés (POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 a)

b)- Avenir du Service International des Recherches (POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 b)

c)- Rapatriement individuel des Allemands à l'étranger (POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 d)

d)- Passage clandestin de la frontière belge par des Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 f)

e)- Besoins en statistiques de la Haute-Commission Alliée POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 h)

f)- Statut des Personnes Déplacées (POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 K)

g)- Suppression des autorisations de résidence (POL/RDP/M (50)9 - Conclusion 109 m)

h)- Rapatriement des Prisonniers de Guerre Allemands en Albanie (POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 o)

i)- Transfert des Réfugiés Allemands du Danemark (POL/RDP/M(50)9 - Conclusion 109 p)

j)- Rapatriement sur le Territoire de la République Fédérale d'Allemands de Memel et de Lithuanie (POL/RDP/M(50) 9- conclusion 109 q)

k) .../...

C O N F I D E N T I E L

3'6

2 Juin 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/SEC(50)40

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. J.D.R. KELLY
Officier de Liaison de l'OIR
65 Friedrich Ebert Allee
BONN

Objet : Fonds de réparation de Paris

Au cours de sa treizième séance, en date du 31 Mai 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné votre lettre du 9 Mai 1950 relative à l'utilisation d'une partie du "Fonds de Réparation de Paris" au profit de victimes du Nazisme allemandes et autrichiennes demeurant en Allemagne ou en Autriche.

Après discussion le Sous-Comité a décidé que cette question devait être soumise à une étude plus approfondie sur deux plans : l'un qui résulte du fait que la proposition s'écarte des termes de l'Accord des Cinq Puissances et l'autre de la méthode proposée pour la conversion des crédits de Couronnes suédoises en Deutsche Marks.

Le Sous-Comité est d'avis que ses délibérations sur cette question seraient grandement facilitées par la réception de renseignements sur les méthodes employées et les dispositions prises jusqu'ici pour l'utilisation de la part du Fonds de Réparation de Paris destinée aux persécutés israélites et de celle destinée aux persécutés non israélites.

EDWARD. W. LAWRENCE

Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

328

2 JUIN 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/SEC(50)39

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. le Président du Comité des Affaires Politiques (à l'attention du Secrétaire en Exercice)

Objet : Demande de transfert sur le Territoire Fédéral d'Allemands du Territoire de Memel et de Lithuanie.

Au cours de sa 13ème réunion, le 31 Mai 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le document POL/SEC(50)156 qu'accompagnait une lettre du Gouvernement Fédéral relative à la question citée en référence ; dans cette dernière lettre est demandé le transfert en Allemagne Occidentale des familles d'ex-prisonniers de guerre, qui après leur libération, n'ont pas pu rentrer dans leurs foyers et se sont établis sur le Territoire Fédéral.

Le Sous-Comité considère que toute intervention auprès des Autorités soviétiques à ce sujet ne pourrait absolument faire appel qu'à des motifs de compassion et estime, par conséquent, que la liste des personnes dont le transfert est demandé devrait être limitée aux parents immédiats des personnes résidant en Allemagne Occidentale, c'est-à-dire à des réfugiés de la "catégorie A". Au reçu de la liste de ces personnes établie par le Gouvernement Fédéral et accompagnée de la garantie que des logements seront mis à leur disposition, il est recommandé que le Président en exercice du Conseil de la Haute-Commission Alliée demande au Haut-Commissaire Soviétique en Allemagne de prendre des mesures pour le transfert de ces personnes en Allemagne Occidentale.

En conséquence le Sous-Comité recommande l'approbation du projet ci-joint de réponse à la lettre du Gouvernement Fédéral.

EDWARD W. LAWRENCE
Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

330

6 Juin 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/SEC(50)37

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. le Président du Comité des Affaires Politiques (à l'attention du Secrétaire en Exercice)

Objet : Prisonniers de Guerre Allemands détenus en Albanie.

1.- Au cours de sa 13 ème réunion, en date du 31 Mai 1950, le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées a examiné le document AGSEC(50)920 et son Annexe, transmis pour étude et rapport par votre lettre POL/SEC(50)155.

2.- Le Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées soumet à votre approbation un projet de réponse à la demande du Chancelier Fédéral (Annexe A).-

J. GRUAU

Secrétaire en Exercice

C O N F I D E N T I E L

331

2 JUIN 1950 C O N F I D E N T I E L POL/RDP/SEC(50)36

HAUTE-COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-COMITE DES REFUGIES & PERSONNES DEPLACEES

Destinataire : M. le Président du Comité des Affaires Politiques (à l'attention du Secrétaire en Exercice)

O b j e t : Statut des Personnes Déplacées.

Par document POL/SEC(50)33 il a été demandé au Sous-Comité des Réfugiés et Personnes Déplacées de soumettre à l'examen du Comité des Affaires Générales des propositions pour la rédaction du statut des Personnes Déplacées en ce qui concerne, entre autre, la résidence, les permis et la fiscalité.

Lorsque la Haute-Commission Alliée a fait part au Chancelier Fédéral de la réduction des attributions confiées à l'OIR (Document AGSEC(50)240) elle a, afin d'assurer à l'avenir l'uniformité sur tout le territoire de la République Fédérale du statut de ces Personnes Déplacées, recommandé au Gouvernement Fédéral d'entreprendre la promulgation d'une législation appropriée qui définirait le statut juridique, politique, social et économique des Personnes Déplacées applicable sur le territoire de la République Fédérale. Il est à présent connu que le Ministère Fédéral des Réfugiés prépare actuellement un projet de législation en la matière qui sera soumis au Bundestag dans un proche avenir.

En conséquence, le Sous-Comité estime que l'examen de cette question doit être différé jusqu'à la promulgation de cette législation par le Gouvernement Fédéral./.

EDWARD. W. LAWRENCE

Secrétaire en Exercice

MAY 31, 1950 POL/RDP/M(50)9

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES

of the

THIRTEENTH MEETING

held at Petersberg at 11:00 hours on Wednesday,
May 31, 1950

Present:

Mr. Swope, U.S. (Chairman)
Dr. Meillon, France
Mr. Logan Gray, U.K.

Others Present:

U.S.	France	U.K.
Mr. Lawrence	Mr. Klein M. Gruau	Miss Lacey

Decisions 108-118

387

9 June 1950 POL/RDP/M(50)10

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

SUB-COMMITTEE FOR REFUGEES AND DISPLACED PERSONS

MINUTES of the

14th Meeting held at Petersberg

on 9 June 1950

PRESENT:

Dr. Meillon, France (Chairman)
Mr. Logan Gray, U.K.
Mr. Swope, U.S.

Others present:

France	U.K.	U.S.
M. Klein	Miss Lacey	Mr. Lawrence
M. Gruau		

Decisions 119 to 126

348

Refugee and Displaced Persons Branch,
Office of the U.K. High Commissioner,
Wahnerheide. BAOR. 19.

Tel: Wannerheide 332

14th June 1950

To: Office of the Manpower Adviser, Wahn
Office of the Public Health Adviser, Bad Salzuflen
Office of the Educational Adviser, Bielefeld

Subject: Sub-Committee for Refugees and DPs

Attached for your information is a copy of POL/RDP/M(50) 9 and 10.

for Director
Refugee and DP Branch

Copies to:
G.A. Deane Esq., Central Statistical Office, AGSEC, Petersberg
Manpower Division, Housing Branch, Lemgo
Governmental Officer, Land Commissioner's Office, Dusseldorf
" " " " " , Hannover
" " " " " Kiel
" " " " " Hansestadt Hamburg
Central Registry, Wahn
U.K. Secretary, Political Affairs Committee, AGSEC, Petersberg
Combined Travel Board, Herford, BAOR. 15.
Combined Repatriation Executive, A.C.A. Building, Berlin.

POL/RDP/M(50) 9 already sent

noted [signature] 19 June 50.

276 VOL.II.

TRANSFER TO THE GERMAN AUTHORITIES OF OPERATIONAL RESPONSIBILITIES FO
OF OPERATIONAL RESPONSIBILITIES FOR TRAVEL CONTROL GENERAL

FILE SEPARATOR

German Text of
~~Ger~~ Visa Regulations
removed by Mr
Callender for
Translation into
French

26 10/50

The Allied High Commission has agreed that, as soon as a possibility for so doing exists, the German Consular Representatives should also be authorised to issue visas abroad and that the issue of such visas shall be based on existing German instructions provided they are in accordance with the principles set up by the Allied High Commission.

I.

The Allied High Commission has reserved the exclusive right of issuing visas to enter or transit Germany for the following categories:-

(a) British, French and U.S. officials and employees of the Allied High Commission;

(b) British, French and U.S. Military Personnel;

(c) Members of Allied Military contingents participating in the Occupation of the Federal Republic of Germany; +)

(d) Dependants (i.e. wives and children) and near-relatives of the groups mentioned under (a), (b) and (c) above.

II.

The competence of the German Consular Representatives as regards the issue of visas for non-German individuals will continue to be restricted as follows:-

(a) No visa will be granted to applicants whose names are contained in a List of Persons subject to Travel Restrictions forwarded by the Allied High Commission or, who belong to a group of persons

---

+) i.e. besides United Kingdom, France and U.S.A. the personnel of Belgium, Denmark, Netherlands, Norway and Luxembourg.

which by special information from the Allied High Commission is excluded from obtaining a visa.

(b) Finally, the issue of a visa shall not be refused to British, French and U.S. nationals who do not fall under the categories mentioned under (I) unless such refusal was previously agreed by the Combined Travel Board. In cases of this nature Consular Representatives will ask for the necessary consent of refusal through the medium of the Federal Chancellery, Foreign Affairs Branch at the same time giving full details of the case. A visa may be refused in particularly urgent cases regardless of the fact that a competent Ministry of Foreign Affairs (Foreign Office, Quay d' Orsay, State Department) or the Diplomatic Representation of the country, of which the applicant is a national, have agreed to his being issued a visa. In such cases consent from the Combined Travel Board will no longer be required. The Combined Travel Board should, however, be informed of any such refusals through the medium of the Federal Chancellery, Foreign Affairs Branch. The above procedure does, moreover, not concern those applications where the issue of a visa will be refused on the ground of the provisions under (a) above i.e. individuals contained in the List of Persons subject to Travel Restrictions or particular information from the Allied High Commission. A Reference will therefore only be necessary where in the opinion of the visa issuing office the issue of a visa should be refused for other reasons.

III.

The Allied High Commission Permit Offices presently responsible for German visa matters will continue their activities only until such time as

German Consular Representations will have been established in their regional district and will be in a position to take over the duties coherent with the issue of visas. The same refers to similar activities by Allied Consular Representations in countries where Permit Offices are not existing. After closing of all remaining offices of this type only the Permit Offices in Warsaw, Prague, Budapest, Vienna (including the Branch Offices Salzburg and Innsbruck) as well as Saarbruecken will finally be maintained.

IV.

As to France the Permit Office in Paris and its Branch Offices at Colmar and Metz will be closed as soon as the Consulate General in Paris will assume the responsibility for visa- (and passport) matters.- Apart from that, however, an Allied High Commission Permit Office will temporarily be set up in Strassburg which will be authorised to issue, within its regional district, visas to the local population and, in exceptional cases, to nationals of the occupational powers, i.e. British and U.S. nationals, to entitle such persons to enter or transit Germany.

V.

All applications for visas made at Allied High Commission Offices or Agencies up to the last day prior to the taking over of visa responsibilities by German Consular Representatives will be dealt with by such Allied Offices and Agencies. In the case of unsettled applications referred to the Combined Travel Board Berlin by an Allied Office or Agency such applications will be forwarded by the Combined Travel Board to the Federal

Chancellery, Foreign Affairs Branch who will inform the competent German Consular Representation accordingly.

All visas issued by Permit Offices which have ceased functioning shall remain valid until the date of their expiry.

Unless required by the Allied High Commission all case files and records will be handed over to the competent German Consular Representation by the Permit Offices which have ceased functioning.

Therefore the processing of applications in the framework mentioned above for the issue of visas to enter or transit Germany will be taken over by the German Consular Representations abroad as soon as the necessary technical arrangements have been completed.

VI.

The following laws and ordinances will form the legal basis of all dealings in visa matters :-

(1) Passport Act dated 12th October, 1867 - RGBl. page 33 -

(2) Ordinance referring to the Amendment of the compulsory Passport-System dated 10th June, 1919 (Passverordnung) - RGBl I page 516;

(3) Passport Ordinance promulgated by the Minister of the Interior dated 7th June, 1932 (Passdurchführungsordnung) - RGBl I page 297;

(4) Ordinance regarding the Levy of Fees in Passport-Matters dated 28 June, 1932 - RGBl I page 341;

(5) Ordinance regarding Penalties for Offences against the Passport Instructions dated 27 May, 1942 - RGBl I page 348;

In virtue hereof the following rules, which have been co-ordinated with the Minister of the Interior, apply with regard to the treatment of visa matters by German Representations abroad:-

203

VII.

Persons, other than of German nationality, will be required to obtain a German visa for entering and transiting Germany. Here it must be added that according to Article 33 of the "Passport-Ordinance" (Passbekanntmachung) of 7 June 1932 - RGBl. I page 277 - all persons, who are not of German nationality crossing the frontier or residing within Germany will be required to prove their identity by means of a Passport or Certificate of Identity (Passersatz) unless otherwise determined by international agreements, by the Passport Ordinance or by special regulations emanating from the competent central authority.

VIII.

Foreign Passports will be recognised by the German authorities only subject to the following:-

(a) The individual Passport shall refer to the nationality of the holder.

(b) Each Passport is to contain a description of the individual concerned together with a recent photograph duly signed by the applicant and, if possible, with an official certification stating that the photograph is a true likeness of such person and that the signature was performed by him. Such official certificate may be obtained - apart from the appropriate foreign authorities - from any Minister, Consul or honorary Consul accredited in Germany of the country of which the applicant is a national. Certifications of this nature may also be issued by German Passport - and/or police authorities or by German Representatives abroad. The photograph will be fixed in the Passport and the official stamp applied thereto.

(c) The period of validity of the Passport must not have expired. Any Passport issued more than five years ago but still valid in accordance with the legislation of the holder's country of origin must by its nature exclude the possibility of any abuse and must furthermore doubtlessly

202

prove the holder's identity as against the person represented by the photo contained in the Passport.

(d) Passports must not contain any continuation pages. In the case of single-leaf Passports the application of continuation pages will have to be officially prepared and verified in a way excluding any possible abuse.

IX.

Passports issued by still existing Diplomatic and Consular Representatives of Latvia, Lithuania or Esthonia will be considered as valid Documents provided they meet the requirements set forth in Art. 34 of the "Passport-Ordinance" (see para VIII above).

Passports issued by non-German Governments in respect of non-German nationals or stateless persons will only be considered valid where they meet the above requirements and bear an endorsement to the effect that the holder is authorised to re-enter the country which issued the passport.

X.

All applications for entry - or transit visas for Germany will have to be carefully examined to ensure that the applicant is in possession of a Passport or other document in lieu of Passport fullfilling the above mentioned requirements (see para XXIII below). Special care should be taken to ensure that the period of validity of such documents has not expired.

XI.

Foreign Ministerial- and Diplomatic Passports valid in accordance with the legislation of the country of origin will be recognised by German Passport

authorities even in such cases where the details otherwise requisite in foreign Passports such as description of the holder or his signature are missing.

XII.

Foreign Family-Passports may be used for individual journeys by any adult person whose photograph and signature appears in the passport.

Foreign Family Passports will also be accepted in such cases where they contain children of the ages between 15 and 21 years.

XIII.

Foreign Passports must not contain other endorsements than those expressly required (visa, Permit of residence, control- and register endorsements). The validity of such Passport, however, is not effected by the presence of entries not required by the nature of the Passport.

XIV.

Foreign Passports of German nationals (duals) will not receive German visas. Holders of such documents will be required to produce their German Passport or, where they have no such document, they should be caused to apply for same.

XV.

In cases where the genuiness or the correctness of Certificates, Identity Documents or supporting Documents produced by any applicant for a visa is in doubt, the visa will only be issued after such doubts have been removed.

200

Any enquiries made in this connection will be made either by letter or telegram according to the urgency of the case and the expenses thereby involved will be charged to the applicant. The amount of such cost should be ensured by requiring a deposit from the applicant against the probable expenditure.

XVI.

The Representatives authorised by the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery shall be competent for the issue of visas abroad. The authorisation shall be deemed as generally given for all Career German Consular Officers. The issue of visas by Honorary German Consuls is subject to their being expressly authorised by the above mentioned central office.

XVII.

In issuing visas that office shall be locally competent in whose district the applicant's domicile or permanent residence is situated or where his professional activity is exercised by him. In the absence of a local competence the office in whose district the necessity for the issue of a visa arises shall be competent to deal with the matter.

Travellers from countries where German visa issuing offices are not existing may be issued visas by a German visa issuing office on their route to Germany. The same applies to persons domiciled or permanently resident abroad where in view of local conditions the obtaining of a visa from the competent German visa issuing office or the competent Allied High Commission Permit Office is rendered particularly difficult. In other exceptional cases the issue of a visa by

visa issuing offices not locally competent may only be effected with the consent of the competent office. In countries where a German Consular Representation is not yet existing, authorised Allied Offices will continue to issue visas for the purpose of entering or transitting Germany.

XVIII.

Individuals applying for a visa will be required to appear in person at the visa issuing office. In the case of Family Passports the presence of either the husband or the wife (or parent, as the case may be) will be sufficient. In bona fide cases the requirement for a personal appearance of the applicant generally demanded by visa issuing offices can be waived.

Considering the fact that initially only one visa issuing office will be functioning for large districts and, furthermore, in view of long distances between the applicant's place of residence and the official seat of the visa issuing office, the exemption from the requirement for personal appearance will be the rule, for the time being. Applications will, for this reason, have to be submitted in writing on forms as per attached specimen (Application for a Visa) and the required certification will have to be arranged in the same manner as is the case in the issuance of Passports.

XIX.

Visas will be issued in the form of the attached specimen alterations of which made by any visa issuing office will not be permitted. Where in the opinion of a visa issuing office the alteration of these specimen seems to be warranted, such office shall report the case to the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery stating the reasons and wait for the arrival of a final decision in the matter. All necessary stamps will be supplied from this end and the local manufacture of stamps by Representatives is prohibited. For the time that no stamps have been received the endorsement of a visa may be effected in writing by hand the prescribed text as appearing in the specimen.

197

XX.

Visas should be completed in Latin characters and, if possible, with indelible ink. Not filled in spaces of the Visa Stamp will be protected against unauthorised additional entries by a level stroke. Erasures in visas are not permitted.

Each impression of a visa stamp will be accompanied by an official seal bearing the coat of arms. Both impressions, visa and coat of arms, should be made by using indelible ink, if possible.

The visa, if not signed by the head of the visa issuing office, may be signed by a specially designated member of that office. In the latter case the signature will be preceded by the words " Im Auftrag " (by order).

The use of any visa specimen other than those attached is not permitted.

XXI.

The insertion of a visa on any document other than a Passport or authorised document in lieu of passport, or on a separate sheet of paper or on continuation pages contained in passports is not permitted. Any arguments brought forward by Foreign Representatives or by the holder of a Foreign National Passport regarding the refusal to insert visas on continuation pages should be met by indicating the fact that such refusal is based upon a desire expressed by the International Passport Conference held in Geneva in May 1926.

196

XXII.

Foreign Diplomatic- or Ministerial Passports are, for reasons of international courtesy, provided with diplomatic visas where the importance of the person concerned demands such procedure. In cases of this nature the ordinary visa will above its text show the remark "Diplomatischer Sichtvermerk" (Diplomatic Visa). Diplomatic Visas may also be inserted in ordinary foreign Passports if the importance of the holder would advise such procedure. In granting such "Diplomatic Visa" reciprocity of action by the foreign Government concerned will be the necessary pre-requisite.

XXIII.

German visas may be inserted, apart from German Aliens' Passports and foreign Passports, in German Nansen-Passes, Nansen-Passes issued by non-German Governments, foreign Identity - and Travel Documents issued on behalf of stateless persons or persons of undetermined nationality as well as in Collective Lists.

XXIV.

Foreign Aliens' Passports, Nansen-Passes issued by non-German Governments, foreign Identity- and Travel Documents of the kind described above may only be endorsed with a visa where it is expressly stated that the holder is entitled to return to the country which had previously issued the Document.

The period of Utilisation of any Visa granted must not only be within the period of validity of the Travel Document, but moreover within a period terminating not less than two months prior to the expiry of the period

195

stated in the Travel Document for the return of the Holder to the country by whose Authorities the Document was issued. Where, for the return to that country a visa is required, as will be generally the case, the Travel Document must bear such a re-entry visa, enabling the holder to actually return, with a definite expiry date. (e.g. a Travel Document submitted together with an application for a visa was issued on 1st December, 1950 with a validity of two (2) years. The period of validity would, therefore, expire on the 30th November, 1952. A clause with regard to the holder's return entered in the Document is valid for one (1) year and thereby terminating on 30th November, 1951. The German period of utilisation will accordingly terminate two (2) months prior to the above mentioned date i.e. on 30th September, 1951. In some cases the Travel Document must contain a visa enabling the holder's return until 30th November, 1951 to the country whose authority issued the Travel Document.)

Finally reasonable evidence of the holder's intention to return to his country of residence must be available.

As reasonable evidence of intention to return may be considered to be the fact that an applicant declares that his journey is serving normal business purposes or that he is bound by permanent family ties to his country of residence.

In the event of applications for single journey (not return journey) transit visas the requirements of the above mentioned period of two (2) months may be waived, provided the applicant produces evidence of Emigration Visa to country of destination and through reservation by a recognised international passenger route.

194

XXV.

Visas will be granted for one journey or for several journeys. They will indicate the period within which a visa may be used for crossing the frontier (Period of Utilisation).

The maximum periods of utilisation for a visa may be the following:-

(a) for one single entry journey ..... 6 months

(b) for one single transit-journey ..... 1 month

(c) for one return transit-journey ..... 6 months

(d) for repeated entry- or transit journeys .....2 years

In the case of travellers coming from overseas the periods given under (a), (b) and (c) above may be extended to one (1) year where special conditions require such procedure.

XXVI.

Where circumstances require such procedure visa issuing offices abroad will be obliged to insist on special destinations and routes as well as on the crossing of the frontier at specially designated points. Under similar conditions they will likewise be obliged to insist on a certain period of time allowed for travelling within Germany. (Fixed Travel Period)

XXVI a.

The object of the journey need not be mentioned in the visa. The object of the journey must, however, be stated by the applicant so that the visa issuing office is able to examine whether or not a visa should be refused or measures be taken of the kind mentioned above (i.e. destination, route, special crossing points

or travel periods). The fixed travel periods will be based upon the conditions of the individual case and shall not exceed two (2) months.

XXVII.

The Period of Utilisation of a visa commences on the date of issue and indicates that the crossing of the frontier may only be effected during that period and, the latter having expired, the visa will become null and void. Apart therefrom the term "Period of Utilisation" shall not impair the free circulation of the holder of a visa.

XXVIII.

The Fixed Travel Period, which will only be imposed in particularly exceptional cases, commences on the date of crossing of the frontier. Special circumstances that would appear to warrant the imposition of a certain fixed travel period within Germany are given:-

(a) in the individual case of a foreigner whose prolonged stay within Germany would tend to endanger the internal or external security of the Federal Republic of Germany or of a German Land;

(b) in the general case of nationals of countries which in principle impose certain restrictions on German nationals entering these countries.

As to the cases under (a) above an independant decision will be arrived at by the visa issuing offices abroad. The fixed travel period should, if possible, be of a short duration. Where no objections will be

192

raised against the application for a sojourn exceeding two months the insisting on a fixed travel period can be waived. Fixing of a travel period will likewise not be considered in the case of a permanent visa.

Fixing of a travel period in cases under (b) above will only be made upon special instruction from the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery.

Where a fixed travel period has been imposed the competent German Police Authorities at the place of destination will be informed both of the issue of the visa and the imposition of the fixed travel period indicating at the same time the reasons for such procedure and attaching the duplicate of the application for a visa together with the applicant's photographs.

XXIX.

The transit-visa will always state the period of time during which the transit-journey must be performed by the traveller. Where this is done by completing the right hand column of the visa-specimen the effect will be that a traveller, upon failure to observe the time limit therein expressed, will be liable for prosecution in accordance with the Passtrafverordnung. (Ordinance governing Violation of Passport Regulation). Internal visa issuing offices may, however, extend the period of validity of such visas provided reasonable motives are advanced by the applicant.

Since only the time of validity is concerned and no travel period has been fixed Police Authorities will not be informed of the extension. Where it appears that in issuing a visa the aforesaid method is insufficient, only the left-hand column of the visa-specimen should be completed and the regulations concerning the imposition of fixed travel periods for journeys within Germany

should be observed. (see para. XXVIII).

XXX.

The insertion of a visa in a Passport not printed in a Germanic or Romanic language will be made dependent upon the production of a verified German translation of the substantial contents of the passport in cases where the foreign language cannot be translated by the visa issuing office-personnel and reasonable doubts are existing as to the validity of the passport and the lawful ownership of the holder.

XXXI.

Travellers intending to travel to the Western Sectors of Berlin should be warned that the obtaining of a Transit-Permit for transitting the Soviet occupied Zone will be their own responsibility.

XXXII.

A visa will be refused for the following reasons:-

I. Generally

(a) if the applicant has been previously expelled from the territory of the Federal Republic of Germany or a German Land unless the authority who formerly decreed the expulsion and the competent Central Land Authorities of the applicant's German destination have agreed to grant the visa. Where the expulsion was ordered from Territory of the Reich. in its limits of 31 December, 1937, now not forming a part of the Federal Republic of Germany, the consent of the central Land Authorities of destination will be sufficient, except in the case of Western Berlin;

190

(b) if a presumption is justified by facts that the journey of an applicant is liable to endanger the internal or external security or other important interests of the Federal Republic of Germany or a any German Land;

(c) if a presumption is justified by facts that the applicant intends to use the visa for the purpose of violating or evading existing customs regulations;

(d) if a presumption is justified by facts that the applicant is not in possession of sufficient means to defray the cost of his subsistence whilst in Germany;

(e) if a presumption is justified by facts that by the applicant's stay in Germany the public health or morality will be endangered.

(f) if the applicant's name is contained in a list of persons subject to Travel Restrictions forwarded by the Allied High Commission to whom a visa for the purpose of entering or transiting Germany must not be issued, or if the applicant belongs to a group of persons which is excluded from obtaining a visa (see para. II(a) above).

II. in entering Germany:

if the permission by the local police authorities of the place of destination, if required, has not been obtained.

III. in transiting Germany:

(a) if the entry-visa of the country of destination and the transit visas of intervening countries lying between Germany and the country of destination are not produced, unless the applicant is not obliged to hold either entry or transit visa for those countries, or where the subse-

quent issue of the required transit visas will otherwise be endangered;

(b) if the presumption is corroborated by facts that the applicant intends to use the transit visa for the purpose of remaining in Germany.

XXXIII.

The permission of the local Police Authorities at the place of destination provided for in para. XXXII, sub-para. II will, in the case of travellers, who enter Germany and do not intend to take up temporary or permanent residence, normally only be required if the reasons submitted by the applicants or other facts justify the presumption that they intend to stay longer than six (6) months in the country. Where a stay of more than six (6) months is intended at different places within the country only the permission of the local Police Authorities of the first place of destination will be required. (see also para. XXXIV).

XXXIV.

Entry visas for temporary or permanent residence in Germany can, even where the reasons for refusing such visas mentioned under para. XXXII above are not given, as a rule only be considered if the applicants are:-

(a) persons domiciled in Germany prior to 1st September, 1939 who earned their living in that country or are the owner of property which provides a means of livelihood;

(b) destitute persons with no adequate means of subsistence in their country of residence and have German or non-German relatives resident within Germany who are able and prepared to ensure the applicants subsistence in Germany;

(c) former members of the Occupation Forces or supporting Agencies who have roots within Germany, particularly if they are married to German nationals;

(d) individuals and their families who wish to assume permanent or semi-permanent residence for business purposes or for the purpose of employment with foreign firms established in Germany;

(e) individuals who seek employment with German firms or through the German Labour Offices;

(f) individuals who wish to take employment with the Occupation Forces in the same capacity as normally locally hired German personnel e.g. drivers, storemen, etc.

Each applicant other than those under (b) above must attach:-

(1) a definite offer of work supported by a contract of employment at a living wage, countersigned by the Arbeitsamt, or

(2) in the case of professional men intending to pursue their profession in Germany a firm offer of employment or professional certificate issued by the appropriate professional organisation;

(3) a Permit of Residence issued by the competent local German Authorities.

In the case of persons mentioned under (b) above the application must be supported by:-

(1) a German Permit of Residence issued by the competent local German Authorities;

(2) an undertaking from the applicant's relatives within Germany to the effect that they will assume responsibility for the care and maintenance of the applicant.

XXXV.

Foreign Students wishing to enter German universities, High Schools or other institutes must produce in support of their application for a visa:-

(a) an official acceptance certificate of the University concerned, if they wish to enter a German University;

(b) an acceptance certificate endorsed with the approval of the local German Educational Authorities, if they wish to enter any other German School or institute;

(c) for both categories a Permit of Residence issued by the competent local German Authorities valid for the period of the intended stay for studying at a German University, School or Institute.

Apart from the above requirements each applicant for a visa must produce sufficient evidence that adequate means for his maintenance will be at his disposal whilst studying in Germany.

XXXVI.

As regards the issue of visas in respect of applicants who by their former residence in the Laender appertaining to the Federal Territory or in Western Berlin belong to the category of "Displaced Persons" the following will have to be observed:-

In accordance with an Allied Agreement the German side is only to accept back Displaced Persons who, under an agreement made by the Allied side with a third country have proceeded abroad, where such Displaced Persons return within a period of less than 18 months reckoned from the date of re-settlement or employment abroad.

If an application for permanent return to Germany

is received prior to expiration of 18 months from an individual falling under this category such application will only be considered if supported by:-

(1) a statement from the Government of the country in which the applicant is residing, giving the reasons for requesting return;

(2) an application in which the applicant states his preparedness to resume residence in Germany in his capacity of non-German under the terms of para. XXXIV above.

Applications for return to Germany after expiration of 18 months will normally be refused. Exceptions may, however, be made and visas granted, where special circumstances warrant such procedure provided in any case that the applicant fulfills the requirement as a non-German under the terms of para. XXXIV above.

The issue of Visitors Visas for persons falling under this category will only be considered if they hold Aliens' Passports or any other Travel Document in lieu of Passport complying with the conditions of para. XXIV above.

XXXVII.

In accordance with International Agreements made in Geneva in December 1947 the Governments participating in international road transport by lorries and autobuses are entitled to issue individual authorisations on behalf of private individuals, firms, agencies, enterprises and co-operatives for the carriage of food and passengers by lorry and autobus into and through the Federal Republic of Germany.

Applications from drivers and conducting personnel of such vehicles for a German entry - or transit visa, as the case may be, should be supported by the authorisation

mentioned above. Visas will in such cases normally have to be granted in the form of Permanent Visas with a Period of Utilisation adapted to existing requirements. It must be ensured by arrangements with the employers of the drivers and the conducting personnel that such visas will be cancelled if these persons' services with the employers in question terminate before the expiry of the validity of the visa.

XXXVIII.

Individuals transiting the Federal Republic of Germany by air will not be required to obtain a Transit Visa for intermediate landings on the ground within the Federal Republic of Germany provided the aircraft spends less than 24 hours on the ground and the individuals do not leave the airport.

XXXIX.

A visa may be cancelled by the visa issuing office if facts are becoming known which would have warranted the refusal of a visa. A non-competent office may only propose the invalidation of a visa to the visa issuing office and in preparing such invalidation the passport or document in lieu of passport containing the visa may be demanded or withheld from the bearer.

XL.

German visa issuing offices abroad may, in exceptional cases, make the issue of a visa dependent on the naming of a guarantor or the depositing of a certain amount as a security.

The right to demand a security may, however, not be practised abroad without the express instruction from the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery.

XLI.

Foreign individuals deported by a foreign Government will only be permitted to transit German Territory for the purpose of reaching their destination, if they are properly escorted by German Police Officers. Even if all other pre-requisites are fullfilled such persons will only be issued transit visas if the expenditure in conducting the transit (including that of the escorting officers) is secured.

XLII.

The meaning of a visa is based on Passport Legislation only. It entitles the holder only to cross the frontier. The visa does not contain a Permit of Residence. Such permit, if necessary, can only be given by the competent Police Authorities of the Land in which the holder of a visa intends to take his residence. Even in cases where no obligation for holding a visa is existing, the Ordinances of a Land with respect to taking residence will remain untouched. A foreign national, therefore, entering Germany with or without a visa, will have to apply for a Permit of Residence in accordance with existing Laender Legislation if he intends to take his residence in Germany.

XLIII.

Applicants whose application has been refused by a visa issuing office not seldom try to obtain a visa from another competent or non-competent visa issuing office. In refusing such visa it is advisable, by impression of a stamp "Sichtvermerk beantragt " (Visa applied for) and the entry of the date and the seal of

the visa issuing office concerned, to warn any other visa issuing office that the applicant has tried in vain to obtain a visa from a German visa issuing office.

XLIV.

In the case of group travel, Collective Visas may be obtained from the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery for the crossing of frontiers in connection with the entry or exit of the group concerned in so far as the participants are nationals of a country in relation to which the visa obligation has not been abolished. Where visas are required for group travel Collective Visas will be issued if the journey is destined to serve cultural, economical or other important German purposes and where no political considerations are existing.

German visa issuing offices abroad which are conducted by Career German Consular Officers may be authorised by the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery to grant Collective Visas and the Authority for so doing is hereby given to such offices.

The regulations concerning the refusal and cancellation of visas will likewise apply in the case of Collective Visas.

Foreign Collective Lists will be accepted by the German side in lieu of Passports if they meet the following requirements:-

They must contain surname and prenames, date and place of birth, nationality, profession and address of each participant and also date and place of issue, stamp of issuing authority and signature of issuing official. Where on the production of individual Passports a Collective Visa is issued in the form of a List, the same requirements as above will apply with regard to such List.

XLV.

Competent for the issue of Collective Visas shall be the office in whose district the majority of the participants is domiciled or having their permanent residence or where the organising party (club, travel agency) is situated. The latter will also hold good in cases where participants may have their domicile or permanent residence outside the district of the organising party.

Applications for Collective Visas should be examined to ascertain whether special reasons exist particularly of a public nature - for the relaxation of existing frontier crossing regulations. The approval of such applications will be based on the condition that an orderly course of the group journey is ensured. The grouping and leading of all participants must guarantee that no unpleasant demonstrations or other occurrences or incidents will be caused during the journey. Where doubts of an external political nature exist, the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery should initially be approached. The same refers to political clubs who should generally be excluded from obtaining Collective Visas.

Collective lists admitted in lieu of Passport must be submitted in triplicate to visa issuing offices. The same refers where in the case of participants holding individual Passports or travel Documents in lieu of Passports a Collective Visa is issued in the form of a List. One copy of the List is given to the participants, a further copy will be forwarded to the frontier crossing point concerned with details of the case, whilst the third copy is filed in the visa issuing office.

XLVI.

The authority of exempting a traveller in an individual case from the necessity of holding a Passport

and/or visa shall rest with the Foreign Affairs Branch of the Federal Chancellery.

XLVII.

Visas, not containing the traveller's name, the Period of Utilisation, the issuing authority or the signature of the issuing official shall be void. This may lead to the holder of a visa being refused entry at the German frontier and to his demanding damages from the respective issuer of the visa issuing office.

XLVIII.

All visa issuing offices will keep records of visas issued. Such records will contain the following entries:-

(1) serial number,
(2) date of issue,
(3) kind of visa,
(4) ~~[illegible]~~ period of validity,
(5) destination,
(6) crossing point,
(7) sur- and prenames,
(8) nationality,
(9) domicile or permanent residence or place of professional residence of holder,
(10) number of passport,
(11) date of issue of passport,
(12) issuing office,
(13) fees paid,
(14) remarks.

The recording may be made in the form of a card-index, apart from which a numerical list will have to be maintained. It will have to be examined whether or not preference should be given to a card-index, mainly in view of the List of Persons subject to Travel Restrictions promised by the Allied High Commission, as the details given in that list, which will have to be card-indexed, can thereby be more easily controlled.

XLIX.
(Statistics)

L.

As regards the levy of fees the Ordinance determining the levy of Fees in Passport matters of 28th June 1922 - RGBl. I page 541 - will remain valid until such time that this Ordinance will be superseded by fresh legislation under consideration. The following fees will therefore be levied:-

I. Visas in general

(1) Single Transit or single Return Transit Visa . . . . . DM 2.—

(2) Single Entry Visa or single Re-entry Visa . . . . . " 8.—

(3) Repeated Entry-, Re-entry or Transit Visa . . . . . " 16.—

II. For the issue of visas in Family Passports only the fee for the respective visa in individual Passports will be levied.

III. For Collective Visas DM 0,50 for each participant of the travel group with a minimum fee of . . . . . DM 5.—
up to and including 100 participants . " 10.—
up to and including 500 participants . " 20.—
more than 500 participants . . . . . " 50.—.

The provision contained in Art.6 of the Ordinance governing the Levy of Fees, whereby in indigent cases a reduction of 50 per cent may take place or the Document be issued gratis, will remain in force.

Visas on behalf of:-

(a) Members of foreign Diplomatic and Consular Representations who prove their identity accordingly, and of

(b) other nationals of a foreign country travelling on official duty of their Government

will be issued free of charge provided reciprocity of action is guaranteed by the country concerned.

220.
176.

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address
Herford
BAOR 15

U.S. Address
Herford
APO 757 BONN, U.S. Army

French Address
S.P. 51084
B.P.M. 515

CTB/278

Tel. Herford 2941, Ext. 24

1st October, 1950

To: Allied High Commission Permit Office, Brussels
(Personal for Mr. Wilde)

Allied High Commission Permit Office, Rome
(Personal for Mr. Teisberg)

Allied High Commission Permit Office, The Hague
(Personal for Mr. O'Brien)

Allied High Commission Permit Office, Oslo
(Personal for Mr. Wildash)

Allied High Commission Permit Office, Stockholm
(Personal for Lt.Col. Drake)

Allied High Commission Permit Office, Berne
(Personal for Cdt. de Mas Latrie).

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to German Consuls.

1. From time to time enquiries are received from Permit Offices concerning the transfer of our functions to the German Federal Government in view of Press, and other Reports, regarding the appointment of individual German Consuls.

2. The whole matter is still in the melting pot and no firm decisions have been taken except in the case of London, Paris and New York. The offices in these Cities are aware of the position and the immediate action required. So far as other Capitals are concerned no decisions have yet been made as to when the offices will turnover responsibilities to German Consuls or even as to when there may be a partial turnover of responsibilities.

3. In order that you may be fully informed of the current position concerning discussions with the Federal Government, enclosed is a copy of a letter addressed to the Federal Government after the first and initial discussions held on the 12th September. This discussion was purely exploratory to discover the German state of readiness, and organisation, and to inform the Government of the finally agreed Allied policy. It was evident

at this discussion that the Government, at present, lack the material requirements of finance, personnel and organisation to take any immediate effective action to assume responsibilities. These matters will also probably take many months to arrange. A further Meeting will take place during the next few weeks after which it may be possible to state the definite and detailed situation.

4. Until definite information is issued by this office, Allied High Commission Permit Offices will continue full operations as at present and no action whatsoever will be taken to foresee closure by taking preliminary steps, such as, reduction of staff, giving notice of termination of leases, etc. In addition, locally hired staff need not take fright and seek immediate alternative employment.

5. In the event of offices closing down it is highly probable that the Federal Government will offer engagement to local staff now employed by Permit Offices. It is not possible to make definite promises to this effect until confirmation of their intentions has been received from the Federal Government. Needless to say the Combined Travel Board will meet any financial obligations to local staff should the necessity arise. It is improbable that all offices will be liquidated and transfer their functions to German Consuls on the same date. The transfer will be on an individual office basis as and when German Consuls in the various countries have confirmed their ability to assume our tasks.

6. This letter is intended only as an information bulletin and should not be regarded as a signal for alarm and despondency in those offices scheduled for ultimate liquidation. The offices finally to be closed will be given advance notice of their position as soon as information is available to the Combined Travel Board. In the meantime the job must continue and the high standard of service given, heretofore, to the Travelling Public, maintained. The contents of this letter is for the information only of Allied Staff on the Combined Travel Board Establishment.

7. The Notice of Termination of Service already issued to certain British Permit Officers, is a result of unilateral administrative action by the British Authorities and, in no way effects the general position as outlined above.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T. J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

TJG/HS

Copy to: Allied High Commission Permit Office, London
Luxembourg
Paris
New York
Copenhagen

} The foregoing is further to individual information already given to your offices.

218
178

Copy to: Allied High Commission Permit Office Vienna (Personal for Mr. Pratt)

Allied High Commission Permit Office Prague (Personal for Mr. Bowe)

Allied High Commission Permit Office Budapest (Personal for Capt. Paillet)

Allied High Commission Permit Office Warsaw (Personal for Mr. Basham)

For your information only.

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE INTERPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address
Herford
B.A.O.R. 15.

U.S. Address
Herford
APO 757, US Army

French Address
S.P. 51084
B.P.M. 515

CTB/278

Tel: Herford 2941, Ext. 24

[illegible] September, 1950

To: Geheimrat G. Rödiger
Bundeskanzleramt
Dienststelle fuer auswärtige Angelegenheiten
Bonn
[illegible]ilstr. 7[illegible]

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the Issue of Visas.

1. Referring to our meeting at the Petersberg on the 28th of September, 1950, I am writing to confirm the various matters discussed and the points on which early information is required from the Federal Government.

2. The Allied High Commission have directed that German Consuls abroad may be empowered to issue Visas for Germany to all Foreign Nationals other than:-

(a) British, French and U.S. civilian officials of the Allied High Commission,

(b) British, French and U.S. Military Personnel,

(c) Members of Allied Military contingents participating in the Occupation of Western Germany,

(d) Families and Dependants of categories (a), (b) and (c) above.

3. Transfer of Visa Issuing Powers is subject to the following conditions:-

(a) German Consuls may issue Visas without reference to Combined Travel Board to all foreign nationals other than those persons who are included in any Travel Restriction List or other prohibited categories of persons which may be from time to time communicated to the Federal Government by the Allied High Commission.

(b) British, French or U.S. nationals, other than those exempted in para 2 above, may not be refused a Visa for Germany without the prior consent of the Allied Authorities. This consent will be given by the Combined Travel Board

-2-

who German Consuls will consult through the Bundeskanzleramt, Dienststelle [illegible] auswärtige Angelegenheiten. This condition covers nationals of the Occupying Powers who may not be included in any Travel Restriction List supplied by the Allied High Commission but to whom the German Authorities, for reasons of their own, may wish to refuse a Visa.

(c) When the German Consulate General in Paris assumes Visa functions, the Allied High Commission Permit Office in Paris and its Sub-Offices at Colmar and Metz will be closed. At this time an Office will be set up at Strasbourg under the control of the Combined Travel Board. This Office may employ German personnel and shall be empowered to issue Visas to local residents and in exceptional cases to other nationals of the Occupying Powers.

(d) As and when German Consulates are established abroad and are in a position to assume Visa functions, existing Allied High Commission Permit Offices will be closed. Ultimately the Allied High Commission will retain only the following offices:-

Warsaw,
Prague,
Budapest,
Vienna, (including Sub-offices at Salzburg and Innsbruck)
Saarbrücken

with, of course, the additional office at Strasbourg mentioned above. In addition Allied Consular Agencies who, at present, act on behalf of Combined Travel Board in countries where Permit offices are not established, will continue their functions until German Consuls are appointed.

(e) Effective from a date to be agreed the existing arrangements for the financing and control of Allied High Commission Permit Offices will be discontinued in favour of an arrangement whereby all revenues accruing in the remaining offices under Combined Travel Board control will be credited to the Federal Government. On the other hand the Federal Government will be expected to meet all expenditures incurred for the maintenance and operation of these offices including [illegible] of any deficits which may arise.

4. As pointed out at our meeting the Allied High Commission desire the speediest possible implementation of the above stated policy and in the case of the Consulates at London, Paris and New York have stated especially that the transfer should take effect from the 1st of October 1950 or the earliest practicable date thereafter. I cannot over-emphasise the need for [illegible] action to meet the wishes of the Allied High Commission, particularly in regard to the immediate problem

of London, Paris and New York. This is vitally necessary as it is the desire of the Allied High Commission to reduce the numbers of Allied personnel available to the Combined Travel Board as from the 1st of January, 1951. Therefore, the speed at which you can organise a successor Agency is of paramount importance to ensure no interruption in the flow of travellers to Germany.

5. Turning from the statement of general Allied policy and the need for its speedy implementation I now record other points which arose during our discussion.

6. Visa Instructions.

(a) Your Draft was drawn up before you were aware of the policy finally agreed by the Allied High Commission and before you had had an opportunity to study the existing Combined Travel Board External Instructions concerning the issue of Entry and Transit Permits. A new draft is now required covering:-

(i) Allied High Commission policy in regard to the powers of German Consuls,

(ii) Special procedures or methods of documentation required for various categories of persons in which the Allied Authorities have an interest or who are the subject of international arrangements and by the Combined Travel Board during the past few years.

(b) Occupation Forces Personnel, Action in of the Occupying Powers and Travel Restriction List.

Your Visa Instructions should contain a statement of Allied policy and the action to be taken by German Consuls.

(c) Displaced Persons.

Displaced Persons have been resettled in other countries under Re-settlement Arrangements made by the Allied Authorities. These Arrangements contain clauses giving Accepting Governments the right to return Displaced Persons to Germany within a fixed period from the date of resettlement. It will be necessary for the German Consuls to recognise the necessity to issue Visas to persons within this category on request by Governments. External Instruction No. 19 refers.

(d) Stateless Persons and Holders of Aliens Travel Documents.

You will note from the External Instruction No. 3 that the Combined Travel Board have adopted a rigid policy in this respect. You may, therefore, consider the adoption of a similar policy. There is no indistinc

on our part for adoption of the same policy as this is considered to be a matter for the Federal Government.

(e) Assumption of Residence by Non-Germans.

The procedure in External Instruction No. 21 was designated to meet an immediate problem until such time as the Federal Government could propose a procedure whereby non-German nationals may obtain permission to reside and work in Germany. It is, therefore, requested that you state how it is proposed handling this matter in the future. Would you please also advise what advice you wish us to give to applicants who apply for extensions of residence permission already issued by the Combined Travel Board.

(f) Rhine Traffic.

External Instruction No. 15 sets out the documentation required in respect of persons employed on the Rhine in accordance with the agreements reached in the Central Rhine Commission. The continuance of the existing form of documentation is necessary until such time as variations are mutually agreed by the members of the Central Rhine Commission. The Consuls-General in Paris and London must therefore be prepared to undertake this work at the [illegible] other Visa functions are assumed. I am enclosing an impression of the present form of Rhine Barge Permit issued by Allied High Commission Permit Offices.

(g) International Road Transport.

The existing procedure for the authorisation of motor trucks and passenger buses is contained in External Instruction No. 7 and is the result of an International Agreement concluded in Geneva. This procedure has been extended until 31 December 1960 and must be continued until alternative methods have been decided upon by the Bundesverkehrsministerium. The Consulates in London and Paris must be prepared to undertake this work when Visa functions are assumed.

(h) Visa Fees.

This scale of fees at present operated by the Combined Travel Board is contained in External Instruction No. 106. It is requested that you state your proposals in this respect as soon as possible together with your views concerning the use of fiscal stamps.

(i) Extensions of Visas.

Please state the conditions under which extensions will be granted and how they may be obtained within Germany.

213
169

(j) Statistical information.

Until we arrive at the final stage when the Federal Government will have assumed the responsibility of all Allied High Commission Permit Offices, German Consulates will supply a Monthly Return similar to that called for in External Instruction No.103. We will agree the details at later discussions.

7. Visa Stamps and Application Forms.

You handed me impressions of your proposed Entry and Transit Visas and Application Forms. I will confirm very shortly our Agreement to your proposals. In the meantime I am enclosing impressions of the Permit Stamps now in use by the Combined Travel Board. Your views are requested as to whether Combined Travel Board Offices and Allied Consular Agencies should continue to use the existing CTB Permit stamps or whether you would prefer our offices do adopt your Visa stamps during the interim period until German Consulates have succeeded Combined Travel Board Offices and the later stage when CTB Offices and Agencies will be acting in countries where there are no German Consular Representatives.

8. Hand-over Procedure for individual Offices.

When an effective date for transfer of responsibilities is settled in respect of each country the following procedure will apply:-

(a) The Allied High Commission Permit Office will complete action on all applications received up to and including the day immediately preceding the date of transfer.

(b) From the date of transfer all applications and enquiries will be directed to the German Consulate.

(c) The Allied High Commission Permit Office will transfer to the German Consulate all case files and office records which are not required by the Allied High Commission.

(d) Applications referred to the Combined Travel Board by Allied High Commission Permit Offices and which have not been settled by the date of transfer will be handed over by the Combined Travel Board to the Bundeskanzleramt, Dienststelle fuer Auswaertige Angelegenheiten for completion of action and notification of decision to the Consulate.

(e) All Permits issued by liquidated CTB offices will be valid for the duration originally granted.

-/-

(f) No date for transfer of responsibility from individual Allied High Commission Permit Offices to individual German Consulates will be agreed until confirmation has been received from the Consul-General concerned to the effect that he has sufficient Office accommodation, personnel and funds to undertake the work.

(g) You will keep the Combined Travel Board instantly informed of your plans for establishment of Consulates and their ability to assume Visa functions to enable us to have the maximum possible notice for winding up of our external commitments.

9. Assumption by the Federal Government of Combined Travel Board External financial and other Commitments.

At the present time the Combined Travel Board is employing outside Germany a large number of locally engaged and paid staff. The personnel have in many cases been in our employment for several years and are well trained and competent. In addition we are holding premises under leases and are the owners of office furniture, fixtures, fittings and machinery.

Whilst it is not possible in the case of London and Paris to transfer to the Federal Government personnel and office premises, as certain employees are British or French Government officials and the properties are owned by the British and French Governments, it is possible to arrange in other countries the transfer of personnel and assets if you wish such action to be taken. The Allied Authorities do not consider that the Federal Government is under any obligation to take over any of our local employees or any office premises, fittings, etc., but it is conceivable that the taking over, wherever possible, of our existing office premises, furniture and fittings may assist you in the speedy establishment of your Organisation. I would be glad to be informed of your views in this matter as soon as convenient.

10. Issue of Visas for entry into Western Sectors of Berlin.

At our meeting you stated you thought that if German Consulates issued Visas for "Germany" as opposed to the "Federal Republic" this would provide an answer to this problem subject to individual travellers case being advised that no responsibility was accepted for the fact that Soviet Transit Visas may have to be obtained to travel across the Soviet Zone to reach Berlin. Will you please advise us of your considered views on this matter. We are also considering this point at the present time.

11. Position regarding appointment of Consuls to other Countries.

I believe it is proposed appointing Consuls to the following countries in the very near future:-

Australia
Belgium
Canada
Denmark
Greece
Holland
Italy
Luxembourg
Norway
South Africa
Switzerland
Turkey.

I shall be glad if you will please advise me of the actual position regarding these appointments and estimated dates for assumption of Visa functions to enable us to make the earliest possible arrangements for meeting our commitments in connection with liquidation. It is urgent to know the position in regard to Canada as our office in New York also deals with residents of Canada. If the establishment of the Consulate is to be long delayed it will be necessary for alternative arrangements to be made by the Combined Travel Board. I shall also be interested to know the position in regard to Sweden as this appears to be the only country in which a High Commission Permit Office is established and which is not scheduled for retention or covered by the appointment of a German Consul.

12. After you have had an opportunity to consider the various points brought out in this letter and have prepared revised Visa Instructions, I have to request that you should advise me of a suggested date for a further meeting to be held at the Petersberg to finalize matters. This meeting should be at the earliest practicable date to ensure early take over of our functions at London, Paris and New York.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T. J. GILLIGAN)

166
210

No. _____

Permit to enter the US, British, French, Zone(s) of Germany.

Permis d'entrée en zone(s) Américaine, Britannique, Française d'Allemagne.

Einreiseerlaubnis für die Amerikanische, Britische, Französische Zone(n) Deutschlands.

Valid for one single journey
Valable pour un seul voyage aller
Gültig für einmalige Einreise

before
avant le _____
vor dem

Destination
Bestimmungsort _____

Date
Datum _____

254

VISITOR'S PERMIT
PERMIS POUR VISITEUR No. _____
EINREISEGENEHMIGUNG FÜR BESUCHSZWECKE

NAME
NOM
NAME _____

is authorised to enter the territory of the Federal Republic of Germany and Western Sectors of Berlin.

est autorisé à entrer sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne et dans les Secteurs occidentaux de Berlin.

darf das Gebiet der Deutschen Bundes-Republik und der Westsektoren Berlins betreten.

for _____ VISIT(S) expiring
pour _____ VISITE(S) expirant _____
zwecks _____ BESUCHSAUFENTHALT(E) bis zum

FISCAL
STAMP

_____
Signature of Issuing Official
Signature de l'autorité délivrant le permis
Unterschrift der ausstellenden Behörde

386

SEMI-PERMANENT RESIDENCE PERMIT
PERMIS DE RESIDENCE SEMI-PERMANENTE No. _____
BEFRISTETE AUFENTHALTSGENEHMIGUNG

NAME
NOM
NAME _____

is authorised to take up semi-permanent residence [illegible] the territory of the Federal Republic of Germany and Western Sectors of Berlin [illegible]

est autorisé à résider à titre semi-permanent sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne et des Secteurs occidentaux de Berlin [illegible]

[illegible] Gebiet der Deutschen Bundes-Republik und der Westsektoren Berlins [illegible]

[illegible] the [illegible] of this Permit the holder is authorised to travel into and [illegible] the territory as required and will [illegible]

[illegible] est autorisé à entrer [illegible]

[illegible] Inhaber das Recht, [illegible]

FISCAL
STAMP

_____
[illegible]
[illegible]

167

165
209

TRANSIT No. _____

Permit for direct transit of the US. British. French Zone(s) of Germany.

Permis pour transit sans arrêt de(s) Zone(s) Americaine, Britannique, Française d'Allemagne.

Erlaubnis für Durchreise ohne Aufenthalt der Amerikanischen, Britischen, Französischen Zone(n) Deutschlands.

Valid for several return journeys of
Valable pour plusieurs allée retour de
Gültig für mehrere Hin- und Rückreisen von . . . . . } ..... days each way
jours chaque sens
Tagen in jeder Richtung

from
de
von } _____

to
à
nach } _____

before
avant le
vor dem } _____

Date
Datum } _____

68

TRANSIT No. _____

Permit for direct transit of the US. British. French Zone(s) of Germany.

Permis pour transit sans arrêt de(s) Zone(s) Americaine, Britannique, Française d'Allemagne.

Erlaubnis für Durchreise ohne Aufenthalt der Amerikanischen, Britischen, Französischen Zone(n) Deutschlands.

Valid for one return journey of . . .
Valable pour un aller et retour de
Gültig für eine Hin- und Rückreise von . . . . . } ..... days each way
jours chaque sens
Tagen in jeder Richtung

from
de
von } _____

to
à
nach } _____

before
avant le
vor dem } _____

Date
Datum } _____

68

TRANSIT No. _____

Permit for direct transit of the US. British. French Zone(s) of Germany.

Permis pour transit sans arrêt de(s) Zone(s) Americaine, Britannique, Française d'Allemagne.

Erlaubnis für Durchreise ohne Aufenthalt der Amerikanischen, Britischen, Französischen Zone(n) Deutschlands.

Valid for one single journey of
Valable pour un seul voyage de
Gültig für eine Durchreise von } ..... days
jours
Tagen

from
de
von } _____

to
à
nach } _____

before
avant le
vor dem } _____

Date
Datum } _____

68

167
208

RHINE BARGEE PERMIT.
PERMIS POUR BATELIER DU RHIN.
RHEIN-SCHIFFER-GENEHMIGUNG

In Germany the holder of this Laissez-Passer is authorised to travel on the Rhine and the Inland Waterways of Western Germany and to stay only in the harbours and anchorage places for the sole purpose of exercising the profession of boatman. Unless this authorisation is cancelled by the issuing authorities, it will be valid until (see below).

Validité en Allemagne: voyages seulement sur le Rhin et les Voies Navigables de l'Allemagne Occidentale, les ports et lieux d'ancrage pour l'exercice de la profession de batelier. Sauf annulation par les autorités qui l'accordent, la présente autorisation sera valable jusqu'à (voir ci-dessous).

Der Inhaber dieses Passes ist in Deutschland berechtigt, nur den Rhein und die Binnen-Wasserstraßen Westdeutschlands zu befahren und sich nur zur Ausübung seines Berufes als Schiffer in den Häfen und Ankerplätzen aufzuhalten. Wenn diese Genehmigung nicht von den zuständigen Behörden für ungültig erklärt wird, ist sie gültig bis:

(Date / Datum) _____

Date of Issue
Date d'émission
Ausstellungsdatum _____

Place of Issue
Lieu d'émission
Ausgestellt in _____

Signature
Unterschrift _____

Mr Gillegan 221
(A) 223

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address
Herford
B.A.O.R. 15

U.S. Address
Herford
A.P.O. 757, U.S. Army

French Address
S.P. 51084
B.P.M. 515

Tel : Herford 2941, Ext. 63

CTB/ 509

Mr. Gillegan

Herford, le 3 Octobre 1950

Monsieur,

Votre lettre du 18 Septembre (réf: 524-OI-III a-863/50) au sujet de la conservation du secret de la "Liste de personnes soumises à des restrictions de circulation " a retenu toute mon attention. Elle appelle de ma part les observations suivantes :

I.- En fin du premier paragraphe du document annexé, il serait opportun d'ajouter " ou des visas d'entrée ou de transit " après les mots "keine deutschen Pässe "

2.- Il semblerait utile de prévoir dans un quatrième paragraphe que " les réclamations émanant des Autorités Alliées en ce qui concerne l'utilisation de la liste seront traitées par le Gouvernement Fédéral conformément aux dispositions précédentes, et les Services compétents de la Haute Commission tenus informés du résultat des procédures engagées ".

Je vous serais obligé de faire parvenir le document en question au Secrétariat Général dans les meilleurs délais.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les plus civils.

Herr Vortragende
Legationsrat Dr RÜDIGER
Dienststelle für Auswärtige
Angelegenheiten
BONN
Koblenzerstrasse 121

222
~~224~~

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address	U.S. Address	French Address
Herford	Herford	S.P. 51084
B.A.O.R. 15	A.P.O. 757, U.S. Army	B.P.M. 515

CTB/ Tel: Herford 2941, Ext.

2AP. P.A.

Policy file
Please put away
a file 278 for
[illegible]

231

SECRET

SECRET

4 October, 1950

OTC/CTB/P(50)231

COMBINED TRAVEL BOARD

PASSPORT CONTROL AT BERLIN AIRPORTS

(Note by Secretariat)

1. The attached paper OTC/CTB/PAS(50)36 is a Report by the Director of Passport Control and Security on the visit which he paid to Berlin in accordance with the Board's decision at its Thirty-ninth Meeting (see Minute 458(ii) of OTC/CTB/M(50)28), including recommendations as to action to be taken.

2. This paper will be considered by the Board at its next Meeting.

Secretary to the Board

CTB/1097

Copies to : 202/1
275
278
509
509/1

SECRET

SECRET

236

SECRET

Annexure to
OTC/CTB/P(50) 36

(OTC/CTB/IAS(50)231)

2. I have advised the Director of Internal Affairs of this desire and he will no doubt ensure the implementation of this request.

G. Issue of German Passports by Consuls abroad:

1. I have been given to understand that the proposal which has been put up by the working party to the Deputies in Berlin is that, in the case of travel to Berlin, the German Consul's visa should be overstamped with the stamp of the Allied Kommaturas who would delegate to the Consul the authority to make the endorsement. This has now been put up to the legal and other advisers in Berlin for their consideration.

H. Inspection of Airports:

1. Gatow: The control appeared to be good and the lay-out satisfactory. The officials showed considerable interest in their duties.

2. Tempelhof: (a) At the present time, travellers after booking their tickets with the Air Line Companies, pass to the control, have their papers stamped and are then free to join the general flow of persons circulating around the airport. There is need for considerable improvement in the structural position of controls and Mr. Pears, in charge of the aerodrome, informed us that this is under consideration and that plans are being prepared. He has promised to furnish C.T.B. with a draft of the plans before implementation in order that we may give our views on their adequacy.

(b) It came to notice that the German Police charged with the checking of documents, require travellers to give a signature when passing through the check points. The purpose of this was not very clear but the circumstances did not permit of close enquiry on this point. Mr. Hanner will obtain more detailed information of its exact purpose.

3. Tegel: This is a military aerodrome but it was ascertained that on occasion civilian travellers do enter or leave Berlin on military planes. I gathered that these would be sponsored Germans and others and Capt. Wetzel, Officer i/c of the airport, has promised to furnish us with particulars of categories of persons who travel, together with approximate numbers. The number should be small as it is understood that the number of planes is very few. Mr. Kergall will remind the Officer i/c of his promise, if these particulars are not soon forthcoming.

I. CONCLUSIONS:

1. To sum up, my proposals for attempting to clear up the Berlin situation are as follows:

(a) Clarification of documentation position by Internal Affairs Directorate on the lines suggested in the report, as a prerequisite to issue of instructions to controls.

SECRET

SECRET

(c) International travellers on international services calling at airports in the Western Zones on route for another country: Transit Permits;

(d) Non-Germans resident in the Western Sectors of Berlin or Western Zones respectively: A special form of permit for entry into the Western Zones or the Western Sectors of Berlin, respectively.

(e) International travellers from abroad entering Berlin: National passport and valid entry permit, including a reference to Berlin.

6. At present, certain persons in category (d) above are, it is understood, issued with semi-permanent passes without counter signature by the Russians. This is probably due to the long delay that would ensue in applying for counter signature but it is inconsistent with the terms of the directive relating to semi-permanent passes and, if the holder were force-landed in the Russian Zone, it would give the Russians an opportunity for accusing the Western Powers of breaking the conditions set out in Appendix 'B' to CONC/P/45/172. According to paragraph of that Appendix, transit visas are not required when a journey involves movement from one Zone, through another Zone, to a third and therefore the Russians could not contest the right of the authorities in Western Berlin and the Western Powers to introduce an endorsement on a passport giving authority to enter the territory under the latter's jurisdiction.

7. Provided the above recommendations are carried out, an instruction could be issued to all three airports in the Western Sectors of Berlin and also to all those in the Western Zones, setting out documentation required for air travel to and from Berlin and stating that persons not in possession of such documentation will normally be refused permission to proceed. Exceptional cases will, on appeal, be dealt with under discretionary powers already enjoyed in the Western Zones and I suggest that, insofar as the Western Sectors of Berlin are concerned, the official in charge of the Berlin Branch Office should be granted delegated powers to deal with such cases of appeal.

8. In suggesting the foregoing to the working party as a solution, they felt that, in order not to impinge upon the sovereignty of Western Berlin they, too, should give the delegated authority to the official selected.

B. Internal Surface Travel:

1. The above does not, of course, deal with the more general question of internal surface travel to Berlin which I consider will need to be included in the review which will be undertaken as a result of final decisions on the question of internal travel and an important consideration of which is the possibility of making security checks on documents issued by the authorities in the Eastern territories.

C. Airport Controls:

1. In the course of my attendance at the Allied Kommandatura working party meeting, I was requested to set out my views as to the form of control organisation which is required at the airports.

SECRET

Annexure to
CTC/CTB/P(50) 36

(CTC/CTB/PAS(50) 231)

2. I attach to this report copy of a memorandum on this subject which I propose to forward to the Chairman of the working party, if its terms are agreed by the Board.

D. Unification of Passport Controls:

1. The unified passport control instructions are in the possession of passport control officials in Gatow and I have advised the Head of the German Police at Tempelhof and the Head of the Gendarmerie de l'Air at Tegel that I will furnish them with the necessary number of copies for guidance of their controls. It will, however, I think be necessary to examine the instructions generally in the light of the special position of Berlin before they are actually despatched to the authorities concerned and I am asking Mr. West to undertake this task. Where any of the contents can be said to affect the sovereignty of Berlin, it may be necessary to issue an overriding memorandum modifying the instructions.

E. Setting up of a C.T.B. Working Party on Berlin questions:

1. The conclusion to which I have come as a result of my three-day examination of the Berlin situation, is that it is desirable for the Board to set up a small standing working party, consisting of a representative of each of the three Directorates together with the Legal Adviser, in order that they should study the whole question and should be in continuous contact with the Berlin working party. At present, the latter are receiving sporadic advice from individual members of the Combined Travel Board, even though such visitors cannot be in possession of detailed information relating to all three Directorates.

2. If my proposal were agreed, the members of the C.T.B. working party would be fully conversant with the whole picture and would, therefore, be competent to give advice on all matters appertaining to both issue and control of documentation for travel to and from Berlin.

F. Issue of German Passports by German officials in Germany:

1. In the course of my meeting with the working party, the Chairman emphasised their desire to be -

(a) immediately informed of details of the existing position regarding this proposal;

(b) to be informed immediately the proposals were put into effect; and

(c) to be advised of the form of title of the new German passport which is to be brought into use insofar as the Federal Republic is concerned.

SECRET

233

306

SECRET

-4-

Annexure to
OTC/CTB/P(50) 36

(OTC/CTB/DAS(50)231)

2. I have advised the Director of Internal Affairs of this desire and he will no doubt ensure the implementation of this request.

C. Issue of German Passports by Consuls abroad:

1. I have been given to understand that the proposal which has been put up by the working party to the Deputies in Berlin is that, in the case of travel to Berlin, the German Consul's visa should be overstamped with the stamp of the Allied Kommandatura who would delegate to the Consul the authority to make the endorsement. This has now been put up to the legal and other advisers in Berlin for their consideration.

D. Inspection of Airports:

1. Gatow: The control appeared to be good and the lay-out satisfactory. The officials showed considerable interest in their duties.

2. Tempelhof: (a) At the present time, travellers after booking their tickets with the Air Line Companies, pass to the control, have their papers stamped and are then free to join the general flow of persons circulating around the airport. There is need for considerable improvement in the structural position of controls and Mr. Pears, in charge of the aerodrome, informed me that this is under consideration and that plans are being prepared. He has promised to furnish C.T.B. with a draft of the plans before implementation in order that we may give our views on their adequacy.

(b) It came to notice that the German Police charged with the checking of documents, require travellers to give a signature when passing through the check points. The purpose of this was not very clear but the circumstances did not permit of close enquiry on this point. Mr. Hanney will obtain more detailed information of its exact purpose.

3. Tegel: This is a military aerodrome but it was ascertained that on occasion civilian travellers do enter or leave Berlin on military planes. I gathered that these would be sponsored Germans and others and Capt. Wetzel, Officer i/c of the airport, has promised to furnish us with particulars of categories of persons who travel, together with approximate numbers. The number should be small as it is understood that the number of planes is very few. Mr. Kergall will remind the Officer i/c of his promise, if these particulars are not soon forthcoming.

E. CONCLUSIONS:

1. To sum up, my proposals for attempting to clear up the Berlin situation are as follows:

(a) Clarification of documentation position by Internal Affairs Directorate on the lines suggested in the report, as a prerequisite to issue of instructions to controls.

SECRET

SECRET

Annexure to
OTE/CTB/P(50) 36

(OTC/CTB/PAS(50) 231)

(b) Appointment of Head of Permit Office or International Facilities Bureau to co-ordinate C.T.B. matters in Berlin including the function of deciding on cases of improperly documented travellers.

(c) Setting up of a standing working party at C.T.B. consisting of representatives of each of the Directorates, together with the Legal Adviser, to assist the working party of the Allied Kommandatura in dealing with the many travel control problems that are being thrown up in that city.

(d) Issue of copies of the passport control instructions to Tempelhof and Tegel after check that they contain nothing that impinges on the sovereignty of Berlin or are inconsistent with the position in that city.

(e) It is for consideration by the Board whether it would not be advisable for 30-day passes to be impounded on completion of return journey and then passed to a central place, e.g. Combined Travel Board Main Office. This would have a dual advantage - (a) it would obviate any risk of second use and (b) it would give an opportunity of checking whether such passes were being issued to non-Germans and, if so, to ascertain which Allied officials are responsible for wrongful issue.

2. The agreement of the Board is also sought to the terms of my memorandum at Appendix 'A', prepared at the request of the Allied Kommandatura working party and to its despatch to the Chairman of that working party.

231

SECRET

APPENDIX 'A'

Annexure to
OTC/CTF/P(50) 36

(OTC/CTF/PAS(50) 231)

-6-

In accordance with the request of the working party that I should furnish them with my views on the form that the passport control organisation should take to carry out most effectively the control of passports at the airports of Berlin, the following are my views :

1. There should be set up a special organisation, the duties of which should be confined to passport control.

2. The organisation should consist of men of good educational standard, who are qualified to undertake work of a specialist nature and who are capable of acquiring, if they have not already done so, a working knowledge of at least one other language.

3. The officials selected for this work should be specially screened and all security checks available to the Allies should be made before they are allowed to carry out the duties.

4. Unified instructions should be sent to all passport control officials at the aerodromes.

5. It is considered preferable that the officials should be in civilian clothing, rather than in uniform. Allied travellers are likely to accept control by Germans more readily if the organisation is a plain clothes one.

The above suggestions are based solely on the grounds of technical efficiency and have no reference to any political or other considerations which the working party may deem necessary to include in examining the problem.

234

SECRET

SECRET

4 octobre 1950

OTC/CTB/P(50)231

OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

CONTROLE DES PASSEPORTS AUX AERODROMES DE BERLIN

(Note du Secrétariat)

1. Le document ci-joint, OTC/CTB/PRS(50)36, contient le compte-rendu adressé par le Directeur du Contrôle des Passeports et de la Sécurité à la suite du voyage qu'il vient d'effectuer à Berlin, conformément à la décision prise par le Conseil au cours de sa trente-neuvième conférence (voir Procès-Verbal 458(ii) de OTC/CTB/M(50)28). Dans ce document sont formulées diverses recommandations relatives aux mesures qui devront être prises.

2. Ce document sera examiné par le Conseil au cours de sa prochaine conférence.

Le Chef de Cabinet

J.C.

SECRET

SECRET

RESTRICTED

4th October, 1950 CTB/CTB/P(50)232

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

TERMINATION OF THE DUTIES OF PERMIT OFFICES IN GERMANY

(Note by Secretariat)

1. In accordance with Decision 453 of the meeting of 13th September 1950 (CTC/CTB/A(50)27) the Internal Affairs Directorate submits to the Board the correspondence exchanged with the Federal Chancellery concerning the closing of Branch Offices.

2. This paper will be submitted to the Board at its next meeting.

C. E. J. Pulley
Secretary to the Board.

CTB/509/1

Copy to: CTB/202/1

Annexures: Letter CTB/509 of 18th September, 1950
Reply to the Federal Ministry of 22nd September, 1950.

Annexe "A" to
CTC/CTB/P(50)232

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address	U.S. Address	French Address.
Herford	Herford	S.P. 51084
B.A.O.R. 15.	A.P.O 757 U.S. Army.	B.P.M 515

CTB/509.

Tel: Herford 2941 Ext. 60.

18th September, 1950.

Sir,

1. In accordance with the decision of the Allied High Commission to transfer operational responsibility for travel control to the Federal Republic, the Branch offices of the Combined Travel Board which are responsible for the documentation of persons who desire to leave the Federal Republic will be closed as from 31st December, 1950.

2. It will therefore be necessary for the German Authorities to be prepared to assume their new functions by that date, otherwise during the interregnum which will ensue, no individual not already in possession of a passport or temporary travel document will be able to proceed abroad even in urgent cases.

3. It is requested, therefore, that you will notify the Board as soon as possible, and not later than 1st October, 1950, the date on which your representatives will be ready to negotiate the final arrangements under which a transfer of the above functions can take place without further delay.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD

I am, Sir,

Your obedient Servant,

(C. [illegible])
Deputy Director
Internal Affairs Directorate.

Freiherr von Wolff,
Bundesministerium des Innern
BONN, B.A.O.R. 19.

Annexe "B" to
OTC/CTB/P(50)252

Translation.

Der Bundesminister des Innern

Ref: 1211C-472/50.

Bonn, den 22. September, 1950
Rheindorfer Strasse 198
Fernruf 8541.

The Combined Travel Board
attention: Mr. Netherwoott
Deputy Director Internal Affairs Directorate
H e r f o r d.

Dear Sir,

I confirm the receipt of your letter CTB/509 dated 18th inst., and in reply I have to say the following:

The draft of a German Passport Bill, which in respect to the organisation of the issuance of passports and passport control followed the demands brought forward by the Allied High Commission, has not been approved by the Federal Cabinet. It was on the contrary decided by the cabinet that the Federal Chancellor should discuss the matter with the High Commissioners since, in view of the attitude taken by the Länder in the question concerning the organisation of passport matters, it cannot be expected that the bill could be passed in strict observance to the provisions of the existing constitution. I think that in view of the above referred fundamental discussions, which are to take place on the highest level, I have to inform you that, for the time being, discussions of a technical nature dealing with the transfer of passport operations can hardly be held. As soon as the result of the Federal Chancellor's discussions with the High Commissioners is known I shall take the liberty to propose a date for further discussions of the matter with the Combined Travel Board.

If your letter is meant to say that it is intended that all CTB-Branch Offices shall cease functioning on December 31st of the current year, a very delicate situation would arise from such intention should the German side not be able to provide for the necessary arrangements at the proper time for want of a passport law which would contain the demands hitherto brought forward by the Allied side. However, it is hoped that a transitional arrangement will be arrived at in any case as I do not presume that a pressure is intended to be exercised on the Federal Government by the Allied side to continue an arrangement the realisation of which would mean a severe encroachment on the German internal organisation of governmental authorities and which has hitherto proved constitutionally not feasible.

With the expression of my highest esteem I have the honour to be, Sir,

(sgd) Freiherr von Wolff

Ministerialrat.

EXTRACTS from Minutes of the Thirty-Seventh Meeting

of the Directors of Combined Travel Board.

442. DISCUSSIONS BETWEEN THE COMBINED TRAVEL BOARD AND THE GERMAN AUTHORITIES CONCERNING THE TRANSFER OF CERTAIN FUNCTIONS IN CONNECTION WITH TRAVEL CONTROL.

The U.S. Director General drew attention to certain matters which required attention. After an exchange of views, and on account of anticipated developments,

THE BOARD:

(442) (i) instructed the Secretariat to request the Allied High Commission Protocol Section to inform all accredited Missions that German Consuls in New York, London and Paris would be issuing German passports as from about the middle of October, 1950,

(ii) instructed the three Directorates to send specimen copies of the future German passports to all Combined Travel Board officials within and outside Germany as soon as supplies had been received,

(iii) instructed the Internal Affairs Directorate to submit a translation of the proposed German instructions to officials of the Federal Republic concerning the issue of passports, to the Board at its next meeting,

(iv) agreed that, when German Consuls had started to issue passports, the remaining Allied High Commission Permit Offices would have the same powers regarding documentation, with the exception of the right to issue German passports,

(v) instructed the External Affairs Directorate to submit their proposed instructions on the above question and the rights of German Consuls in respect of the modification of passports, to the Board at its next meeting,

(vi) instructed the Passport Control and Security Directorate to ensure that the Security Section completed the necessary amendments to the Travel Restriction List before this document was issued to German Consuls.

245

EXTRACTS from MINUTES OF THE THIRTY-SIXTH MEETING

of the Directors of Combined Travel Board.

425. SUMMARY OF PRESENT AND FUTURE REQUIREMENTS IN CONNECTION WITH THE TRANSFER OF RESPONSIBILITY FOR TRAVEL CONTROL TO THE CHARGES.

The Board considered OTC/CTB/[illegible] 203.

THE BOARD:

(425) (i) noted the statement of the French representative that the working party on travel control had decided on 31st August 1950 that the three Intelligence Services should be given seven days in which to submit names which they wished to be deleted from the Travel Restriction List before this document was handed over to German Consuls in New York, London and Paris,

(ii) noted that despatch could be delayed until 10th September 1950 if necessary,

(iii) instructed the External Affairs Directorate to advise the Allied High Commission Permit Offices in New York, London and Paris of the latest position.

Policy CTB/202/1 (246)

C.C.G. Form 85

CONTROL COMMISSION FOR GERMANY (BRITISH ELEMENT)

OUTGOING TELEGRAM FORM

C.C.G. FORM (LARGE)

CALL	SERIAL No.	PRIORITY	TRANSMISSION INSTRUCTIONS	T. H. I.

FROM COTRABO HERFORD

REPEATED

FOR ACTION

SEE BELOW

278

SECURITY CLASSIFICATION UNCLASSIFIED
DEGREE OF PRIORITY ROUTINE
TIME OF ORIGIN

FOR ACTION:

1. HYPOFF BERNE
2. HYPOFF BRUSSELS
3. HYPOFF THE HAGUE
4. HYPOFF LUXEMBOURG
5. HICOG FRANKFURT PASS TO HYPOFF COPENHAGEN
6. HYPOFF OSLO
7. HICOG FRANKFURT PASS TO HYPOFF ROME
8. HYPOFF STOCKHOLM

CTB/202/1. PERMIT OFFICERS WILL REPORT IMMEDIATELY BY CABLE ATTENTION ARMSTRONG NAME AND DATE OF ARRIVAL OF GERMAN CONSULS OR CONSUL GENERALS ACCREDITED TO YOUR COUNTRY. INITIAL CONTACTS WILL BE MADE AND MAINTAINED. REPORTS WILL INCLUDE GERMAN CONSULS ESTIMATE OF HIS LOCAL SITUATION, INSTRUCTIONS OR PLANS FOR ASSUMING PERMIT OFFICER RESPONSIBILITIES TO INCLUDE HIS ESTIMATE OF DATES ON WHICH HE WOULD BE IN POSITION TO ASSUME RESPONSIBILITIES FOR (A) DOCUMENTATION OF GERMANS RESIDENT YOUR COUNTRY AND (B) ASSUMPTION OF RESPONSIBILITIES FOR ISSUANCE OF VISAS TO ALL OTHER FOREIGN TRAVELLERS. ALL INFORMED.

SIGNATURE R. N. ARMSTRONG, Director
APPOINTMENT External Affairs Directorate
DIV/GP
TELEPHONE NUMBER Herford 2941, Ext. 13

7 October 1950
T. O. R.
TIME CLEARED
INITIALS

ORIGINATOR:— CTB
ORIGINATOR'S REF. No:— CTB/202/1
INTERNAL DISTRIBUTION:—

PSS(HQ) 3259 1/8 MX 100/3 49

Translation.

Bundeskanzleramt
Dienststelle für
Auswärtige Angelegenheiten

Bonn, 9. Oktober 1950
Koblenzerstr. 125.

524 - DO - IIIa 1300/50.

In reply to your letter received here on the 25th ult- CTB 278 - regarding the transfer of the visa-authorisation to the German consular representations, I allow myself to send you herewith a provisional draft of the instructions, as they are viewed from the German side.

In this draft the following questions are not yet definitely dealt with:

the Rhine bargees -(number 6 f od the CTB letter 278)
the Extension of the temporary stay in Germany
(Number 6 e and 6 i of same)
the Statistics (Number 6 j)
the Visa-stamps (Number 7) and
the Financial questions and control (Number 3 e)

Regarding these and other points, as already expressed in connection with some of them in your letter quoted above, at first, further discussions between the experts from both sides will be necessary at the conference soon to be held.

I would be thankful, if this new conference could be arranged at an early date.

With the expression of excellent esteem.

(signed) Röuiger.

248

BUNDESKANZLERAMT
DIENSTSTELLE
FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

524 - 00 - III : 1300/50

- 1 Anlage -

BONN, den 9. Oktober 1950
Koblenzerstr. 125

278

To M' Auerhöng

Folio 133

Sehr geehrter Herr Direktor!

In Erwiderung auf Ihr am 25. v.M. hier eingegangenes Schreiben - CTE 270 -, betreffend die Übernahme der Sichtvermerkbefugnisse durch die deutschen konsularischen Vertretungen, gestatte ich mir, Ihnen anbei einen vorläufigen Entwurf der deutscherseits in Aussicht genommenen Weisungen zu übersenden. Noch nicht endgültig behandelt sind in dem Entwurf die Fragen betreffend

die Rückschiffer (Ziff. 6 f des Schreibens CTE 270),
die Verlängerung des Aufenthalts in Deutschland (Ziff. 6 [illegible]),
die Statistik (Ziff. 6 j),
die Sichtvermerksstempel (Ziff. 7) sowie
die Finanzen und die Kontrolle (Ziff. 3 [illegible]).

Hinsichtlich dieser und anderer Punkte wird auch bei [illegible] bereits in Ihrem vorerwähnten Schreiben [illegible] zum Ausdruck gebracht worden, wahrscheinlich weiterer Erörterungen bei der bevorstehenden neuen Besprechung der [illegible] Sachverständigen bedürfen.

Ich wäre dankbar, wenn Sie mir Besprechung [illegible] stattfinden könnte.

Mit dem Ausdruck ausgezeichneter Hochachtung!

Völliger

Acknowledged
[illegible]
20 Oct 50

Mr. T.J. Gilligan
External Affairs Directorate
Combined Travel Board
M e r f o r d
B.A.O.R. 15

FILE CTB/202/1

249

MEMORANDUM

CTB/202/1 9 October, 1950

SUBJECT: Transfer of responsibilities to German Authorities covering External Affairs so-called Executive Sections to include Repatriation Section, unclassified case work.

TO: Mr. Chenard

FROM: Mr. Armstrong.

1. In discussing long range plans with Mr. Gilligan covering the eventual turnover to the German Authorities of our Block 3 activities, it appears to us that steps might well be taken immediately to this end. It is contemplated that such turnover is envisaged by the Board, and while we anticipate that a considerable lapse of time may ensue before the final turnover can be effected, we have considered the desirability of effecting such turnover at Herford either prior or subsequent to the move of Phase 1 to Bad Ems.

2. There will be no problem involved if this change-over could be effected prior to the date of Phase 1 scheduled to move. However, in view of the probability that such could not be accomplished, we feel that Block 3 activities of the External Affairs Directorate (perhaps including documentation of Germans abroad of Internal Affairs Directorate) could be dropped from the Phase 1 group to remove to Bad Ems and left here to continue their operation under the direct supervision of one or at most two Allied bodies (probably M. Cohen and Mr. Spencer) until such time as they could turn over the full operation, including the non-classified files, the complete Cardex records and all of the German personnel connected to this combined operation.

3. We envisage the transfer of classified files to the Security Section prior to their move.

4. This would, to a very large extent it seems to me, eliminate from the Phase 1 movement group the bulk of the German personnel, there being of course a few in the Secretariat and a few other odd bodies, probably not over 20 or 30 total, that we have to move in the first phase. Second phase movement of Passport Control would probably contain some additional 60 German personnel.

5. I would like to have your reaction to such an overall plan, which I do not believe at the present stage would require specific Board action if it was tacitly understood by all concerned as to what we were doing.

Copy to: Mr. Gilligan
M. du Mesnil.

RMA/OMA.

253

10 October, 1950 POL/OTC/CTB/P(50)120

P.A.

COMBINED TRAVEL BOARD

To : Duty Secretary, Political Affairs Committee

SUBJECT : Visa Issuing Powers of German Consuls

Reference POL/P(50)49.

1. Discussions have taken place with the German Authorities to facilitate the earliest possible transfer of Visa functions to German Consuls in London, Paris and New York in accordance with the Policy Directive contained in the above-quoted paper.

2. The following recommendations are made by the Combined Travel Board regarding the documentation of persons who will be outside the competence of German Consuls :-

(a) these categories should be documented with a special and distinctive type of permit endorsed in their passports which will indicate that the holder is a member of the Allied Commission or Forces. This permit should be issued for a fixed period of time, that is to say, in the case of persons permanently employed in Germany for the period of their Contract or estimated period of service, and in the case of special visitors, for the duration of the visit. These permits should be issued gratis.

(b) Regarding permits to be issued in Paris, London and Washington :-

(i) the British representative suggested that they should be issued by the respective Foreign Offices,

(ii) the French representative agrees in principle with this suggestion which, for reasons of practical convenience, should be applied in France through a delegation of authority to Paris from the future tripartite office in Strasbourg,

(iii) the U.S. representative proposes that the issue of visas should be carried out by Allied officials of a nationality other than that of the country in which visas were issued. For example, U.S. officials in Paris, British officials in Washington and French officials in London. The service carrying out this issue might be Consulates of the Occupying Powers or representatives of the Combined Travel Board. These same representatives to undertake the task of issuing Allied Forces Permits for Austria to British, French and U.S. nationals, this function in the past having been performed by Allied Permit Officers. It is worthy to note that this traffic represents a considerable amount.

/ (c)

/(c) The special permits in question will also require to be issued in certain Capitals in order to meet the demands of dependants and other persons connected with Allied Military contingents participating in the Occupation of Western Germany.

At present, these measures will affect Belgian, Danish and Norwegian Military personnel who now supply Contingents. They may later be extended to other Military personnel in connection with the implementation of the Western Military Pact.

Secretary to the Board

CTB/278

Copy to : CTB/202/1
CTB/300

254

10th October, 1950

ADDENDUM TO:
CFC/CTB/M(50)27

ENGLISH TEXT ONLY

278

COMBINED TRAVEL BOARD

The English text of Item 452 (ii) should read as follows:-

"Instructed the External Affairs Directorate:

(a) to invite the three German Consuls General and Consuls to visit the Combined Travel Board in order to finalise measures to be taken in advance for the transfer of powers, this action to be taken through the proper channel of approach;

(b) to inform the three Consuls that the offices of the Combined Travel Board in London, New York and Paris would probably be unable to continue functioning after 31st December, and to invite them to take the necessary measures to ensure that their offices are ready to function in time;

(c) to request the Heads of the three Permit Offices in London, New York and Paris to plan the progressive steps necessary to insure that the transfer of functions and the handing over of files takes place in the time available, and also that the notices of discharge of personnel (where appropriate) and the disposal of material on charge are completed.

Secretary to the Board

/ham

255.

CONFIDENTIEL

12 octobre 1950

AGSEC(50)2260

HAUTE COMMISSION ALLIEE
EN ALLEMAGNE

PA
278

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Monsieur le Ministerialdirektor Blankenhorn
Chancellerie de la République Fédérale d'Allemagne

OBJET : Etablissement de Consulats Généraux Allemands dans certains pays étrangers

Monsieur le Ministerialdirektor,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre du Chancelier Fédéral N°105-07/II/8625-30/50, (x) du 14 septembre 1950, relative à l'établissement de Consulats Généraux Allemands en Egypte, en Iran, aux Indes, en Indonésie, en Irlande et au Pakistan, ainsi qu'à sa lettre N°105-07/II/8624/50, (xx) du 14 septembre 1950, demandant si la Haute Commission Alliée avait pris une décision relativement aux Consulats Généraux Allemands au Brésil et au Chili.

Je suis chargé de vous informer que la Haute Commission Alliée ne s'oppose pas à l'établissement par le Gouvernement Fédéral de Consulats Généraux au Brésil, au Chili, aux Indes, en Egypte, en Indonésie, en Iran, en Irlande et au Pakistan, et a informé les Gouvernements des Puissances intéressées de l'intention du Gouvernement Fédéral. Je ne manquerai pas de vous tenir informé, en temps utile, des réponses de ces Gouvernements.

Il vous est demandé de porter ces informations à la connaissance du Chancelier Fédéral.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministerialdirektor, les assurances de ma haute considération.

L. HANDLEY-DERRY
Secrétaire Général

(x) voir AGSEC(50)2059
(xx) voir AGSEC(50)2066

CONFIDENTIEL

259

S E C R E T

14 Octobre 1950

POL/Sec(50)274

HAUTE COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

Secrétariat

278

Destinataire : Monsieur le Président du COMITE DES AFFAIRES GENERALES (à l'attention du Secrétaire en Exercice)

Objet : Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la mise en application des décisions prises lors de la réunion des Ministres des Affaires Etrangères à New-York en Septembre 1950

1. Au cours de sa 43ème réunion du 6 Octobre 1950, le Comité des Affaires Politiques a remis au Groupe de Travail sur les Affaires Etrangères le document POL/P(50)53+, dont vous trouverez copie ci-jointe en annexe pour information, qui devait servir de document de base lors des discussions préliminaires du Groupe de Travail précité avec les Représentants allemands.

2. Les membres du Groupe de Travail et la Délégation allemande à la tête de laquelle se trouvait le Dr. Haas se sont réunis le 11 Octobre 1950. Pour confirmer les délibérations qui eurent lieu à cette date, le Président a fait parvenir à la Délégation allemande la lettre reproduite à l'Annexe ci-jointe.

3. Au cours de sa 44ème réunion du 13 Octobre 1950, le Comité des Affaires Politiques a chargé le Secrétariat d'attirer l'attention de votre Comité sur les termes de cette communication (POL/M(50)34 - Conclusion 831 (o) (2)).

O.T.L. STEGER

Secrétaire en Exercice.

(+) pièce jointe au destinataire seulement.

RECEIVED 18 OCT 1950 CTB

S E C R E T

258

S E C R E T
- - - - - -

ANNEXE à
POL/Sec(50)274

The Chancery,

Office of the U.K. High Commissioner,
Wahnerheide,
B.A.O.R. 19.

151/2/17/50

12th October, 1950

Destinataire:

Staatssekretär Dr. Hass,
Organisationsbüro für die Konsularischwirtschaftlichen
Vertretungen in Ausland,
Bonn

1. Au cours des discussions préliminaires que M. Gufler, M. Baylo et moi-même avons eues avec vous et le Dr. Welhagen, le 11 Octobre, nous vous avons fourni certaines explications sur les procédures que la Haute Commission Alliée adoptera en vue de régler la mise en application des principes généraux approuvés par les Ministres des Affaires Etrangères de nos pays respectifs en matière d'Affaires Etrangères. Les dits principes généraux vous ont déjà été communiqués par la lettre du 27 Septembre adressée au Chancelier Fédéral par le Président de la Haute Commission Alliée. Les explications que nous vous avons fournies, dont la mise en oeuvre ne se fera qu'après une notification appropriée de la Haute Commission Alliée, peuvent se résumer comme suit :

I.- Le Gouvernement Fédéral peut créer un Ministère des Affaires Etrangères lorsqu'il aura reçu une notification appropriée de la Haute Commission Alliée. Dans l'intervalle, le Gouvernement Fédéral est autorisé à prendre dès maintenant des dispositions en vue de la création d'un Ministère des Affaires Etrangères.

II.- Etablissement de relations diplomatiques

(a) L'établissement de relations diplomatiques et consulaires ou de missions commerciales est assujetti à l'approbation préalable de la Haute Commission Alliée. En général, il n'est pas envisagé que la Haute Commission Alliée désapprouve l'établissement de ces relations avec des pays amis.

(b) Dans les pays autres que le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France, dans lesquels le Gouvernement Fédéral aura, à la date d'entrée en vigueur du Statut d'Occupation révisé, reçu l'autorisation d'ouvrir des services consulaires, le Gouvernement Fédéral peut établir des missions diplomatiques avec le consentement de la Puissance intéressée.

S E C R E T

ANNEXE à
POL/Sec(50)274

(c) Dans les pays avec lesquels il entretient des relations diplomatiques, ou dans lesquels il a déjà établi un service consulaire, le Gouvernement Fédéral peut, avec le consentement de la Puissance intéressée, établir d'autres consulats sur le territoire de cette Puissance sans restriction quant à leur nombre.

(d) Le Gouvernement Fédéral a la responsabilité entière du choix du personnel diplomatique et consulaire.

(e) Le Gouvernement Fédéral tiendra la Haute Commission Alliée informée des mesures prises par lui en application des pouvoirs qui lui sont conférés par les trois paragraphes ci-dessus.

(f) La Haute Commission Alliée informera en temps voulu les Missions et Consulats déjà établis sur le territoire de la République Fédérale de la création d'un Ministère Fédéral des Affaires Etrangères et de la procédure adoptée pour l'établissement de relations diplomatiques et consulaires directes avec les Autorités Fédérales.

(g) Des dispositions appropriées seront prises par la Section Tripartite du Protocole en consultation avec les services fédéraux du Protocole pour la présentation à la Haute Commission Alliée des Chefs de Mission accrédités auprès du Président Fédéral.

(h) Jusqu'à ce jour, la Haute Commission Alliée s'est opposée à la nomination de ressortissants allemands comme Consuls Honoraires de pays étrangers sur le territoire de la République Fédérale, sauf dans les cas où le Consul dépend d'un service consulaire principal de la Puissance intéressée établi sur le territoire de la République Fédérale et dont le Chef est un ressortissant de ladite Puissance. Il n'est pas nécessaire que le Gouvernement Fédéral considère une telle mesure comme un précédent.

2. Nous vous avons expliqué, en outre, que la Section II (c) ci-dessus signifiait que le Gouvernement Fédéral pouvait, avec le consentement de la Puissance intéressée, établir de nouveaux services consulaires sur le territoire des Puissances Occupantes.- Nous avons également demandé que, en ce qui concerne la Section II (d) ci-dessus, le Gouvernement Fédéral s'efforçât d'obtenir unilatéralement l'accord de chacune des Puissances Occupantes sur la nomination du personnel diplomatique et consulaire devant servir sur le territoire de ladite Puissance.

3. Vous nous avez brièvement expliqué quelles étaient les propositions du Gouvernement Fédéral pour l'organisation d'un Ministère des Affaires Etrangères et nous vous avons répondu que la Haute Commission Alliée considérait cette question comme entièrement de la compétence de la République Fédérale.

SECRET

ANNEXE à
POL/Sec(50)274

4. Vous avez demandé de quelle manière nous envisagions de donner effet aux traités conclus par l'ancien Reich allemand; nous vous avons fourni des explications officieuses et provisoires précisant que, dans le domaine des Affaires Etrangères, la Haute Commission Alliée se préoccupait activement de trois questions: réapplication des traités conclus par l'ancien Reich allemand, accréditement et statut des Missions étrangères sur le territoire de la République Fédérale, et procédure relative à la négociation par la République Fédérale d'accords internationaux.

5. Vous avez également demandé si les agents officiels de la République Fédérale sur le territoire des Puissances Occupantes jouiraient d'un statut diplomatique; nous vous avons répondu que les Gouvernements examinaient actuellement ce sujet.

6. En réponse à votre question, nous vous avons déclaré que, bien que le problème ne fût pas encore entièrement résolu, nous croyions savoir qu'une Mission étrangère ne serait pas accréditée à la fois auprès des Autorités fédérales et de la Haute Commission Alliée.

7. En dernier lieu, nous vous avons remis le texte d'un projet de loi de la Haute Commission Alliée sur les immunités et privilèges des Missions étrangères en vous demandant de nous tenir informés des intentions du Gouvernement Fédéral en ce domaine.

P.J.E. M.LE.

SECRET

~~239~~
264

.P.A

16th October 1950 OTC/CTB/P(50)239

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

ISSUE BY THE FEDERAL GOVERNMENT OF DIPLOMATIC PASSPORTS TO CERTAIN GERMAN OFFICIALS PROCEEDING ABROAD

(Note by Secretariat)

1. The attached paper AGSEC(50)224C concerning the issue of Federal Diplomatic Passports to certain German Officials proceeding abroad has been forwarded to Combined Travel Board for information under POL/SEC(50)271 (not reproduced).

2. This question has already been considered by the Board at its Thirty-Ninth Meeting held on the 20th September 1950 (OTC/CTB/M(50)28 - Item 459).

3. This paper will be considered by the Board at its next meeting.

C. G. Pettey

Secretary to the Board.

CTB/509/1

Copy to :- CTB/278
CTB/390

263

10th October 1950

ANNEXE TO:
CTC/CTB/P(50)239

AGSEC(50)2240

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

ALLIED GENERAL SECRETARIAT

To : Herrn Ministerialdirektor Blankenhorn,
Office of the Chancellor of the
Federal Republic of Germany

Subject : Issue by the Federal Government of Diplomatic Passports to certain German Officials proceeding abroad

Sir,

The Allied High Commission has not yet received from the Federal authorities the proposal regarding the organisation of the agency which will be responsible within the Federal territory for issuing Federal passports to German nationals. It follows that no Federal passport can be issued within the Federal territory for the time being.

The Allied High Commission does not, however, see any objection to the issue of Federal documentation with the minimum delay to German officials called upon to proceed abroad, either to take up positions in the Consulates of the Federal Republic or to take part in international conferences as representatives of the Federal Government.

I am directed to advise you that the Allied High Commission has now reached the following decisions in this matter :

(1) The Federal authorities may issue diplomatic passports to members of the higher consular service and, in due course, to members of the intermediate consular service, as well as to members of Federal diplomatic missions abroad when such have been established;

(2) Ministerial passports may be issued to higher officials of the central administrations of the Federal Republic or of the Laender for official journeys abroad ;

(3) Official passports may be issued to junior officials of these administrations for official journeys abroad.

The Allied High Commission sees no objection to the issue of these passports being undertaken by the Foreign Affairs Section of the Federal Chancellery, and under the responsibility of this section.

The Federal authorities must submit to the Allied High Commission in advance a proposed directive covering the procedure for the issue of these passports. This directive will observe the general security rules set out in AGSEC(50)2041 dated 10 September 1950, under the supervision of the Combined Travel Board.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

(Sgd) L. HENDLEY-DERRY
Secretary-General

Copy to: Political Affairs Committee.

237
262

15 Octobre 1950 OTC/CIB/R (50) 232

English Text Attached

OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

(Note du Secrétariat)

OBJET : Délivrance de passeports diplomatiques fédéraux à certains fonctionnaires allemands résidant à l'étranger.

1.- Le document AOBEC (50) 2240 ci-joint relatif à la délivrance de passeports diplomatiques fédéraux à certains fonctionnaires allemands se rendant à l'étranger a été communiqué, pour information, à l'Office Tripartite de la Circulation par FOA/OEC (50) 271 (non reproduit).

2.- Cette question a déjà fait l'objet d'un examen lors de la Trente-neuvième réunion du Conseil tenue le 20 Septembre 1950 (OTC CIB/R (50) 28 - Point 459).

3.- Le présent document sera examiné par le Conseil lors de sa prochaine réunion.

Le Chef de Cabinet,

OTC/509/1

Copie à - OTC/278
OTC/390

275

RESTRICTED

20 October 1950 OTC/CTB/P(50)242

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

(Note by Secretariat)

SUBJECT: Competence of the German Consuls in Passport and Visa Matters.

1. Following on the Instructions from the Allied High Commission addressed to the Federal Chancellery under reference AGSEC(50)2041 dated 19 September 1950 and which were brought to the notice of the Board in OTC/CTB/P(50)230 (see conclusion 465 of OTC/CTB/M(50)29), the following documents are attached herewith :

i. AGSEC(50)2224 transmitting a letter of the Federal Chancellery on this subject.

ii. POL/Sec(50)275 forwarding a reply, AGSEC(50)2299/POL, to the above letter, to the Federal Chancellery.

2. The Political Affairs Committee requests the Combined Travel Board to forward, as soon as possible, to the German Authorities the list of countries for which German passports cannot be issued without the approval of the Combined Travel Board.

3. The present document will be considered by the Board at its next meeting.

for Secretary to the Board.

File No.: CTB/509

Copy to : File CTB/278
" ~~CTB/209/1~~

RESTRICTED

9 October 1950.

Annexe to:
OTC/CTP/P(50)242.
AGSEC(50)2224.

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

Allied General Secretariat

TO: The Chairman of the Political Affairs Committee.
(Attention: Duty Secretary).

SUBJECT: Competence of German Consuls in Passport and Visa Matters.

1. Herewith is forwarded a letter from the Federal Chancellery dated 2nd October 1950 and referring to document AGSEC(50)2041.

2. The Political Affairs Committee is requested to inform the Allied General Secretariat concerning the reply to be made to the Federal Chancellery.

L. HANDLEY-DERRY.

Secretary General.

Annexe : Letter from the Federal Chancellery,
ref. 240-06 E II 9323/50 dated 2nd October 1950.

RESTRICTED

RESTRICTED

FEDERAL CHANCELLERY
Foreign Affairs Department
Liaison with the
Allied High Commission.
240-06 E II 9323/50.

Annexe to:
OTC/CTB/P(50)242.

Annexe to:
AGSEC(50)2224.

Bonn, 2nd October 1950.

Mr. L. Handley-Derry,
Secretary General of the
Allied High Commission,
BONN - PETERSBERG.

Mr. Secretary General,

Reference is made to your letter AGSEC (50) 2041 dated 19 September 1950 concerning the issue of passports and visas by the German Consular representatives abroad, I would inform you that the Consulate General of the Federal Republic of Germany in New York will be in a position to take over as from 8 October 1950, all formalities concerning the issue of passports and this date has been decided upon in accordance with the State Department.

Furthermore, I would inform you that the points outlined in the above-mentioned letter have been taken into account and adopted in agreement with the representatives of the Combined Travel Board, in the instructions concerning questions of passports to be sent to the German Consular representatives. It is pointed out that the arrangement quoted in para 8 b of this letter, according to which copies of passport applications received by the German Consular Representatives should be presented, has not been incorporated in these instructions. On the contrary, it has been ordered in this connection that after agreement with the representatives of the Combined Travel Board, monthly lists of persons having received passports and lists of persons for whom passports have been refused should be presented.

Would you kindly let me know what are the motives for which the presentation of these lists is considered necessary.

It is furthermore remarked that a list as indicated in your letter of 19 September 1950 para 8 c has not been sent to the German experts and that the Combined Travel Board representatives have also not suggested that any provision should be included stipulating that passport applications from persons wishing to proceed to certain countries enumerated on such a list should be submitted to the Combined Travel Board for prior authorisation. Actually, such a provision does not appear indispensable seeing that the instructions mentioned provide in cases of this nature for a Federal Chancellery decision, Foreign Affairs Services, to be taken where they appear doubtful to the Consular representatives.

I have the honour ..... etc .....

Signed: BLANKENHORN.

RESTRICTED

RESTRICTED

16 October 1950.

Annexe to:
OTC/CTB/P(50)242.
POL/Sec(50)275.

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

Secretariat.

TO: The Director General of the Combined Travel Board.
(Attention: Secretariat)

SUBJECT: Competence of German Consuls in matters of Passports and Visas.

1. Herewith, for information, copy of document AGSEC(50)2299/POL on the above-mentioned subject.

2. You are requested to communicate as soon as possible to the German authorities the list of countries mentioned in paragraph 2 of the letter sent to the Federal Chancellery.

O.T.L. STEGER.

Duty Secretary.

Annexe to addressee only.

RESTRICTED

RESTRICTED

16 October 1950. AGSEC(50)2299/POL.

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

Allied General Secretariat

To: Ministerialdirektor BLANKENHORN,
German Federal Republic Chancellery.

Subject: Competence of German Consuls in matters of Passports and Visas.

Mr. Ministerialdirektor,

Referring to your letter No. 240/06.E.11/9323/50 dated 2 October concerning transfer from the High Commission to the Consuls of the German Federal Republic of powers of execution in matters concerning the issue of passports and visas I would inform you that the provisions mentioned in paragraph 8 (b) of my letter of 19 September will only be applicable to the issue of Federal passports within the territory of the Bund when such passports can be issued. It will, therefore, suffice, as was agreed during the conversations between Allied and German experts, that Federal Republic Consuls abroad should communicate to the Combined Travel Board monthly lists of persons having obtained passports and persons for whom applications have been refused.

So far as the forwarding of the list mentioned in paragraph 8 (c) of my letter of 19 September to the Federal Authorities is concerned, instructions have been given to the Allied experts requesting them to forward this list immediately as was prescribed.

I would furthermore state that the Allied High Commission hopes that the Consuls-General in Paris and in London will soon be in a position to assume responsibility for the issue of passports and visas for which the Consulate General at New York has been in a position since 8 October 1950.

I have the honour ..... etc .....

L. HANDLEY-DERBY,
Secretary General.

270

C O N F I D E N T I E L

20 Octobre 1950 OTC/CTB/P(50)242

English Text attached

OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

(Note du Secrétariat)

OBJET : Compétence des Consuls Allemands en matière de passeports et de visas.

1.- Faisant suite aux instructions de la Haute Commission Alliée adressées à la Chancellerie Fédérale sous document AGSEC (50) 2041 du 19 Septembre et qui ont été portées à la connaissance du Conseil par OTC/CTB/P (50) 230 (Voir conclusion 465 de OTC/CTB/M (50) 29). Il est communiqué ci-joint:

1°/ Un document AGSEC (50) 2224 transmettant la lettre de la Chancellerie Fédérale sur le point cité.

2°/ Un document POL/Sec (50) 275 transmettant une réponse, AGSEC (50) 2299/POL, à la lettre précédente à la Chancellerie Fédérale.

2.- Le Comité des Affaires Politiques demande à l'Office Tripartite de la Circulation de communiquer, dans les plus brefs délais, aux Autorités Allemandes la liste des pays à destination desquels les passeports allemands ne pourront être délivrés qu'après approbation de l'Office.

3.- Le présent document sera examiné par le Conseil lors de sa prochaine réunion.

J. R. Callender

p.p. Le Chef de Cabinet

Dossier No.: CTB/509

Copie à : Dossier CTB/278
" CTB/202/1

RESTRICTED

20 October 1950. OTC/CTB/P(50)243.

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

(Note by Secretariat)

SUBJECT: Competence of German Consulates abroad concerning the issue of Passports and Visas for Berlin.

1. Document AGSEC (50)2278 forwards the reply from the Inter-Allied Commandature, Berlin, (HK/LRC (50)59) concerning the issue of visas for Berlin.

2. This question has already been examined by the Board at its meeting of 17 October, on the oral intervention of the Director of External Affairs. (Item 481 of OTC/CTB/M(50)30).

3. The present document is circulated to complete the files of the members of the Board on this question.

Secretary to the Board.

File No.: CTB/509

Copy to : File CTB/278
" /202/1
" /275

280

RESTRICTED

Annexe to
OTC/CTB/P(50)243
AGSEC(50)2278.

13 October 1950.

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

Allied General Secretariat

TO: The Chairman of the Political Affairs Committee.
(Attention: Duty Secretary).

SUBJECT: Competence of German Consuls abroad for the issue of Passports and Visas for Berlin.

The attached document, HK/AHC(50)59, of the Inter-Allied Kommandatura, is transmitted to the Political Affairs Committee for study and action.

L. HANDLEY-DERRY
Secretary General.

RESTRICTED

Annexe to
OTC/CTB/P(50)243
Annexe to:
AGSEC(50)2278.

INTERALLIED KOMMANDATURA BERLIN

Subject: Transfer to the German Authorities of Powers concerning the Issue of Travel Visas for Berlin.

To : Secretary General,
Allied General Secretariat.

1. The Interallied Kommandatura has examined the problem of the issue of Entry Visas to Berlin which will arise when Consuls of the German Federal Republic will be authorised to grant visas for Federal territory. It proposes to adopt the following solution :

(a) Visas for Berlin may be issued by Consuls of the Federal Republic acting by delegation on behalf of the Interallied Kommandatura.

(b) The stamp to be used by the German Consuls should show the indication that the visa is authorised by the Interallied Kommandatura with the facsimile signatures of the British, American and French Commandants.

2. The Interallied Kommandatura requests the Allied High Commission to approve this proposal and to forward the necessary instructions to the German authorities.

Lt. Colonel R.B. SLEEMAN,

Chief of Staff, Chairman.

File C 3/27 282

~~270~~

278

24

20 October, 1950

To: Secretariat
Legal Adviser
Finance Section
Internal Affairs
Passport Control Directorate
Security Section.

SUBJECT: Visa Regulations for German Consuls.

Herewith English Translation of Draft Visa Regulations for German Consuls. This Document is now being studied by External Affairs Directorate and any comments you may wish to make will be welcomed as early as possible.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T. J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

Encl.
TJG/HS

Copy to: Director General (US)
" " (Br)
" " (Fr).

File: CTB/278

283

278

24

21 October, 1950

Geheimrat G. Roediger
Bundeskanzleramt
Dienststelle fuer auswaertige Angelegenheiten
Bonn
Ahrweilerstr. 74

In reply to your letter 524 - 00 - 3a - 1300/50 of the 9th October, 1950 I acknowledge receipt of the Draft Instructions and have to advise you that your Draft is now under study. A Meeting will be arranged as soon as possible.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

(T. J. GILLIGAN)

286

CONFIDENTIAL

278

203/2

October 23, 1950.

TO : Office of the United States High Commissioner
for Germany,
Office of Political Affairs,
APO 757-A, U.S. Army,
ATTENTION: Travel Control Division.

FROM : Jean J. Chenard,
Director General (U.S.),
Combined Travel Board, Herford,
United States Element,
APO 757-Bonn, U.S. Army.

SUBJECT: Combined Travel Board Functions after the Transfer of Responsibility to the Federal Republic Authorities.

Reference is made to the request of the Chief of the Travel Control Division in respect to the responsibility which the Combined Travel Board will be required to continue to assume after the complete turnover of executive responsibility to the Federal Republic authorities in the field of documentation. The functions of the Combined Travel Board after the transfer of responsibility will include:

1) Over-all policy and supervision regarding the documentation of members of the Allied High Commission and the Occupational Forces.

2) Supervision of the Central German Administration in regard to travel matters.

3) Review of all travel agreements and policy initiated by the Federal Republic.

4) Functional and administrative supervision of the remaining permit issuing offices abroad manned by Combined Travel Board staff, such as Warsaw, Prague, Budapest, Vienna (Annexure at Strasbourg, and, perhaps, at Saarbrücken for a time).

5) Supervision of Allied consular agencies acting in the interests of the Combined Travel Board when German representation has not been accepted or appointed.

/6) Documentation

6) Documentation of German nationals and/or Stateless Persons, resident of Germany, proceeding to Iron Curtain countries, or, other countries, if required.

7) Issue of of military entry permits to German nationals and/or Stateless Persons resident of Germany proceeding to Austria, and the issue of Allied Forces permits to such persons when proceeding to Vienna by air.

8) Issue of Allied Forces permits and Gray Passes to United States, British, and French nationals.

9) Issue of military entry permits to German nationals and Stateless Persons proceeding to the Free Territory of Trieste, and issue of entry permits for that area to foreign nationals to whom exception for such permits is not accorded.

10) Documentation of German nationals and/or Stateless Persons resident in the Federal Republic, proceeding to Japan.

11) Documentation of individuals of special Intelligence interest.

12) Documentation of individuals being extradited, or requiring over-all special forms of documentation.

13) Documentation of Displaced Persons until such time as the Federal Republic becomes a signator to the London Agreement.

14) Supervision and review of all cases where passports have been issued by the Federal Republic Authorities intra Germany.

15) Inspection of German and Allied documentation agencies intra Germany and abroad (HICOM/P(50)18 FINAL).

16) Screening of German personnel appointed by the German Federal Republic to the field of travel (HICOM/P(50)18 FINAL, paragraph 4).

17) Exercise of flexible documentation control for travel to Argentina or other countries as directed.

18) Assurance of adequate implementation of travel documentation in connection with the cultural exchange program of the Office of the United States High Commissioner for Germany, the marriage of Allied Forces personnel with German nationals or Allies resident in the Federal Republic, and other special schemes.

19) Review of all security cases and security policy coming within the purview of POL/P(50)37 FINAL.

/The remaining

CONFIDENTIAL

The functions remaining to the Combined Travel Board, which are listed above, do not incorporate any commitments in the field of interzonal travel and passport control.

CONFIDENTIAL

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

24 October 1950 POL/Sec(50)252

To: Chairman,
Working Party on Travel Control

Subject: Visa Issuing Powers of German Consuls Abroad

1. In para 3 of the report by your Working Party on the Visa Issuing Powers of German Consuls Abroad, which was circulated as POL/P(50)49, it was stated that the Combined Travel Board had been requested to recommend what agency or agencies should be made responsible for the granting of visas to persons entering the Federal Republic as official members of the Allied Occupation.

253. 2. The reply of the Combined Travel Board, contained in POL/CTB/P(50)12*, is forwarded for the consideration of your Working Party.

3. You are requested to advise this Secretariat of any further action to be taken in this matter.

O.T.L. STEGER
Duty Secretary

* Enclosure to addressee only

Copy to: Combined Travel Board

Noted

COPY

(288)

PRIORITY

RESTRICTED

CIPHER

priority d1/27

copy of cipher signal no d 1/27 from wahnerheide

addsd to combined travel board herford tel no asec 4. restd 27th oct.1950.

this is pol/sec(50)283.

1. at its meeting today the pol affairs committee agreed to instruct the ctb to prepare urgently a report under the follg headings

(a) functions the transfer of which to the german authies has been agreed, indicating which of them the ctb is still obliged to perform in default of a german orgsn capable of assuming them:

(b) addl ctb functions which can be expected to be transferred to the german authies consequent upon a further evolution of travel control policy by the allied high commission eg the respony for security control:

(c) residual ctb function which cannot be exercised by the german authies eg the operation of permit offices in countries not recognising the federal republic of germany.

2. report sd contain a tenative timetable for the transfer where appropriate of ctb functions, and sd indicate ultimate staffing reqmts for the performance of the residual functions in 1(c) above.

3. report sd reach political affairs committee secretariat by 6 nov. 1950.

(received CTB message center 27 oct.1950, 1800 hrs).

CTB DISTRIBUTION:

Communications Center
Policy CTB/278 - Action Copy
Policy CTB/509 - Information
Director General (U.S.)
Director General (Br.)
Director General (Fr.)
Director, External Affairs
Director, Internal Affairs
Director, Passport Control
Secretariat

noted:
action complete see
Pol/OTC/CTB/P(50)133
folio 320.
[signature]

Policy File

(289)

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

27 October 1950

POL/Sec(50)283

To: Director General,
Combined Travel Board,
HERFORD.

Subject: Transfer to the Federal Government of Operational Responsibility for Travel Control

1. At its meeting today, the Political Affairs Committee agreed to instruct the Combined Travel Board to prepare urgently a report under the following headings:

(a) functions the transfer of which to the German authorities has been agreed, indicating which of them the Combined Travel Board is still obliged to perform in default of a German organisation capable of assuming them;

(b) additional CTB functions which can be expected to be transferred to the German authorities consequent upon a further evolution of travel control policy by the Allied High Commission, e.g. the responsibility for security control;

(c) residual CTB functions which cannot be exercised by the German authorities, e.g. the operation of Permit Offices in countries not recognising the Federal Republic of Germany.

2. Report should contain a tentative timetable for the transfer where appropriate of CTB functions, and should indicate ultimate staffing requirements for the performance of the residual functions in 1(c) above.

3. Report should reach Political Affairs Committee Secretariat by 6 November 1950.

O.T.L.STEGER
Duty Secretary

Sent by telegram

C O N F I D E N T I E L

291

23 octobre 1950 AGSEC(50)2358

HAUTE COMMISSION ALLIEE
EN ALLEMAGNE

Secrétariat Général Allié

278

DESTINATAIRE : Monsieur le Président du Comité des Affaires Politiques
(A l'attention du Secrétaire en Exercice)

O B J E T : Etablissement de consulats généraux allemands à l'étranger (Colombie, Mexique, Panama, Pérou et Vénézuéla)

Le Chancelier Fédéral a fait parvenir au Secrétariat Général Allié cinq lettres, toutes rédigées dans les mêmes termes que la lettre ci-jointe, sur l'établissement de consulats généraux dans les pays précités.

Il est demandé au Comité des Affaires Politiques de donner à ces lettres la suite qui sera jugée utile.

L. HANDLEY-DERRY
Secrétaire Général

P.J. :- Lettre du Chancelier Fédéral
réf. 105-07 II/9974/50 du 18/10/50
(Colombie)

Réf. :- Lettres du Chancelier Fédéral
réf. 105-07 II 9975 (Pérou)
9976 (Vénézuéla)
9977 (Panama)
9978 (Mexique)

Archives

C O N F I D E N T I E L

C O N F I D E N T I E L

29c

Annexe à
AGSEC(50)2358

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
LE CHANCELIER FEDERAL
- 105-07 II/9975/50 -

Bonn, le 18 octobre 1950.

Son Excellence
Sir Ivone Kirkpatrick
Président en Exercice de la
Haute Commission Alliée
B o n n - Petersberg

Monsieur le Haut Commissaire,

J'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement Fédéral a le désir d'ouvrir un Consulat Général au .....

Je serais reconnaissant à la Haute Commission Alliée de bien vouloir approuver cette intention du Gouvernement Fédéral et en informer le Gouvernement du .....

Veuillez agréer,.....

signé : ADENAUER

C O N F I D E N T I E L

S E C R E T

14 Octobre 1950 POL/Sec(50)274

HAUTE COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

Secrétariat

C74/298

Destinataire : Monsieur le Président du
COMITE DES AFFAIRES GENERALES
(à l'attention du Secrétaire en Exercice)

Objet : Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la mise en application des décisions prises lors de la réunion des Ministres des Affaires Etrangères à New-York en Septembre 1950.

1. Au cours de sa 43ème réunion du 6 Octobre 1950, le Comité des Affaires Politiques a remis au Groupe de Travail sur les Affaires Etrangères le document POL/P(50)53+, dont vous trouverez copie ci-jointe en annexe pour information, qui devait servir de document de base lors des discussions préliminaires du Groupe de Travail précité avec les Représentants allemands.

2. Les membres du Groupe de Travail et la Délégation allemande à la tête de laquelle se trouvait le Dr. Haas se sont réunis le 11 Octobre 1950. Pour confirmer les délibérations qui eurent lieu à cette date, le Président a fait parvenir à la Délégation allemande la lettre reproduite à l'Annexe ci-jointe.

3. Au cours de sa 44ème réunion du 13 Octobre 1950, le Comité des Affaires Politiques a chargé le Secrétariat d'attirer l'attention de votre Comité sur les termes de cette communication (POL/M(50)34 - Conclusion 831 (o) (2)).

O.T.L. STEGER

Secrétaire en Exercice.

(+) pièce jointe au destinataire seulement.

S E C R E T

294

S E C R E T

ANNEXE à
POL/Sec(50)274

The Chancery,

Office of the U.K. High Commissioner,
Wahnerheide,
B.A.O.R. 19.

151/2/17/50

12th October, 1950

Destinataire:

Staatssekretär Dr. Hess,
Organisationsbüro für die Konsularischwirtschaftlichen
Vertretungen in Ausland,
Bonn

1. Au cours des discussions préliminaires que M. Gufler, M. Baylo et moi-même avons eues avec vous et le Dr. Welhagen, le 11 Octobre, nous vous avons fourni certaines explications sur les procédures que la Haute Commission Alliée adoptera en vue de régler la mise en application des principes généraux approuvés par les Ministres des Affaires Etrangères de nos pays respectifs en matière d'Affaires Etrangères. Les dits principes généraux vous ont déjà été communiqués par la lettre du 27 Septembre adressée au Chancelier Fédéral par le Président de la Haute Commission Alliée. Les explications que nous vous avons fournies, dont la mise en oeuvre ne se fera qu'après une notification appropriée de la Haute Commission Alliée, peuvent se résumer comme suit :

I.- Le Gouvernement Fédéral peut créer un Ministère des Affaires Etrangères lorsqu'il aura reçu une notification appropriée de la Haute Commission Alliée. Dans l'intervalle, le Gouvernement Fédéral est autorisé à prendre dès maintenant des dispositions en vue de la création d'un Ministère des Affaires Etrangères.

II.- Etablissement de relations diplomatiques

(a) L'établissement de relations diplomatiques et consulaires ou de missions commerciales est assujetti à l'approbation préalable de la Haute Commission Alliée. En général, il n'est pas envisagé que la Haute Commission Alliée désapprouve l'établissement de ces relations avec des pays amis.

(b) Dans les pays autres que le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France, dans lesquels le Gouvernement Fédéral aura, à la date d'entrée en vigueur du Statut d'Occupation révisé, reçu l'autorisation d'ouvrir des services consulaires, le Gouvernement Fédéral peut établir des missions diplomatiques avec le consentement de la Puissance intéressée.

S E C R E T

ANNEXE à
POL/Sec(50)274

(c) Dans les pays avec lesquels il entretient des relations diplomatiques, ou dans lesquels il a déjà établi un service consulaire, le Gouvernement Fédéral peut, avec le consentement de la Puissance intéressée, établir d'autres consulats sur le territoire de cette Puissance sans restriction quant à leur nombre.

(d) Le Gouvernement Fédéral a la responsabilité entière du choix du personnel diplomatique et consulaire.

(e) Le Gouvernement Fédéral tiendra la Haute Commission Alliée informée des mesures prises par lui en application des pouvoirs qui lui sont conférés par les trois paragraphes ci-dessus.

(f) La Haute Commission Alliée informera en temps voulu les Missions et Consulats déjà établis sur le territoire de la République Fédérale de la création d'un Ministère Fédéral des Affaires Etrangères et de la procédure adoptée pour l'établissement de relations diplomatiques et consulaires directes avec les Autorités Fédérales.

(g) Des dispositions appropriées seront prises par la Section Tripartite du Protocole en consultation avec les services fédéraux du Protocole pour la présentation à la Haute Commission Alliée des Chefs de Mission accrédités auprès du Président Fédéral.

(h) Jusqu'à ce jour, la Haute Commission Alliée s'est opposée à la nomination de ressortissants allemands comme Consuls Honoraires de pays étrangers sur le territoire de la République Fédérale, sauf dans les cas où le Consul dépend d'un service consulaire principal de la Puissance intéressée établi sur le territoire de la République Fédérale et dont le Chef est un ressortissant de ladite Puissance. Il n'est pas nécessaire que le Gouvernement Fédéral considère une telle mesure comme un précédent.

2. Nous vous avons expliqué, en outre, que la Section II (c) ci-dessus signifiait que le Gouvernement Fédéral pouvait, avec le consentement de la Puissance intéressée, établir de nouveaux services consulaires sur le territoire des Puissances Occupantes.- Nous avons également demandé que, en ce qui concerne la Section II (d) ci-dessus, le Gouvernement Fédéral s'efforçât d'obtenir unilatéralement l'accord de chacune des Puissances Occupantes sur la nomination du personnel diplomatique et consulaire devant servir sur le territoire de ladite Puissance.

3. Vous nous avez brièvement expliqué quelles étaient les propositions du Gouvernement Fédéral pour l'organisation d'un Ministère des Affaires Etrangères et nous vous avons répondu que la Haute Commission Alliée considérait cette question comme entièrement de la compétence de la République Fédérale.

SECRET

ANNEXE à
POL/Sec(50)274

4. Vous avez demandé de quelle manière nous envisagions de donner effet aux traités conclus par l'ancien Reich allemand; nous vous avons fourni des explications officieuses et provisoires précisant que, dans le domaine des Affaires Etrangères, la Haute Commission Alliée se préoccupait activement de trois questions: réapplication des traités conclus par l'ancien Reich allemand, accréditement et statut des Missions étrangères sur le territoire de la République Fédérale, et procédure relative à la négociation par la République Fédérale d'accords internationaux.

5. Vous avez également demandé si les agents officiels de la République Fédérale sur le territoire des Puissances Occupantes jouiraient d'un statut diplomatique; nous vous avons répondu que les Gouvernements examinaient actuellement ce sujet.

6. En réponse à votre question, nous vous avons déclaré que, bien que le problème ne fût pas encore entièrement résolu, nous croyions savoir qu'une Mission étrangère ne serait pas accréditée à la fois auprès des Autorités fédérales et de la Haute Commission Alliée.

7. En dernier lieu, nous vous avons remis le texte d'un projet de loi de la Haute Commission Alliée sur les immunités et privilèges des Missions étrangères en vous demandant de nous tenir informés des intentions du Gouvernement Fédéral en ce domaine.

P.J.E. MALE.

SECRET

P.A.

298

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

14 October 1950

POL/Sec(50)274

To: Chairman,
General Committee
(Attention: Duty Secretary)

Subject: Progress Report on Implementation of the Foreign Ministers' decisions

1. At its Forty-Third Meeting on 6 October 1950, the Political Affairs Committee remitted POL/P(50)53, of which a copy+ is attached for your information, to its Working Party on Foreign Affairs as a basis for explanatory discussions with German representatives.

2. The Working Party met a German delegation headed by Dr. Haas on 11 October 1950, and the letter reproduced in the Appendix has been despatched by the Chairman in confirmation of the discussions which took place.

3. At its Forty-Fourth Meeting on 13 October 1950, the Political Affairs Committee instructed its Secretariat to bring the terms of this communication to the notice of your Committee (POL/M(50)32, Conclusion 831(o)(2)).

Brig Moore
Mr Armstrong
Mr O. Martin

P.T.L. STEGER
Duty Secretary

+ Enclosure to addressee only.

297

Appendix to
POL/Sec(50)274

The Chancery,
Office of the U.K. High Commissioner,
Wahnerheide,
B.A.O.R. 19.

157/2/17/50

13th October, 1950.

CONFIDENTIAL

1. In the explanatory discussions which Mr. Cuffler, Monsieur Bayle and myself had with yourself and Dr. Velhagen on October 11th, we offered certain explanations of the procedures which the Allied High Commission will adopt to implement in practice the general principles approved by our respective Foreign Ministers in the matter of foreign affairs. These general principles have already been conveyed to you in a letter dated 27th September addressed by the Chairman of the Allied High Commission to the Federal Chancellor. The explanations we gave, the implementation of which of course awaits appropriate notification from the Allied High Commission, can be summarised as follows:-

I. The Federal Government may set up a Ministry for Foreign Affairs when it has received appropriate notification from the Allied High Commission. Meanwhile, the Federal Government is authorised immediately to make preparations for the setting up of a Ministry for Foreign Affairs.

II. Establishment of Diplomatic Relations

(a) The Establishment of diplomatic or consular relations, or trade missions, is subject to prior approval by the Allied High Commission. In general, it is not contemplated that the Allied High Commission would disapprove the establishment of those relations with friendly countries.

(b) In countries other than the United Kingdom, the United States and France, where the Federal Government had, as of the date of the entry into force of the revised Occupation Statute, received permission to set up consular offices, the Federal Government may, with the consent of the receiving power, establish diplomatic missions.

(c) In a country with which it has diplomatic relations or in which it already has a consular office, the Federal Government may, with the consent of the receiving power, establish additional consulates in the territory of that power without limitation of number.

(d) The Federal Government has exclusive responsibility for the choice of diplomatic and consular personnel.

(e) The Federal Government shall keep the Allied High Commission informed of action taken as a result of the authority granted in the preceding three paragraphs.

(f) The Allied High Commission will inform, at the appropriate time, the missions and consulates now in the Federal Territory of the establishment of a Federal Ministry for Foreign Affairs and of the procedure for establishing direct diplomatic and consular relationships with Federal authorities.

Staatssekretar Dr. Hans,
Organisationsburo fur die Konsularischwirtschaftlichen,
Vertretungen im Ausland,
BONN.

/E.....

296

(g) Appropriate arrangements will be made by the Tripartite Protocol Section in consultation with the Federal Protocol Office for the introduction to the Allied High Commission of Heads of Missions accredited to the Federal President.

(h) The Allied High Commission has hitherto not approved the appointment of German nationals as honorary consuls of foreign powers in the Federal Territory, unless the honorary consul would depend from a supervisory consulate of the power concerned established in the Federal Territory and headed by a national of the power concerned. The Federal Government need not follow this precedent.

2. We explained in addition that section II(c) above meant that the Federal Government could, with the consent of the receiving power establish additional consular offices in the territory of the Occupying Powers. And we requested, with regard to II (d) above, that the Federal Government should seek unilaterally from the individual Occupying Power agreement to the appointment of personnel to serve in its territory.

3. You gave us a brief outline of the Federal Government's proposals for the organisation of a Ministry of Foreign Affairs, and we said that the Allied High Commission left this matter entirely at the discretion of the Federal Republic.

4. You asked how we envisaged that effect should be given to the treaties of the former German Reich, and we offered a tentative informal explanation, stating that in the field of foreign affairs the Allied High Commission was actively studying at the present three questions: the reapplication of the treaties of the former German Reich, the accreditation and status of foreign missions in the territory of the Federal Republic, and the procedure for the negotiation by the Federal Republic of international agreements.

5. You also asked whether the official agents of the Federal Republic in the territory of the Occupying Powers would have diplomatic status, and we replied that this question was under study by Governments.

6. We stated, in answer to your question, that although the issue had not yet been finally resolved, it was our impression that in no case would a foreign mission be accredited both to the Federal authorities and to the Allied High Commission.

7. Finally, we handed to you the text of a draft Allied High Commission Law on the immunities and privileges of foreign missions and requested to be informed of the Federal Government's intentions in this field.

Yours sincerely,

(P.J.E. MILE)

300

RESTRICTED

30 October 1950. OTC/CTB/P(50)249.

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

(Note by Secretariat)

POWERS OF GERMAN CONSULS ABROAD TO ISSUE VISAS FOR BERLIN.

1. The Political Affairs Committee, at its forty-fifth meeting held on 20th October 1950, took the following decision (POL/M(50)35):

"852 - POWERS OF GERMAN CONSULS ABROAD TO ISSUE VISAS FOR BERLIN.

The Meeting considered ACSEC(50)2278.

THE MEETING:

(852) noted that the U.S. Member would draft a reply to the letter from the Berlin Kommandatura, in the light of the discussion, for clearance by interim action."

2. This paper will be submitted to the Board, for information, at its next Meeting.

Secretary to the Board.

J. DIJON.

File No.:- CTB/278

Copy to :- File CTB/275

CONFIDENTIEL

19 octobre 1950

AGSEC(50)2338

HAUTE COMMISSION ALLIEE

EN ALLEMAGNE

278

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Monsieur le Ministerialdirektor Blankenhorn
Chancellerie de la République Fédérale d'Allemagne

OBJET : Consulats Généraux de la République Fédérale d'Allemagne à l'étranger (Inde)

Monsieur le Ministerialdirektor,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre 105-07/II/3625/50, du 14 septembre 1950, adressée par le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne au Président du Conseil de la Haute Commission Alliée au sujet de l'établissement à l'étranger de Consulats Généraux de la République Fédérale d'Allemagne.

La Mission du Gouvernement de l'Inde vient de faire savoir à la Haute Commission Alliée que son Gouvernement a accepté l'établissement aux Indes d'un Consulat Général de la République Fédérale d'Allemagne.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministerialdirektor, les assurances de ma haute considération.

L. HANDLEY-DERRY
Secrétaire Général

CONFIDENTIEL

202

C O N F I D E N T I E L

27 octobre 1950 POL/SEC(50)283

HAUTE COMMISSION ALLIEE

COMITE DES AFFAIRES POLITIQUES

Secrétariat

278

DESTINATAIRE :

Monsieur le Directeur Général de l'Office Tripartite de la Circulation
(à l'attention du Secrétariat)

O B J E T : Transfert au Gouvernement Fédéral de responsabilités en matière de contrôle de la circulation

1.- Au cours de sa réunion d'aujourd'hui, le Comité des Affaires Politiques a décidé de charger l'Office Tripartite de la Circulation de préparer de toute urgence un rapport sur les points suivants :

a) fonctions dont le transfert aux autorités allemandes a été décidé, en précisant celles que l'Office Tripartite de la Circulation doit continuer à assumer en l'absence d'une organisation allemande qui soit en mesure de s'en acquitter;

b) autres fonctions de l'Office Tripartite de la Circulation dont on peut envisager le transfert aux autorités allemandes à la suite d'une nouvelle évolution de la politique de la Haute Commission Alliée en matière de contrôle de la circulation, par exemple, responsabilité en matière de contrôle de sécurité;

c) fonctions résiduelles de l'Office Tripartite de la Circulation qui ne peuvent être exercées par les autorités allemandes, par exemple, fonctionnement des bureaux de permis dans les pays qui ne reconnaissent pas la République Fédérale d'Allemagne.

2.- Ce rapport devra indiquer la date approximative à laquelle le transfert approprié des fonctions de l'Office Tripartite de la Circulation s'effectuera ainsi que les effectifs nécessaires à l'Office Tripartite de la Circulation pour l'exercice des fonctions résiduelles mentionnées au paragraphe 1(c) ci-dessus.

.../

C O N F I D E N T I E L

POL/SEC(50)283

3.- Ce rapport devra parvenir au Secrétariat du Comité des Affaires Politiques le 6 novembre1950.

O.T.L. STEGER
Secrétaire en exercice

FILE CTB/278 304

24

278

30 October, 1950

To: Passport Control Directorate
Internal Affairs Directorate
Security Section
Legal Adviser
Finance Section
Secretariat.

SUBJECT: Visa Instructions - German Consuls

1. External Affairs Directorate will be meeting representatives of the Federal Government on 7 November to discuss the draft Visa Instructions previously circulated.

2. Any comments you may have on the draft Instructions or other matters affecting the Consuls are requested by 1200 hours, Friday, 3 November.

(T.J. GILLIGAN)

Copy to: Director General (U.S.)
" " (British)
" " (French)

Policy - CTB 278

306

RNA Work Sheet
Dated: 28 October 1950

Consuls General.

1) **New York:** Con.Gen. Kreisler opened Consulate 5th July 1950 (25A/1 Fol.32). Reported officially to have assumed, as of 8 October, responsibility for "issuing passports and granting visas". Confirmation requested from Hypoff N.Y. on 20 October.

2) **London:** Dr. Hans Schlange-Schoeningen, Con.Gen. No. 6, Rutland Gate.

3) **Paris:** Confirmed Con.Gen. issuing passports from 9 October - but will not be able to assume visa responsibilities before 1 Jan.1951.

4) **The Hague:** (Folio A 2 and 352/CTB 202/1) 12 October 1950. Dr. Dumont designated. Not expected to arrive The Hague before 1 January. No accommodation available until after his arrival. Reported site for Con.Gen. is Amsterdam.

5) **Brussels:** Dr. Anton Pfeiffer designated Con.Gen. 1 October. (CTB 254/1 - Fol. 50)

6) **Rome:** Dr. Clemens von Brentano designated Con.Gen. 1 October. (CTB 254/1 - Fol.50)

7) **Luxembourg** Dr. Ernst Busch designated, 3 October (CTB 254/1 - Fol.52)

8) **Ottawa:** From German Press (CTB 25A/1) 17 October 1950 Werner Dankmart designated as Con.Gen. in Ottawa.

9) **Pretoria:** From German Press (CTB 25A/1) 17 Oct. 50 Rudolf Holzhausen designated as Con.Gen. in Pretoria.

10) Ankara: Dr. Kurt von Kamphoevener designated. Will report to Ankara 26 October 1950 (GTB 254/1 - Fol. 48)

11) Athens: Dr. Werner von Grunherr designated Con. Gen. 3 October (GTB 254/1 - Fol. 52).

12) Accepted Countries:

Australia	Canada
Benelux	Italy
Denmark	South Africa
Greece	Switzerland
Holland	Turkey.

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

27 October 1950 POL/Sec(50)283

To: Director General,
Combined Travel Board,
HERFORD.

Subject: Transfer to the Federal Government of Operational Responsibility for Travel Control

1. At its meeting today, the Political Affairs Committee agreed to instruct the Combined Travel Board to prepare urgently a report under the following headings:

(a) functions the transfer of which to the German authorities has been agreed, indicating which of them the Combined Travel Board is still obliged to perform in default of a German organisation capable of assuming them;

(b) additional CTB functions which can be expected to be transferred to the German authorities consequent upon a further evolution of travel control policy by the Allied High Commission, e.g. the responsibility for security control;

(c) residual CTB functions which cannot be exercised by the German authorities, e.g. the operation of Permit Offices in countries not recognising the Federal Republic of Germany.

2. Report should contain a tentative timetable for the transfer where appropriate of CTB functions, and should indicate ultimate staffing requirements for the performance of the residual functions in 1(c) above.

3. Report should reach Political Affairs Committee Secretariat by 6 November 1950.

Noted & Action taken thru Secretariat

O.T.L.STEGER
Duty Secretary

Sent by telegram

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

COPY NO: ____

5th November, 1950

POL/OTC/CTB/P(50)133

COMBINED TRAVEL BOARD

To : Duty Secretary, Political Affairs Committee

Subject : Transfer to the German Federal Government of Operational Responsibility for Travel Control.

Reference POL/SEC(50)283 dated 27th October, 1950.

I. A. The following are the functions which it has already been decided shall be handed over to the German Authorities :-

(i) the issue of Passports to German nationals, both in the Federal Republic and in countries abroad where German Consulates are established,

(ii) the issue of visas for all nationals to enter Western Germany, subject to certain security controls and restricted powers in the case of nationals of the Occupying Powers,

(iii) authority to establish an Immigration Service for passport control on the frontiers, borders, seaports and airports of the Federal Republic.

Up to the present time, the Combined Travel Board is still obliged to perform all these functions, except the issuing of German Passports by the German Consul-General in New York, since the German Authorities have not yet been able to complete their budgetary and organisational arrangements to take over any of them. Every effort has been made by the Combined Travel Board to accelerate the process of transferring these activities to the Germans. The Board went so far as to inform the Ministry of the Interior that Combined Travel Board Branch Offices would be closed down as from 31st December 1950, but this gesture was met by a strong plea from the Ministry of the Interior that the Allied Authorities should continue to perform these functions until they are ready to take them over. It is clear that some months must elapse before they will find this possible, since the German Authorities are obviously encountering serious difficulties over the matter of budgeting to pay for these new services, organizational problems and in some cases divergent political views in regard to form and method. The Board has, therefore, been unable to obtain firm or even approximate dates by which the Germans will assume these functions. So long as they remain a Combined Travel Board responsibility the Board considers, after most careful calculation and recalculation, that the minimum staff with which all the tasks allotted to the Board can be efficiently performed is one hundred and eighty-six officials, who will be progressively reduced as the work they are performing is passed to the German Authorities.

/ Then..

When the above functions have been completely handed over to the German Authorities, the Combined Travel Board will be left with the total of those listed at paragraph I.C (i) (ii) (iii).

B. Additional Combined Travel Board Functions which can be expected to be transferred to the German Authorities consequent upon a further evolution of travel control policy by the Allied High Commission, e.g., the responsibility for security control, are indicated below :

Following the complete transfer of operational responsibilities listed in sub-paragraph (a) above, the remaining major functions of the Combined Travel Board (including the functions of the offices which it has been agreed to retain), may be broken down into three main categories :

(1) Policy. Under the terms of HICOM/P(50)18-Final, policy governing travel into and out of the Federal Republic of Germany was specifically reserved to the High Commission. The formulation of policy, except as regards persons coming under Allied High Commission Law No. 2, and its implementation in the field of travel control could be turned over to the Federal Authorities subject to review by the Combined Travel Board.

(2) Supervision. Under the terms of HICOM/P(50)18-Final, the Combined Travel Board, following the transfer of permissable operational responsibilities listed in paragraph 1 (a), was to confine itself to:-

(a) review of the decisions of the German Federal Authorities in the field of passport and visa issuance;

(b) inspection where deemed necessary or desirable, either direct or through the German agencies concerned, to insure that High Commission policy requirements are harmonised and implemented.

(3) Security. Pending a new decision, security is a Reserved Power.

Security, as it affects the Combined Travel Board, pertains to the control of the movement of persons, and its operation can be broken down into two categories:-

(a) implementation of Allied security requirements as defined in HICOM/P(50)18-Final, paragraph 4(d), and ACSEC(50)2041 dated 19th September, paragraph 6, and any future decisions which may become necessary in meeting future Allied civilian or military requirements,

(b) German security requirements, some of which may be assumed to be identical with those of the Occupying Powers. Since the degree to which it is proposed that responsibility for security

/control...

control will be passed to the German Authorities has not been specified, a precise answer to this paragraph cannot be given. However, alternative appreciations are offered.

(i) A measure of security precaution in the travel field will be maintained for as long as the Occupation continues, but this will consist mainly of inspection, advice and "Watch-dog" procedures and of direct control as set forth in AGSEC(50)2041 and POL/P(50)37-Final.

(ii) In the event that it is the desire of the Allied High Commission not to retain security control in the field of travel, after consultation with the interested Allied agencies, a transfer of these functions listed in paragraph C.(ii) below could be achieved as soon as the German Authorities are in a position to assume them.

C. After the transfer of functions listed in paragraph I..., to the German Authorities, the following residual functions will remain. The Transfer of these may be accomplished upon the issuance of appropriate instructions.

(i) Functions presently performed by the Combined Travel Board on behalf of Allied, German or other agencies, which will be transferred as soon as alternative arrangements can be made.

(1) Issue of Military Entry Permits to German nationals and/or stateless persons resident in Germany proceeding to Austria, Trieste and Japan.

(2) Documentation of individuals being extradited, deported, or expelled, requiring special forms of documentation.

(3) Documentation of displaced persons, including individuals and groups of refugees emigrating under various Schemes and International Agreements, until such time as the Federal Republic becomes a signatory to the London, or alternative, Agreements.

(4) Documentation in connection with the Cultural Exchange Program of the Allied High Commission, or other special Schemes.

(5) Documentation of German nationals and Stateless Persons who marry members of the Allied Forces.

(ii) Should security in the travel field be passed completely to the German Authorities, the following additional functions presently performed by the Combined Travel Board can be transferred.

(1) Supervision and review of all cases where passports or other travel documents have been issued by the German Authorities. (AGSEC(50)2041 and POL/P(50)37-Final.).

/(2)...

(2) Security inspection of German [redacted] documentation agencies in Germany and abroad (HICOM/P(50)18-Final).

(3) Screening of personnel appointed by the Federal Republic in the field of travel control (HICOM/P(50)18-Final, paragraph 4.).

(4) Documentation control for travel to Argentina or other specified countries (POL/P(50)37-Final).

(5) Formulation of Security policy, preparation and maintenance of the Travel Restriction List, and review of security cases (POL/P(50)37-Final).

(6) Security supervision of frontier, border, sea and airport passport controls. (HICOM/P(50)18-Final)

(7) Maintenance of a Central Index of Travellers crossing the frontiers and borders of Western Germany. (HICOM/P(50)18-Final).

(8) Documentation of individuals of special Intelligence interest (agreements with Allied Intelligence Divisions).

(iii) Additional residual functions presently performed by Combined Travel Board which cannot be transferred to the German Authorities or to any other agency in the forseeable future.

(1) Policy and issue of visas to enter or transit Germany for the Allied Forces as defined in Allied High Commission Law No. 2, to comprise the following:

(a) The Occupation Authorities.

(b) The Occupation Forces and their members.

(c) Non-German nationals, civilian or military, who are serving with the Occupation Authorities.

(d) Members of the families and non-German persons in the service of the persons referred to in sub-paragraphs a, b and c, above.

(e) Non-German persons whose presence in the occupied territory is certified by a High Commissioner or Commander of any of the Occupation Forces to be necessary for the purposes of occupation. (HICOM/P(50)18-Final).

(2) Supervision of and advice to the German Administration (Central or Länder, as appropriate) on travel matters (HICOM/P(50)18-Final).

(3) Review of travel agreements and policy initiated by the German Authorities (HICOM/P(50)18-Final).

/(4)...

(4) Management and functional operation of the remaining Permit Issuing Offices abroad maintained by the Combined Travel Board such as Vienna, Prague, Budapest, Saarbrucken, Vienna and Strasbourg (ACSDC/(50)2041).

(5) Supervision of Allied consular agencies acting in the interests of the Allied High Commission where German representatives have not been accepted or appointed.

(6) Documentation of German nationals and/or stateless persons, resident in Germany, proceeding to Iron Curtain countries, or other countries, if required. (ACSDC/(50)2041).

(7) Issue of Allied Forces permits and exit passes to United States, British and French nationals proceeding to Austria (including Vienna).

(8) Action on cases involving refusal of visas to Allied nationals whose names do not appear on the Travel Restriction List (ACSDC(50)2041).

(9) Supervision of frontier, border, sea and airport passport controls (HICOM/P(50)18-Final).

(10) Liaison with the various Allied and German authorities at all levels, including Allied Intelligence Agencies.

(11) Operation of the International Facilities Bureau, Berlin, which was set up by quadripartite agreement and is still functioning successfully (Control Council Directives 45 and 46).

(12) Maintenance of a Branch Office in Berlin, the functions of which could not, presumably, be undertaken by a Federal or Land Ministry.

NOTE: The above appreciation does not take into account such responsibility as the Allied High Commission may wish to vest in the Combined Travel Board as regards persons crossing the Eastern Border.

II. Time-Table

It is contemplated that transfer to the Federal Government of the various operational functions covered in paragraph X... hereof are completely within the scope of the Federal Government. The time-table of its assumption of the various operational functions is dependent entirely upon the ability of the Federal Government to organise its operational implementing agencies, the enactment of such legislation as may be necessary, the employment and the training of local and foreign staff, provisions for adequate financing, purchase of necessary equipment, office supplies, printing of forms, acquiring suitable and adequate office space both within and outside Germany, and the countless other mass of details that will enable the Federal Republic to assume the responsibilities enumerated, presently performed by the Combined Travel Board. Until the Federal Republic actually assumes these functions, they must be carried out by the Allied High Commission. A failure to do so would paralyse all travel out of, into or through the Federal Republic.

/ External...

External Permit Issuing Offices, except those scheduled for retention, can be operationally closed as soon as local German officials are prepared to assume their functions. Within approximately 90 days thereafter, these offices will have completed their final fiscal audits, disposed of their tripartite assets, screened and disposed of their case files, classified and unclassified, correspondence files, records, accounting and fiscal records, and be physically closed. From present indications the Allied Permit Office at New York City may close functionally prior to 1st January 1951, the offices at London and Paris probably about 1st April 1951. Other offices have not progressed sufficiently to fix tentative dates for the transfer of their operational functions to the Federal Government. It is not deemed advisable, due to the tourist rush of travel, to risk a disruption of travel with its attendant economic loss and inconvenience to the travelling public, to attempt the transfer of operational responsibilities to German Authorities of any Permit Issuing Office during the period 1 May - 31 August.

Internal Permit Issuing Offices, except those that may be required to deal exclusively with the documentation of the category of persons mentioned in paragraph I.C. (iii) and the control by the Federal Republic of the international frontiers, boundaries, airports and seaports, may be phased out approximately three months after suitable legislation and a Federal operating budget have been passed. There is no present indication as to when the German Federal Authorities will be in a position to assume the responsibilities enumerated in paragraph I.A. hereof.

III. The following are the estimated ultimate staffing requirements for the performance of residual functions as indicated in paragraph I.C. above:-

(a) if functions listed in paragraph I.C.(i) and (ii) are transferred to the German or other authorities, the estimated Allied staff required to be provided by each Element will be twenty-five;

(b) if only the functions listed in paragraph I.C(i) are transferred, the estimated Allied staff required to be provided by each Element will be forty-three.

for Secretary to the Board.

CTB/202
278
509
509/1
260

CONFIDENTIAL

Mr Gilliy (824)

10

RESTRICTED

20 October, 1950. OTC/CTB/CAB(50)44.

COMBINED TRAVEL BOARD

To: Board Distribution.

Subject: Report on the position concerning work relative to the putting into application of decisions taken at the meeting of the Ministers of Foreign Affairs held in New York in September 1950.

The attention of all recipients is called to document POL/Sec(50)274. This concerns a report for progress of work concerning the application of decisions taken at the meeting of the Ministers of Foreign Affairs held in New York in September 1950, and which particularly deals with the setting up of a German Ministry of Foreign Affairs and the establishment of diplomatic relations.

Persons concerned should consult file CTB/278.

[illegible]

pp Secretary to the Board.

File No. :- CTB/278

Mr Archer

Can I see this paper to file 278 please

[illegible]

3 Nov 50

Policy File 027322

SECRET

3 November 1950 OTC/CTB/P(50)255

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

Competence of German Consuls abroad concerning issue of Visas for Berlin

(Note from Secretariat)

1. The Political Affairs Committee, at its Forty-Sixth Meeting, held on 27th October, 1950, took the following decision (POL/M(50)36 - Conclusion 860 (xii)) :-

" 860. ITEMS ARISING FROM THE PRECEDING MINUTES

(xii) Competence of German Consuls abroad for the issue of Visas for Berlin (POL/M(50)35 - Conclusion 852)

THE COMMITTEE:

(860) (r) agreed that the Working Party for Foreign Affairs should prepare a new draft reply submitted by the U.S. delegate and eliminating the question of access to Berlin and that it would make known its decision before the next Meeting;

(s) charged the Secretariat to forward this reply, on receipt, to the Berlin Kommandatura through the Allied General Secretariat. "

2. This decision follows decision 852, circulated under reference OTC/CTB/P(50)249.

3. The present document will be submitted to the Board for information at its next Meeting.

Secretary to the Board

J. DIJON

File No.:- CT 3/276

Copy to :- File CTB/275

SECRET

C O N F I D E N T I E L

325

24 octobre 1950 AGSEC(50)2372

HAUTE COMMISSION ALLIEE

EN ALLEMAGNE

278

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Monsieur le Ministerialdirektor Blankenhorn
Chancellerie de la République Fédérale d'Allemagne

O B J E T : Consulats Généraux de la République Fédérale d'Allemagne à l'étranger (Brésil)

Monsieur le Ministerialdirektor,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre 105-07/II/8624/50, du 14 septembre 1950, adressée par le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne au Président du Conseil de la Haute Commission Alliée au sujet de l'établissement à l'étranger de Consulats Généraux de la République Fédérale d'Allemagne.

La Mission du Gouvernement Brésilien vient de faire savoir à la Haute Commission Alliée que son Gouvernement a accepté l'établissement au Brésil d'un Consulat Général de la République Fédérale d'Allemagne.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministerialdirektor, les assurances de ma haute considération.

L. HUDLEY-DERRY
Secrétaire Général

Copie à : Comité des Affaires Politiques

Received NOV 1950 C.T.B.

C O N F I D E N T I E L

329

RESTRICTED

7th November, 1950.
Texte francais joint

OTC/CTB/P(50)257.

COMBINED TRAVEL BOARD

(Note by Secretariat)

ISSUE OF VISAS TO THE ALLIED FORCES AND TO PERSONS WHO DO NOT COME WITHIN THE COMPETENCE OF GERMAN CONSULS.

1. Herewith annexed is document POL/SEC(50)286 dated 31st October 1950 and forwarded by the Political Affairs Committee. It concerns the issue of visas to members of the Allied Forces and to persons who do not come within the competence of German Consuls.

2. This decision replies to questions raised by document POL/OTC/CTB/P(50)120.

3. This document will be submitted to the Board at its next meeting.

Secretary to the Board.

J. DIJON.

File No.: CTB/278

Copy to : File CTB/300

RESTRICTED

31st October 1950.

Annexe to:
OTC/CTB/P(50)257.
POL/SEC(50)285.

ALLIED HIGH COMMISSION

POLITICAL AFFAIRS COMMITTEE

Secretariat

To: The Chairman, Director General of the Combined Travel Board (Attention: Secretariat).

Subject: Issue of Visas to the Allied Forces and to Persons who do not come within the competence of German Consuls.

1. Document POL/OTC/CTB/P(50)120 on the above-mentioned subject was considered on the 30th October 1950 by the Working Party for the Control of Travel which, on behalf of the Political Affairs Committee:

(a) approved the recommendations which are set out in paragraph 2(a) of the document;

(b) agreed that visas for members of the Allied Forces should be issued respectively in London, Paris and Washington by the Services of the Ministry of Foreign Affairs or by the Ambassadors of the United Kingdom, France and the United States;

(c) agreed that visas for families of Belgian, Danish and Norwegian military personnel partaking in the occupation of Western Germany could be issued indifferently by the Consular representatives of the United Kingdom, France or the United States in Brussels, Oslo and Copenhagen.

2. You are requested to take appropriate measures in order to put these decisions into application.

O.T.L. STEGER.

Duty Secretary.

RESTRICTED

RESTRICTED

7th November, 1950. CTC/CTB/P(50)256.

Texte francais joint

COMBINED TRAVEL BOARD

(Note by Secretariat)

POWERS OF GERMAN CONSULS ABROAD IN THE ISSUANCE OF VISAS FOR BERLIN.

1. Document AGSEC(50)2426 dated 31st October 1950 and addressed by the Allied General Secretariat to the Inter-Allied Kommandatura in Berlin, is annexed herewith. This paper concerns the powers of German Consuls abroad in matters concerning issuance of visas for Berlin.

2. This document will be submitted to the Board for information at its next meeting.

Secretary to the Board.

J. DIJON.

File No. : CTB/278

Copy to : File CTB/275

RESTRICTED

31st October, 1950.

Annexe to:
OTC/CTB/P(50)256.
AGSEC(50)2426.

ALLIED HIGH COMMISSION FOR GERMANY

Allied General Secretariat

To : The Chief of Staff,
Chairman of the Inter-Allied Kommandatura,
BERLIN.

Subject: Powers of German Consuls Abroad in the issuance of Visas for Berlin.

The Political Affairs Committee examined document BK/AHC(50)59 dated 9 October 1950 (x) and took note of the proposal from the Allied Kommandatura according to which visas for Berlin would be issued by the Consuls of the Federal Republic acting in the name of and by delegation from the Inter-Allied Kommandatura.

On the basis of information which has now reached it, the Political Affairs Committee considers that it would be preferable that these visas, if they are to be issued by the Consuls of the Federal Republic, should be so issued in the name and on behalf of the Berlin Magistrature. Generally speaking, the Political Affairs Committee considers it judicious that where the Allied High Commission or other Allied organisations hold supreme authority, the German Services such as the Consular Services should act by virtue of powers which have been delegated to them by the German governmental organisations.

However, the Political Affairs Committee would prefer a solution which would not make necessary any special visas for Berlin, but according to which passengers could be admitted to Berlin on presentation of German consular visas valid for the territory of the Federal Republic. The Political Affairs Committee remarks in this connection that the present entry visas for Berlin are of no use for passengers proceeding to Berlin by road or by rail in view of the fact that the Soviet Authorities require a special transit visa in order to transit the Soviet Occupied Zone. Admission of passengers to Berlin could be controlled, with the consent of the Allied High Commission and of the Kommandatura, by an agreement between the Government of the Federal Republic and the Magistrature which would permit passengers who hold entry visas for the territory of the Federal Republic to have access to Berlin.

The Political Affairs Committee is not unaware that it would be desirable to place a stamp on the passports of persons admitted to Berlin certifying the legality of their admission into this city. This stamp could have a controlling and a security value for the authorities of the West; if the stamp at present in use does not clearly indicate these two qualities it could be modified.

The Political Affairs Committee would like to have the remarks of the Kommandatura on this proposal which would bring about a solution of the problem of visas for Berlin and to which the Combined Travel Board would give its agreement.

L. HANDLEY-DERRY,
Secretary General.

Copy to: Political Affairs Committee.

(x) See AGSEC(50)2278.

RESTRICTED

D

335

CONFIDENTIEL

6 novembre 1950 AGSEC(50)2465

HAUTE COMMISSION ALLIEE

EN ALLEMAGNE

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Monsieur le Ministerialdirektor Blankenhorn
Chancellerie de la République Fédérale d'Allemagne

OBJET : Nomination officielle du Consul Général d'Allemagne à Amsterdam

Monsieur le Ministerialdirektor,

Par lettre AGSEC(50)2000, du 13 septembre 1950, la Haute Commission Alliée vous a fait savoir que le Gouvernement Néerlandais a donné son agrément à la nomination du Dr Karl du Mont en qualité de Consul Général à Amsterdam.

La Mission Néerlandaise vient de porter à la connaissance de la Haute Commission que le Gouvernement Royal des Pays-Bas a provisoirement admis et reconnu comme Consul Général de la République Fédérale d'Allemagne, le Dr Karl du Mont, et comme Vice-Consul, le Dr Alexander von Török, résidant tous deux à Amsterdam; leur compétence s'étend à tout le territoire européen du Royaume; la Mission a ajouté que, dès réception de leurs titres officiels de nomination, le Dr du Mont et le Dr von Török seront définitivement reconnus et que l'exequatur leur sera accordé.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministerialdirektor, les assurances de ma haute considération.

J.E. SLATER
Secrétaire Général

Copie à : Comité des Affaires Politiques

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

336

6 novembre 1950 AGSEC(50)245I

HAUTE COMMISSION ALLIEE

EN ALLEMAGNE

278

Secrétariat Général Allié

DESTINATAIRE : Monsieur le Ministerialdirektor Blankenhorn
Chancellerie de la République Fédérale d'Allemagne

OBJET : Etablissement de Consulats Généraux Allemands à l'étranger (Colombie, Mexique, Panama, Perou, Venezuela)

Monsieur le Ministerialdirektor,

J'ai l'honneur de me référer à vos lettres N°105-07/II/9974 à 9978/50, du 18 octobre 1950, concernant le désir du Gouvernement Fédéral d'établir des Consulats Généraux en Colombie, au Mexique, au Panama, au Pérou, au Vénézuela.

La Haute Commission Alliée a porté ce désir du Gouvernement de la République Fédérale aux Gouvernements intéressés, et ne manquera pas de vous informer dès que possible de la réponse faite par ceux-ci.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministerialdirektor, les assurances de ma haute considération.

-J.E. SLATER
Secrétaire Général

CONFIDENTIEL

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address	U.S. Address	French Address
Herford	Herford	S.P. 51084
B.A.O.R. 15.	A.P.O. 757, U.S. Army	B.P.M. 515

278

CONFIDENTIEL

Tel : Herford 2941, Ext. 64

CTB/

Le 3 Novembre 1950. OTC/CTB/CAB(50)57.

Destinataire : M. le Directeur des Affaires Extérieures.

Objet : Etablissement de Consulats Généraux Allemands à l'Etranger (Colombie, Mexique, Panama, Pérou et Vénézuéla).

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous, pour information, une décision prise par le Comité des Affaires Politiques lors de sa quarante-sixième réunion, tenue le 27 Octobre 1950 : (POL/M(50)36-Conclusion 864).

" 864.- ETABLISSEMENT DE CONSULATS GENERAUX ALLEMANDS A L'ETRANGER (Colombie, Mexique, Panama, Pérou et Vénézuéla).

LE COMITE

(864) a) convient, sous réserve d'une confirmation de la part du Délégué Français, de ce que la Haute Commission Alliée n'a pas d'objection à l'établissement de ces Consulats Généraux;

b) charge le Secrétariat, dès réception de la réponse du Délégué Français :

(i) d'inviter l'élément président à porter cette décision à la connaissance du Gouvernement de Panama;

(ii) de confier au Chef de la Section Tripartite du Protocole le soin de la communiqueraaux Représentants, sur le Territoire de la République Fédérale, des Etats de Colombie, du Mexique, du Pérou et du Vénézuéla;

(iii) de faire connaître à la Chancellerie Fédérale les mesures prises par la Haute Commission Alliée; "

Le Chef de Cabinet

Copie à :
M.le Président Dir.Général (US)
M.le Directeur Général (BR)
M.le Directeur Général (FR)
- Floater File

CONFIDENTIEL

FILE CTB/278 538

24

278

14 November, 1950

To: German Political Department,
Foreign Office,
Norfolk House,
St. James's Square,
London, S.W.1.

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the German Government.

1. In connection with the hand-over of CTB External functions to the German Government, it is foreseeable that probably on or very soon after the 1st January 1951 the Consuls-General in London and New York will be in a position to assume the Passport and Visa issuing functions of these offices. This transfer does, however, raise slight difficulties which must be surmounted in the very near future and certainly before the middle of December this year.

2. The difficulties are that the Consuls-General in New York and London will respectively have territorial jurisdiction only for residents of the United States and the United Kingdom. As the organisation now stands, the Permit Office in New York also deals with applications for Canadian citizens and the Permit Office in London also deals with applications from citizens of the Irish Republic. The German Consuls-General will be unable to take over these functions. It is therefore necessary to seek alternative methods for documenting Canadian citizens and citizens of the Irish Republic until such time as German Consuls are appointed to Canada and the Irish Republic.

3. It is therefore requested that you advise us whether it would be possible for the High Commissioner's Office in Ottawa to assume responsibility for Canadian citizens and whether the British Embassy in Dublin could assume responsibility for citizens of the Irish Republic, it being understood of course that certainly in the case of Canada, this arrangement would not be long-lived.

4. Your advise on this point would be appreciated at a very early date.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD

(T.J. GILLIGAN)
Deputy Director
External Affairs Directorate.

TJG/OMA.

COMBINED TRAVEL BOARD
OFFICE TRIPARTITE DE LA CIRCULATION

British Address:
Herford
BAOR. 15.

U.S. Address:
Herford
APO 757 - BONN
U.S. Army.

French Address:
S.P. 51084
B.P.M. 515

Tel: Herford 2941, Ext 24

CTB/278

13th November, 1950

To: Geheimrat G. Rödiger
Bundeskanzleramt
Dienstelle fuer auswärtige Angelegenheiten
Bonn
Ermekeilstr. 74

SUBJECT: Transfer of Responsibilities to the Federal Republic for the Issue of Visas.

1. Reference our meeting at the Petersberg on the 7th November, I am sending you this letter to confirm the matters discussed between us and to draw attention to the amendments which are required in your draft Instructions to German Consuls regarding the issue of Visas.

2. The comments in regard to the Visa Instructions are as follows:-

(a) Section I. The note to sub-paragraph (c) should delete any reference to the Netherlands as this country does not provide a military contingent.

(b) Section II. This section as now drafted does not reflect correctly the intention of the Allied High Commission in regard to the action required by German Consuls concerning refusal of Visas to British, French and U.S. nationals and other groups of persons who may be excluded from obtaining Visas in accordance with special directions issued from time to time by the Allied High Commission. It was agreed that as a result of our discussion you would re-draft this section completely.

(c) Section IV. It was arranged that you would delete any reference which implies that the Strasbourg Permit Office will be set up on a temporary basis. Also that an amendment would be made in drafting to make it clear that the Strasbourg Office would be competent to deal with the local population and, in exceptional circumstances, to nationals of the Occupying Powers who are not local residents, i.e. British, French and U.S. nationals. As requested by you, I will endeavour to have the terms of reference for the Strasbourg Office more clearly defined.

(d) Section V. It was agreed between us that German Consular representatives abroad will not actually assume any functions from individual Permit Offices until agreed dates have been settled by your office and the Combined Travel Board. As and when dates are agreed for each individual country, we will instruct simultaneously Allied Permit Officers and German Consuls to proceed with the hand-over

(e) Section VII. It is understood that "Passersatz" refers to Aliens Passports or other forms of Travel Documents and does not include Identity Cards.

/(2)

(f) Section IX. It is understood that the reference to Passports bearing endorsements to the effect that holders may re-enter the country in which the Passport was issued refers only to Travel Documents other than Valid National Passports.

(g) Section XVI. The reference in this section to Honorary German Consuls does not imply that Honorary Consuls may be empowered to issue Visas without the consent of the Allied High Commission. Any requests for the delegation of such powers will be subject to the concurrence of the Combined Travel Board on behalf of the Allied High Commission.

(h) Section XVII. It was agreed that you would re-draft this section to clarify beyond misinterpretation the following points:-

(i) That German Consuls normally may issue Visas only to persons domiciled or permanently residing within their Consulate territorial jurisdiction.

(ii) That travellers from countries where no German or Allied Visa Issuing Office exists may apply for Visas at a German or Allied office on route to Germany. Such travellers will not be restricted to applying only to German Consular Visa Offices.

(iii) In exceptional cases a German or Allied Visa Issuing Office may accept applications from persons not domiciled or permanently resident within their territorial jurisdiction but in these cases no Visas will be issued without the prior consent of the German or Allied Visa Issuing Office in the applicant's country of domicile or permanent residence.

(i) Section XIV. There is no Allied objection to the application of a two months' re-entry Visa for Stateless persons or holders of Aliens Travel Documents. However, your attention is directed to the necessity for taking urgent steps to ensure that the method of Aliens' registration and reporting is placed on an efficient and uniform basis throughout the territory of the Federal Republic.

(j) Section XXV. Sub-paragraph (d) of this Instruction will be amended to limit the discretionary powers of German Consuls to the authorisation of Visas with a maximum duration of six months at a time. A note will be added to this section to the effect that individual cases for longer period Visas will be considered on a case by case basis by reference to your office. Approvals will be issued to German Consuls after consultation with this office.

(k) Section XXVI. We discussed the question of the imposition of particular destinations and routes as well as crossing points for entering or exiting Germany being inserted in Visas, and as a result accept your proposals. It is understood, however, that in practice this procedure will be applied only in exceptional cases and is not to be generally applicable.

(l) Section XXVIII. A Fixed Travel Period will be attached to Visas only in exceptional cases and, generally speaking, the normal traveller will be issued with a Visa carrying a date only for the Period of Utilisation. On this basis there is no Allied objection, with the exception that, should you at any time propose to take action to impose restrictions as indicated in sub-paragraph (b) of this section, such action will not be taken without consultation with the Combined Travel Board.

/(m)

(m) Section XXXI. As soon as the Allied policy in regard to Berlin has been finally settled, the information will be conveyed to you and may involve the inclusion of additional information under this section.

(n) Section XXXII. Paragraph 1(a) will be re-drafted as necessary to make it clearer that in the case of applications concerning Western Berlin, reference will be made to the Central Authorities for clearance.

(o) Section XXXIV. It is understood that persons authorised, in accordance with this section, to take up residence in Germany will be granted Single Entry Visas and will regularise their position on arrival in Germany by registration with the Police Authorities of the locality who issued a Residence Permit. Subsequently, if such approved applicants wish to make journeys outside Germany, they must apply for Re-entry Visas before leaving Germany. In the absence of any German organisation at the present time to issue Re-entry Visas it remains to be decided by which means applicants may obtain their Re-entry Visas. This aspect must, it is understood, be cleared up with the Ministry of the Interior. The Combined Travel Board will arrange to discuss this point at an early date with the Ministry of the Interior.

(p) Section XXXV. It is understood that, in regard to students, it was your intention to document them in the same way as residents referred to in Section XXXIV. However, as agreed, it is confirmed that, from an Allied point of view, there is no objection to this category being issued with Repeated Journey Visas for the period stated in the University or School Acceptance Certificate up to a maximum of one year at any one time.

(q) Section XXXVII. This section deals with International Road Transport and I pointed out that I did not think the information in the section as now drafted gave sufficient details to enable the Consuls to carry on if they assume their functions before new regulations for control of road transport have been issued and implemented by the Federal Ministry of Transport. It was therefore agreed that if, by the time any Consul who will be concerned with road transport is appointed, the new procedure is not in operation, you will consider providing the Consuls concerned with a full text of the existing CTB Instructions on this subject so that they may more readily understand what is required. It was also agreed that any reference to "Permanent Visas" for truck drivers would be eliminated and it would be stated that Visas would be issued with a Period of Utilisation not exceeding six months.

(r) Section XXXXI. I drew your attention to the fact that it might be desirable to emphasize in this paragraph that no Transit Visas would be issued for deportees without verification that the individuals hold Valid National Passports or Visas for country of destination. This, however, is a matter for final decision by your Authorities.

(s) Section XXXXII. We discussed the implications of the sentence in this section which refers to persons entering Germany "with or without Visas". It is of course understood that there is no question of the abolition of Visas being considered and therefore the wording of this section should not imply that there is a possibility that Visas will be abolished.

(t) Section XXXXIII. We agreed that this section should be re-phrased to make it clear that the endorsement referred to would be applied in all cases where a Visa is refused. It is not a matter to be left to the discretion of individual Consuls.

/(u)

(u) Section XXXXIV. You confirmed that it is your intention that this section would apply equally to Entry or Transit travel and would include the admission of tourists. I pointed out, however, the necessity for German and Allied Offices to operate this procedure according to a standard method at least during the interim period whilst Visa issuing responsibilities would be joint and the Federal Government had not assumed control or technical direction of the Passport Control Service on the frontiers. In the light of this discussion you undertook to revise this section to bring it into line with the existing CTB External Instruction No. 23.

(v) Section XXXXVIII. I pointed out to you the necessity for including in the records maintained by each German Visa Issuing Office the date and place of birth of applicants. You undertook to insert this information in the revised Instructions.

(w) Section XXXXIX. It was agreed that as German Visa Issuing Offices will supply to the Combined Travel Board monthly lists with details of persons granted and refused Visas, no special additional statistical return would be called for. The lists referred to above would be despatched by your office to the Combined Travel Board monthly and will contain the information called for in Section 48.

(x) Section L. As stated at our meeting, I confirmed that there are no Allied objections to the proposed scale of fees so far as Allied Offices are concerned we will adopt the same scale of fees as soon as German Consuls start issuing Visas.

In connection with the issue of Visas at reduced fees or gratis, I recommended for your consideration and inclusion under this section special mention of favourable treatment for the following categories of visitors:-

(i) Persons visiting war graves under arrangements or sponsorship of ex-Service Men's or Philanthropic Societies.

(ii) Students wishing to take courses in German universities and schools.

(iii) Displaced Persons under the conditions mentioned in External Instruction No. 106, paragraph 6(i).

3. There were certain categories of persons who apply for Visas which are not specifically mentioned in your Instructions, regarding which it is considered that mention is necessary. The categories are as follows:-

(a) Rhine Bargees. It was agreed that this category would be covered by mentioning simply that special procedures existed and the necessary Instructions would be issued separately to the offices concerned. The special Instructions will be drafted after the next Meeting of the Central Rhine Commission, which is to be held in Brussels on the 24th and 25th November, as it is anticipated that changes in the existing procedures may be made.

(b) Civil Airline Operations. The existing CTB External Instruction No. 8 sets out the special facilities granted to officials and employees of Airline Companies officially licenced to operate into or through the Federal Republic. It will be necessary for these arrangements to continue, to avoid any interruption in the work of officially licenced Companies, It is therefore requested that the Visa Instructions to German Consuls should include direction similar to that contained in External Instruction No. 8.

/(c)

(c) Train Crews. Hitherto it has been normal for the Combined Travel Board to authorise Permits valid for 12 months and repeated journeys, but specially endorsed "Train Crew", to railway operating employees and sleeping car attendants employed on international trains operating through the Federal Republic. In this case also it will be necessary to continue some similar arrangement to avoid unnecessary interruption of the international rail services. Some mention of this special category should be made in your Visa Instructions. In this connection your attention is directed to Combined Travel Board External Instruction No. 14.

4. At our meeting other matters, apart from the Visa Instructions, were discussed and are recorded here in confirmation:-

(a) Seamen's Documentation. I informed you that the Combined Travel Board had been in the practice of accepting Seamen's Books as Valid Travel Documents where the applicants were not in possession of National Passports. You stated that, in accordance with the Passport Ordinance of 7th June 1932, Article 73, Seamen's Books were not acceptable in lieu of National Passports for travel within or through Federal territory. However, the fact remains that during the past few years, as a result of understandings or exchanges of letters, arrangements exist whereby German Seamen's Books are endorsed with Visas for other countries and non-German Seamen's Books are endorsed with Entry or Transit Permits for Germany. The present CTB policy can be seen in External Instruction No. 12. You undertook to reconsider this matter to see whether the CTB policy may continue after German Consuls are issuing Visas.

(b) Proposed Application Forms for Visas. I drew your attention to the necessity for simplifying the application form as much as possible as the form now proposed is rather lengthy and requests several items of information which are not essential for the issue of a visa. You agreed to delete certain items and re-arrange the form to ensure that the minimum number of questions are put to applicants.

(c) Visa Stamps. As the form of your visa stamps is governed by the Passport Ordinance of 1932, it is appreciated that no amendments can be made at this stage. It was agreed that when German Consulates commence issuing Visas, the remaining Allied Permit Offices would take into use your form of visa stamps, which would be supplied by your office to the Combined Travel Board for distribution. As Permit Offices are liquidated they will transfer their stamps to the incoming German Consular Office. The number of visa stamps required by the Combined Travel Board for distribution are as follows:-

(i) Entry Visa Stamps - 210

(ii) Transit Visa Stamps - 210

Would you kindly let me have the supplies of stamps at your convenience so that distribution may be made.

5. Now that the Instructions, application forms and visa stamps have reached a stage of final agreement between us, it is essential that German Consulates should commence to assume responsibilities of CTB offices as rapidly as possible, in order to permit the early liquidation of our offices. I shall be glad, therefore, if you will let me have as soon as possible a formal statement, setting out:-

(a) the dates by which the Consulates in London, Paris and New York will be ready to assume all Passport and Visa Issuing functions of the existing Allied offices, and

/(b)

(b) the dates when it is anticipated that Consulates in other countries will be in a position to assume similar functions from other Allied offices.

It is imperative that this information is supplied to the Combined Travel Board without further delay so that we may plan the future programme for the liquidation of our offices and know when to put in hand the various practical matters involving personnel and financial commitments connected with these offices.

FOR THE COMBINED TRAVEL BOARD:

T.J. Gilligan

(T.J. GILLIGAN)

ANTRAG
auf Erteilung eines Sichtvermerks
zur Einreise nach - zur Durchreise durch Deutschland

APPLICATION
for a Visa to enter / to travel trough Germany

An das Deutsche Generalkonsulat in New York

To the German Consulate General New York.

1. Familien- und Vornamen (bei Frauen auch Geburtsname), Schriftstellername, Künstlername 1. Surname and Christian names (in the case of married women state also maiden name), pen-name, artist's name	..... (Familienname) (Surname) ..... (Vornamen, Rufname unterstreichen) (Christian names, underline first name) ..... (Schriftstellername, Künstlername) (pen-name, artist's name)
2. Geburtstag und Geburtsort (Kreis, Land) 2. Date and Place of birth (district, state)	geboren am ..... born on in ..... in ..... (Kreis, Land) (District State)
3. Familienstand (bei Ehefrauen auch Familienname, Vorname, Geburtstag und -ort des Ehemanns) 3. Family particulars (in the case of married women state also Surname, Christian name, date and place of birth of husband)	ledig ..... single verheiratet, verwitwet, geschieden seit .. married, widowed, divorced since Ehemann ..... husband (Familienname) (Vorname) (Surname) (christian name) geboren am ..... in ..... born on in
4. Staatsangehörigkeit (bei Doppelstaatern auch die weitere) 4. Nationality (in case the applicant claims a second nationality, state this)	jetzige ..... present nationality frühere ..... former nationality zweite Staatsangehörigkeit ..... second nationality
5. Religion 5. Religion	

be von Sitz und Anschrift Firma, Organisation oder hörde, ihrer Anschrift, elefonnummer sowie Bezeichnung der Tätigkeit	
6. Profession (state seat and address of the firm, organisation or authority, telephone number as well as description of work)	
7. Was für einen Paß besitzen Sie ? (Art des Passes, Nummer, ausstellende Behörde und Ausstellungsort, Datum, Geltungsdauer) 7. What type of passport do you possess ? (type of passport, number, issuing authority and place issued, date issued, period of validity)	.....Paß-Nr. passport No. ..... ausgestellt durch issued by ..... in in ..... am on ..... gültig bis zum valid until .....
8. Reiseweg (Aufenthaltsorte in Deutschland) mit Grenzeingangs- und Grenzausgangsstelle 8. Itinerary (stopping places in Germany) including places of entry and exit at the border	Grenzeingangsstelle: Place of entry: ..... über via ..... Grenzausgangsstelle: Place of exit: .....
9. Reiseziel 9. Destination	
10. Reisezweck 10. Purpose of journey	
11. Voraussichtlicher Zeitpunkt der Einreise und Dauer des Aufenthalts in Deutschland 11. Prospective date of entry and duration of stay in Germany	Einreise etwa am: Entry on about: ..... Aufenthaltsdauer: Duration of stay: .....
12. Waren Sie früher schon in Deutschland (Wann und wo mit Anschrift) 12. Have you been in Germany before ? (When and where; state address)	.....in in ..... bei with .....

nde Kinder
Geschlecht, Tag und
der Geburt)

ccompanying children
(name, sex, date and place
of birth)

a) .....

b) .....

c) .....

14. ~~Sprechen Sie deutsch ?~~
14. ~~Do you speak German ?~~ } Why?

15. Art des beantragten Sichtvermerks (Einreise-, Ein- und Wieder-~~ausreise~~-, Durchreisesichtvermerk)

15. Type of visa applied for (entry / ~~entry and exit~~ / transit visa)

16. Wohnsitz oder dauernder Aufenthaltsort (genaue Anschrift, Telefonnummer)

16. Residence or permanent abode (full address, telephone number)

17. Bemerkungen

17. Notes

Ich erkläre an Eidesstatt, daß die obigen Angaben nach bestem Wissen und Gewissen gemacht sind und der Wahrheit entsprechen.

I herewith declare in lieu of an oath that the foregoing statements have been made to the best of my knowledge and belief and are true.

..... (Ort und Datum) (Place and date)

..... (Eigenhändige Unterschrift) (Signature)

Es wird hiermit bestätigt, daß der Antragsteller die Unterschrift eigenhändig vollzogen hat.

It is herewith testified that the applicant has personally signed this application.

X

This is asking too much.

CZB/220

341

COPY (from Mr. Watson)

Mr. Sedgley Ref. attached.

Mr. Gilligan has asked for our observations on the proposed visa stamps.

1. My first reaction is that both visas are unnecessarily complicated, e.g.

(a) Entry Visa (i) Is there any real need to dictate which crossing points can be used, and what action should the controls take if the traveller appears at a crossing not authorised by the visa?

Not unless Messrs Harney and Kergall think it necessary to retain in the U.S. and French Zones. (Sedgley)

Not necessary (Kergall)
Not necessary (R. Gelston)

(ii) The imposition of a period (days or weeks), in respect of the actual stay in the Federal Republic, within an overall visa validity will lead to delays, especially on trains, while examiners calculate whether the 'stay validity' has been observed.

If the Germans want this we should I think agree. (Sedgley)

Not necessary (Kergall)
Not necessary (R. Gelston)

(b) Transit Visa (i) My remark at (a)(i) above applies equally here.

Agreed (R. Gelston).

(ii) I cannot understand the application of a 'Reisefrist' (period of validity) in this connection. A time limit is placed on the actual transit. I consider it would be better to indicate an overall time validity within which the return transit must be completed. Otherwise the examiner has again to calculate mathematically whether the visa is valid.

Yes.
(Sedgley)

This point was discussed in connection with our transit permit and it was I think, agreed that it was more appropriate to refer to direct transit rather than impose a time limit.
(Sedgley)

In this case I feel that period of time spent in transit should be limited. Return transit permit may be valid 6 mos. Short 2 day transit time is not difficult to figure.
(R. Gelston)

I agree with the proposals of Mr. Watson.
(Kergall)

2. As regards the Warning Notice printed vertically on the Entry Permit, I think M. Ruby should advise whether this is currently applicable.

Same opinion as Mr. Watson.
(Kergall).

(W.H.O. WATSON)

339

Nr. ..... Gebühr .....

Sichtvermerk

für .....
(Name des Inhabers)

zur ein/mehr maligen Einreise in das Bundesgebiet über
jede amtl. zugel. deutsche Grenzübergangsstelle
die Grenzübergangsstelle(n) .....
.....
.....

Der Sichtvermerk kann zum Grenzübertritt bis zum .....195.... einschl. benutzt werden.

Reisefrist ..... Tage/Wochen vom Grenzübertritt ab (Einreisetag eingerechnet).

....., den ..... 195 .....

.....
Dienststelle

.....
Unterschrift

Zu beachten die im Bundesgebiet geltenden Melde-, Aufenthalts- und Arbeitsmarkt-Vorschriften!

Nr. ..... Gebühr .....

Durchreisesichtvermerk

für .....
(Name des Inhabers)

zur Reise durch das Bundesgebiet — und zurück — über die Grenzübergangsstelle(n) .....
.....
.....

Der Sichtvermerk kann zum Grenzübertritt bis zum .....195.... einschließlich benutzt werden.

Reisefrist: ..... Tage/Wochen vom Grenzübertritt ab (Einreisetag eingerechnet).

Die Durchreise muß innerhalb von ..... Tagen vom Grenzübertritt ab erfolgen

....., den ..... 19....

.....
(Dienststelle)

.....
(Unterschrift)

Tripartite Committee on Refugees: vol II. Feb. 1950. MS Refugee Records from the Foreign Office, 1947-1970 FO 1071/126/5. The National Archives (Kew, United Kingdom). Refugees, Relief, and Resettlement, link.gale.com/apps/doc/JOOXCM962896802/RRRW?u=omni&sid=bookmark-RRRW&pg=1. Accessed 6 Jan. 2025.